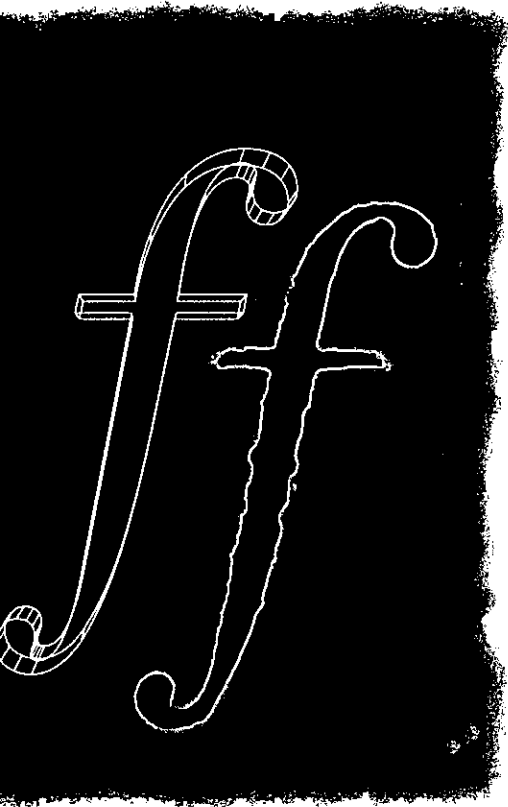


f r a n c e
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 14 10



*La démocratie
chrétienne,
une révolution*

S o m m a i r e

France-Forum • n° 14 • Nouvelle série • juin 2004

Éditorial 3

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE, UNE RÉVOLUTION

Présentation du colloque PAR CHARLES DELAMARE 5

Jeudi 29 janvier (matinée) • Président de séance : Michel ALBERT

ESSOR ET DÉCLIN DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE 8

Rapport DE JEAN-DOMINIQUE DURAND • **Moderateur** JACQUES MALLET • **Interventions dans le débat** : Henri Catherin, Corine Pelluchon, Gérard Tisset-Laroche, Marc Varangot, Jean-Marie Daillet, Jean Chélini, Jacques Laïk, Benoît Jeanneau

LE FAIT RELIGIEUX DANS L'UNION : UNE RÉVOLUTION PERMANENTE 28

Rapport de JEAN CHÉLINI • **Moderateur** : JACQUES MALLET • **Interventions dans le débat** : Jean-Marie Daillet, Jean-Dominique Durand, Anne-Marie Catherin, Karin Leonhardt, Hervé Collet, Paul Collowald, Robert Pelletier, Neville Maryan Green

Jeudi 29 janvier (après-midi) • Présidents de séance : Denis BADRÉ puis Jean CHÉLINI

L'EUROPE EN 2004 AU CARREFOUR DE SON HISTOIRE : PUISSANCE OU SERVITUDE ? 53

Rapport de CHRISTIAN SAINT-ÉTIENNE • **Moderateur** : HENRI MÉNUDIER • **Interventions dans le débat** : Jacques Mallet, Gerhard Almer, Jacques Laïk, François Laulan, François-Georges Dreyfus, Hervé Collet, Jean-Pierre Lafaurie

LA CRISE DE L'EUROPE 70

Rapports de JOSÉ MARIA GIL-ROBLES et JEAN-LOUIS BOURLANGES • **Moderateur** : HENRI MÉNUDIER • **Interventions dans le débat** : Henri Catherin, René Foch, Jacques Mallet, Neville Maryan Green, Gerhard Almer

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE : UNE AUTRE SOCIÉTÉ, UNE AUTRE VIE 93

Rapport de GUIDO BODRATO, traduction : Hugues Portelli • **Moderateur** : HUGUES PORTELLI • **Interventions dans le débat** : Jacques Laïk, José Maria Gil-Robles, Henri Catherin, Jacques Mallet, Henri Ménudier, Franco Nobili, François Bayrou

Vendredi 30 janvier (matin) • Président de séance : Maurice BLIN

Résumé des débats de la journée précédente : CHARLES DELAMARE 119

LE NOUVEAU TROISIÈME ÂGE : UN DÉFI SOCIAL À RELEVER 127

Rapport de CLAUDE VIMONT • **Moderateur** : JEAN-PIERRE PRÉVOST • **Interventions dans le débat** : Paul Camous, Marc Varangot, Laura Bernardi

La démocratie-chrétienne, une révolution

Renouant avec la tradition de *France-Forum*, ce numéro est dédié à un colloque qui s'est tenu les 29 et 30 janvier derniers. Une fois encore le thème abordé était d'importance : la démocratie-chrétienne, qui a opéré une profonde révolution spirituelle et sociale au siècle dernier, est-elle prête à faire face aux nouveaux défis auxquels l'Europe et le monde sont aujourd'hui confrontés ? Moins d'un siècle après le surgissement de la démocratie chrétienne dans la vie politique, le bilan que l'on peut dresser de son action, en liaison avec d'autres forces de progrès, est extraordinairement positif.

Qui aurait pu penser que le grand dessein prophétique que proposait Jacques Maritain dans *Humanisme intégral* en 1936 d'une civilisation chrétienne pluraliste et fraternelle centrée tout entière sur l'humain connaîtrait une telle avancée ? Comment ne pas s'étonner que la réunification pacifique de l'Europe, à laquelle travaillait déjà Marc Sangnier et *Le Sillon*, débarrassée, pour la première fois du tragique de son histoire, de toute dictature, de tout totalitarisme, paraisse si naturelle qu'elle soit (à peine) célébrée et avec elle celui des nôtres qui sut la mettre sur les rails,

Robert Schuman ? Comment aussi oublier la contribution décisive que "l'économie sociale de marché" a apporté à la croissance de l'économie et à l'élévation du niveau de vie ?

Dans le monde entier, l'idéal démocratique d'inspiration chrétienne fondé sur "une philosophie de la personne et de la liberté" selon la formule d'Etienne Borne n'a cessé de progresser : du Chili où la démocratie-chrétienne a joué un rôle central dans la chute de la dictature jusqu'à la Turquie où les musulmans démocrates actuellement au pouvoir font explicitement référence au modèle démocrate-chrétien, même si certains ne souhaitent pas l'adhésion de ce pays à l'Union européenne.

Et que la référence de "l'héritage chrétien" soit ou non inscrite dans la future constitution européenne n'a finalement que peu d'importance tant il est évident que notre civilisation moderne y a trouvé à travers mille vicissitudes sa source même.

Mais de l'avenir, il faut nous préoccuper d'urgence et en s'engageant avec force. La sécularisation a affaibli les formes visibles de la religion. La transformation des modes de vie, liée

à une progression continue de la consommation autant qu'aux progrès technologiques, notamment dans la communication, oblige à un renouvellement de la pensée autant que des modes d'action.

Nos lecteurs nous reprocheront peut-être d'avoir négligé les mouvements travaillant l'actualité de manière plus perceptible : la guerre en Irak, l'échec de la majorité, la course à l'abîme financier pour nous projeter vers un avenir inquiétant. Nous avons pensé qu'en s'inspirant des leçons du passé, il était encore temps de préparer une riposte aux menaces imminentes. L'action politique s'impose aux hommes assez audacieux pour croire qu'il est de leur devoir de modifier le cours des événements, de modeler ce monde qui nous est donné. Un cadeau empoisonné ou un défi à relever ?

Le cours des choses ne nous mène pas tout benoîtement au bonheur et à la paix. Le crime, la corruption, la veulerie, la brutalité envahissent ce que l'on nomme encore les esprits. C'est un fait, un méfait, contre lequel il nous semble inévitable, méritoire et hygiénique de s'élever.

La violence des hommes n'a pas cessé depuis Caïn mais nous savons que le message d'Amour sera toujours

le plus fort et qu'il s'est déjà incarné dans notre monde.

Les ombres ne manquent pas, les drames aussi. En Irak, où la plus vieille démocratie du monde montre son plus triste visage. Au Moyen Orient, en Afrique, ailleurs encore, le Terrorisme lié au fondamentalisme musulman conduit à de scandaleux amalgames avec l'une des grandes religions du Livre

D'un point de vue plus pratique l'économie mondiale apparaît dans toute sa fragilité tandis que l'Europe connaît l'inéluctable vieillissement de sa population auquel il faut savoir opposer une nouvelle conception de la vie. Face aux grands défis de la mondialisation saura-t-elle offrir un nouveau modèle de civilisation inspirée par d'autres motivations que la course au profit et l'individualisme matérialiste ?

A nous de relever avec tous les hommes et femmes de bonne volonté ce nouveau défi, fidèle à notre vocation et à nos convictions. Là se trouve notre force, notre ambition, notre espoir.

Le comité de rédaction

La démocratie chrétienne, une révolution

Jeudi 29 janvier 2004 (matin)

Présentation du colloque

par Charles DELAMARE

La démocratie chrétienne est toujours vivante, bien vivante ! Vous allez le constater au cours de cette réunion. Vous verrez des hommes de foi, courageux et lucides. Ils vous montreront que cette démocratie anime leur vie de tous les jours, en France et en Europe.

La démocratie chrétienne est toujours nécessaire. Au siècle dernier, il a fallu réconcilier les valeurs du christianisme et celle de la démocratie. C'est d'ailleurs pourquoi le titre de "démocratie chrétienne", a fait difficilement son chemin au milieu d'esprits qui étaient peu disposés à recevoir cette nouveauté, parce qu'ils croyaient, déjà, qu'elle était une antiquité !

La nécessité de cette entreprise est apparue d'abord dans ce combat pour le rapprochement des valeurs religieuses et des valeurs démocratiques. Ensuite, au cours de la Résistance (nous évoquons ici la grande figure de Gilbert Dru), la démocratie chrétienne a montré qu'elle était nécessaire parce qu'elle incarnait des idées qui se situaient au-delà et au-dessus du réalisme ressenti douloureusement comme un manque, comme une déficience de l'être. Cette nécessité est apparue, en pleine lumière cette fois, au cours de la reconstruction de notre pays et dans cette grande oeuvre qu'a été la création d'une Europe nouvelle.

C'est pourquoi cet esprit de la démocratie chrétienne est toujours fécond. Il s'agit de faire face aujourd'hui à un problème que beaucoup ne comprennent pas, ne voient pas, à savoir cet envahissement des mœurs et des esprits par ce que l'on appelle la mondialisation, c'est-à-dire un monde qui repose sur des bases strictement matérielles, sur le "doit" et "avoir". Il menace les valeurs spirituelles auxquelles nous sommes attachés, dont nous avons été nourris. La civilisation judéo-chrétienne n'est plus qu'une façade. Elle est moins loin de s'écrouler qu'on ne le pressent.

C'est pourquoi la démocratie chrétienne est une révolution. C'est-à-dire un retournement des préjugés, un nouveau départ, la guérison de la sclérose des

cerveaux, le retour du vrai et du bien. On a abusé beaucoup de ce terme de révolution, considéré jadis comme peu fréquentable, pour donner un signe de nouveauté, d'esprit libre. On a eu la Révolution américaine, la Révolution française, la Révolution soviétique. N'oublions pas non plus la révolution culturelle, puisque ce 29 janvier, nous avons dans nos murs le président de la Chine communiste, révolution culturelle qui, comme vous le savez, n'avait pas beaucoup de rapport avec la culture sinon qu'elle a détruit une grande partie des acquis de la grande civilisation chinoise.

Aujourd'hui nous allons parler de révolution, d'une autre révolution. Nous voulons insister, par ce mot, sur le fait que nous ne sommes pas sur la même fréquence intellectuelle et morale que ces hommes sans foi ni loi, ces hommes qui ne pensent qu'au profit, qu'au rendement immédiat, au pouvoir et au plaisir et qui, dans beaucoup de pays, nous l'avons vu ces dernières années, effectivement ne se préoccupent ni de la morale ni de l'intérêt de leurs concitoyens. Des voleurs et des brutes.

Au contraire, ceux qui suivent la démocratie chrétienne croient qu'il faut une foi et une loi pour vivre en êtres humains. Vous vous souvenez de la devise du MRP : "La révolution dans la loi". Cet esprit, nous essayons de le maintenir à *France-Forum* sans aucune exclusive depuis presque 50 ans, avec Etienne Borne, Jean Lecanuet, Joseph Fontanet, Jacques Barrot, André Diligent, Raymond Barre, Jacques Delors et tant d'autres ; *France-Forum* a voulu réunir ceux qui ne croient pas que la vie est purement matérielle, qui pensent que des valeurs issues de notre civilisation judéo-chrétienne constituent le fond de notre vocation, sont la clé de l'énigme humaine. C'est pourquoi nous réunissons des gens qui sont souvent divisés sur le plan politique dans l'immédiat, mais aujourd'hui tant à l'UMP qu'au parti socialiste et bien évidemment à l'UDF, nous connaissons des hommes et des femmes qui luttent pour que ces acquis de la civilisation soient maintenus et trouvent leur application dans des responsabilités politiques et pas seulement dans des théories coupées de la réalité. Voilà pourquoi nous avons initié ce colloque.

Sa première étape sera présidée par **Michel Albert**, président de l'Académie des sciences Morales et Politique. **Jacques Mallet**, ancien député européen sera le modérateur. La séance aura pour objet de rappeler quels sont les fondements de ce que l'on appelle encore la démocratie chrétienne. Nous vous montrerons combien elle est vivante, aussi bien dans notre pays que dans ceux d'Amérique latine ou de l'Europe de l'Est qui, après avoir quitté le matérialisme marxiste sont surpris de ne trouver que le matérialisme capitaliste. Ils sont surpris, douloureusement surpris. Il y a pourtant un

peu partout dans le monde, des gens qui attendent le message que nous essayons de transmettre, modestement, à notre niveau. Mais leur parvient-il vraiment ?

Cet après-midi, notre deuxième étape, présidée par **Denis Badré**, sénateur des Hauts-de-Seine, montrera l'abîme démographique, scientifique et culturel qui s'ouvre devant nous en Europe et devant lequel personne ne nous met en garde. Les problèmes s'accumulent à partir de cette année. Ils assaillent déjà les gens de bonne volonté. Impitoyablement. Saura-t-on les résoudre ? Essayons d'abord de les cerner. Le modérateur sera **Henri Ménudier**, professeur à Paris III-Sorbonne nouvelle et président du Bureau International de Liaison et de Documentation (BILD), relayé par **Hugues Portelli**, professeur de sciences politiques à l'Université Paris II Panthéon-Assas.

Vendredi matin, nous tenterons de dessiner quelques lignes d'action pour faire front contre cet écroulement et retrouver cette vocation sociale qui est un des fondements de tous nos combats et de toute notre doctrine, la pierre angulaire d'une société réconciliée. La séance sera présidée par **Maurice Blin**, sénateur des Ardennes. Le modérateur **Jean-Pierre Prévost**, ancien avocat.

Je vais maintenant céder la parole à Michel Albert qui a écrit des livres nombreux et sagaces depuis "Le défi américain" jusqu'à ce dernier ouvrage rédigé en commun avec Camdessus et Boissonnat "Notre foi en ce siècle", où ils remettent tous les trois en situation cette conception de la politique et de la vie, inspirée par des valeurs qui nous dépassent, mais qui alimentent notre esprit et notre espérance. Un véridique académicien, un praticien de la science morale et politique.

(Applaudissements...).

Michel ALBERT. - Merci d'applaudir Charles Delamare parce qu'il ne faut pas avoir froid aux yeux pour adopter ce titre de colloque : "La démocratie chrétienne, une révolution". Il a fait preuve de beaucoup d'audace, mais il y réfléchit depuis longtemps. Je suppose que vous connaissez son livre : "L'Europe, incarnation de la démocratie chrétienne" paru chez *L'Harmattan*. C'est une méditation récurrente chez lui qui trouve aujourd'hui une nouvelle actualité.

Essor et déclin de la Démocratie chrétienne

Michel ALBERT. - Il me reste maintenant à donner la parole à **Jean-Dominique Durand**, professeur à l'Université Jean Moulin-Lyon 3, qui va nous faire l'historique du mouvement, en traitant de l'essor et du déclin de la démocratie chrétienne.

Rapport de Jean-Dominique DURAND

Le 30 juin 1990, on pouvait lire dans le *Corriere della Sera* : « Maintenant que le communisme est mort et que la DC mondiale, globale, a la victoire entre les mains, il y a un paradoxe qui la pousse à se demander : que faire ? ».

Deux ans plus tard, la puissante Démocratie chrétienne italienne commençait à subir les forts vents de *Tangentopoli*, qui allaient vite se transformer en ouragan, emportant le parti démocrate chrétien le plus puissant d'Europe. Il y a là un paradoxe majeur, qui pose à l'historien un vrai défi d'interprétation : les partis les plus déterminés dans l'anticommunisme, mais aussi les plus intelligemment anticommunistes, c'est-à-dire les plus conscients des dangers représentés par le communisme, ont combattu celui-ci sans relâche, sans jamais céder à une quelconque séduction, avec un discernement sans faille, n'ont-ils pas été les premières victimes de la chute de leur adversaire ?

Pour répondre à ce problème historique, il convient d'abord de revenir sur l'essor de la Démocratie chrétienne dans l'Europe de l'après-guerre en mesurant ses apports à l'Europe des années 1950 aux années 1990, puis de prendre en considération ses remises en question dans les vieilles terres démocrates chrétiennes et ses échecs dans les terres libérées du communisme, pour tenter un essai d'explication. Ce sont ces trois aspects que je voudrais essayer de traiter maintenant.

Les apports de la Démocratie chrétienne à l'Europe

Il n'est pas possible ici de refaire l'histoire, à bien des égards glorieuse de la Démocratie chrétienne, de cette forme d'engagement politique de chrétiens

qui a caractérisé notamment les pays de l'Europe occidentale, à l'exception notable de la Grande Bretagne et des pays scandinaves, et de la péninsule ibérique.

Il suffit de rappeler les grands succès électoraux de 1945-1946, en Italie, France, Belgique, Luxembourg, Hollande, puis en Allemagne, liés à plusieurs facteurs :

- l'expérience douloureuse de la guerre et le rôle des chrétiens dans les Résistances ;
- l'effacement des droites et des modérés, plus ou moins compromis avec l'occupant nazi et ses alliés ;
- la guerre froide et la peur de l'Union Soviétique et des partis communistes ;
- le soutien de l'Eglise catholique et l'élargissement du suffrage aux femmes ;
- la capacité de fournir un personnel politique de remplacement, un personnel jeune et neuf, mais bien préparé, notamment les mouvements de jeunesse de l'Eglise (Action catholique). Il faut insister ici sur la grande qualité de ces hommes et de ces femmes qui émergèrent alors, des chrétiens – protestants et catholiques – de conviction et de foi souvent pleinement vécue, et démocrates, ardents militants, qui concevaient l'engagement politique comme un acte de charité envers autrui, conformément à l'enseignement social élaboré par le magistère pontifical de Pie XI et de Pie XII, lecteurs assidus des philosophes chrétiens, Maritain, Mounier, Gilson, Berdiaev, à qui on peut ajouter Bergson.

Il convient surtout d'insister sur la concomitance de l'émergence, dans plusieurs Etats européens de cette classe politique nouvelle et de ces partis nouveaux, qui portaient en eux une autre vision de l'Europe et du monde. Bien des indices permettent de penser qu'un renouvellement semblable du monde politique émergeait aussi dans les pays de l'Europe centrale et orientale, mais il fut écrasé dans l'œuf par le communisme.

Or sauf en France, et encore faudrait-il nuancer le propos, et sauf quelques interruptions, ces partis accédèrent au pouvoir pour longtemps, pour le conserver jusqu'aux années 1990, dans l'ensemble. On peut donc tenter de dresser un bilan. L'observateur ne peut que rester impressionné par l'ampleur de ce bilan. On peut en mentionner rapidement trois aspects principaux.

A/ Le renforcement de la démocratie, à travers l'adhésion, jamais plus remise en question, des catholiques au système démocratique. Les démocrates chrétiens ont su non seulement restaurer les institutions démocratiques, notamment en Italie et en Allemagne après les dévastatrices expériences

totalitaires, mais ils ont su démontrer la possibilité d'être à la fois chrétiens et démocrates ; ils ont recherché le moyen de faire fonctionner les institutions en les fondant sur « l'équilibre dialectique entre l'individu et la communauté », selon l'expression de Jacques Barrot. Ils ont puissamment contribué à préserver ces institutions, en particulier en France et en Italie, face à des partis communistes forts et liés à Moscou. On peut aussi relever la fermeté de ces partis face aux totalitarismes, en premier lieu face au nazisme et au fascisme, malgré les positions plus ambiguës des Eglises, et face au communisme et à l'Union Soviétique. A une époque où la culture européenne était imprégnée de marxisme, la fermeté de pensée d'un Etienne Borne, les analyses d'un Adenauer, furent décisives.

B/ La modernisation économique est un autre aspect important de l'action de la Démocratie chrétienne. On peut ici rappeler la transformation des structures agraires réalisée à travers l'Europe, ou en Italie, le développement de la production des hydrocarbures sous l'impulsion d'Enrico Mattei, sans oublier la modernisation des relations sociales obtenue avec la mise en œuvre de l'économie sociale de marché.

C/ Enfin il est indispensable de souligner l'importance de la construction européenne dans laquelle les démocrates chrétiens ont joué un rôle moteur, même s'ils n'ont pas réussi à imposer une construction politique, après l'échec du projet de Communauté Européenne de Défense en 1954. Mais ils ont su préserver l'essentiel, progresser dans l'élaboration des Communautés, et transmettre leur foi européenne à d'autres familles de pensée.

Ce bilan, brillant à bien des points de vue, ne peut masquer des zones d'ombre : des politiques étrangères souvent plus atlantistes qu'européistes, des réformes régionales incomplètes (en Italie), tardives (en Belgique), dont la réalisation a été laissée à d'autres (en France). La question morale n'est pas la moins grave de ces zones d'ombre, comme en témoigne le destin de la *Democrazia cristiana* italienne. Mais malgré ces faiblesses, il peut expliquer pourquoi les Démocraties chrétiennes purent rester au pouvoir plusieurs décennies, bien qu'étant un élément neuf dans la vie politique des Etats européens après 1945. Elles ont survécu à la première génération parvenue au pouvoir, celle mythique de Konrad Adenauer, Alcide De Gasperi, Robert Schuman, démentant sans cesse les oracles qui en annonçaient le déclin. Ces partis, sauf le MRP français, ont maintenu ou amélioré leurs positions pendant près de 40 ans, révélant une grande capacité d'adaptation et à la rénovation.

Pourtant, de grandes difficultés apparurent dans les années 1990.

Les difficultés des années 1990

Des problèmes d'identité

La longue occupation du pouvoir semble avoir fait oublier à certains de ces partis démocrates chrétiens, leur raison d'être, s'attirant l'accusation de se réduire à des partis de gestion, conservateurs, ou d'avoir perdu de vue les principes chrétiens de l'action politique, conçue comme service.

La constitution du Parti populaire européen, fondé en 1976 comme fédération de partis démocrates chrétiens de la Communauté européenne, en vue de la première élection au suffrage universel du Parlement européen, prévue en 1979. Du PPE sont membres de vieux partis démocrates chrétiens, mais aussi d'autres, qui n'y ont adhéré que pour des raisons électorales, comme le *Fine Gael* irlandais (dès 1976) et la *Nea Demokratia* grecque (en 1983). Ce problème identitaire s'est aggravé à partir de 1992, lorsque, sous la pression de la CDU allemande, le groupe du PPE au Parlement de Strasbourg s'est ouvert aux *tories* britanniques, après accueilli en 1989 les députés du *Partido popular* espagnol et plus récemment ceux de *Forza Italia*, également membres du PPE, et ceux du *Rassemblement pour la République* de Jacques Chirac. Ces choix peuvent s'expliquer par une stratégie d'alliance à droite visant à constituer un pôle puissant opposé au pôle socialiste. Le problème, c'est qu'il ne s'agit pas en l'occurrence d'une alliance, mais de l'intégration dans le même groupe, de partis à l'histoire et à la philosophie profondément différentes.

Le choix entre la fidélité à une identité et à une histoire et des stratégies électorales plus ou moins hasardeuses est devenu un problème crucial pour ces formations animées à l'origine par un esprit de défense des valeurs chrétiennes contre les excès du capitalisme et contre les totalitarismes. Dans *The Economist* (17 mars 1990), on s'interrogeait : « Will they stay true to their religious roots, or become just another variety of the centre-right ? ». La question était pertinente. L'histoire de cette dernière décennie révèle la crise de la Démocratie chrétienne en Europe, c'est-à-dire la perte de sa particularité en faveur de son intégration, ou plutôt de sa dilution dans la tradition centro-conservatrice modérée.

La crise dans les vieilles terres démocrates chrétiennes

En Allemagne, la CDU/CSU a dominé la vie politique depuis la fin de la Guerre et a pesé sur le destin européen du pays, de 1949 à 1969, avec les chanceliers Adenauer (1949-1963), Erhard (1963-1966) et Kiesinger (1966-1969) et

le long gouvernement Kohl (1982-1998), marqué notamment par la chute du Mur de Berlin et la réunification. Sa défaite aux élections de septembre 1998 avec le résultat le plus faible depuis 1949 (35,2 %) traduit non un effondrement mais une crise : la fin d'un gouvernement de seize années pour Kohl, énorme figure historique, qui rate sa sortie, sans avoir su préparer un successeur, et au milieu de scandales financiers, l'échec de Wolfgang Schäuble qui dut laisser la présidence du Parti au début de 2000 à Angela Merkel. Celle-ci, protestante, fille de pasteur, divorcée, remariée, originaire d'Allemagne orientale, ne correspond pas au portrait classique du responsable démocrate allemand. Mais cela n'empêcha pas une orientation toujours plus libérale du parti qui choisit comme candidat à la Chancellerie aux élections de septembre 2002, du président de la CSU bavaroise, Edmund Stoiber, avec une campagne électorale qui marqua une certaine froideur sur l'avenir de l'Europe : au rapport audacieux Schäuble-Lamers de 1994, succéda une « proposition » qui prévoyait de limiter les compétences communautaires.

En Italie, le parti démocrate chrétien a dominé la vie politique du pays de la fin de la guerre jusqu'en 1992. Bénéficiant de l'appui massif de l'Église catholique, qui l'a véritablement mis en place lors des élections pour l'Assemblée constituante de 1946, et des premières élections législatives de la République en 1948, puis a continué à le soutenir pratiquement jusque dans les années 1990. Mais ce parti a rencontré un certain nombre de problèmes.

Il s'agissait d'un vaste parti de masse, organisé en courants. Ces derniers ont favorisé la mise en place d'un système de clientélisme, jusqu'à confiner à l'absurde. Dans les années 1970, toutes les élections internes se firent au scrutin proportionnel avec une distribution des responsabilités internes, mais aussi à l'intérieur du gouvernement, entre les courants au prorata de leurs scores respectifs. Un tel système a eu l'avantage de faire de la Démocratie chrétienne un vrai lieu de médiation avec la société italienne dans toute sa complexité, mais l'intérêt de l'État, et celui du Parti, a été trop souvent oublié au profit des querelles de courants.

Un deuxième problème, celui-ci extérieur au Parti, est venu de l'absence d'alternance, l'adversaire principal étant, non pas un Parti social démocrate comme en Allemagne, mais un Parti communiste. En 1976, le PCI et la DC rassemblaient à eux deux plus de 70% des suffrages ; on a pu parler d'un « bipartisme imparfait », c'est-à-dire que le système politique était dominé, comme dans bien d'autres pays européens, par deux grands partis, mais l'alternance ne s'est jamais réalisée, parce que si le PCI avait la réputation d'être détaché de Moscou, ce qui est faux dans les années 1950 et pas tout à fait

exact ensuite, il tenait un langage révolutionnaire. A partir des années 1970 on rechercha des formules de gouvernement complexes visant à accompagner une évolution du Parti communiste vers plus de démocratie, avec le « compromis historique », puis les « gouvernements d'abstention », des gouvernements qui n'étaient pas soutenus par le PC, mais ce dernier s'abstenait pour les laisser gouverner, alliance déguisée. On semblait s'acheminer vers une association des communistes au pouvoir lorsque Aldo Moro, principal artisan de ce rapprochement, fut assassiné par les Brigades rouges. Le système était bel et bien bloqué.

Un troisième problème est venu des ruptures des années 1970-1980, avec deux éléments principaux : l'irruption de la violence politique. Ce sont les « années de plomb », dont on n'a pas bien pris la mesure de la gravité en France. Plusieurs centaines de personnalités, pour la plupart catholiques, quelquefois communistes ou issues d'autres partis, hommes politiques, syndicalistes, journalistes, universitaires, magistrats, policiers, ont été assassinées ou blessées ; au cœur de ce drame se situe le drame épouvantable de l'enlèvement d'Aldo Moro, et de sa captivité pendant plus de quarante jours pour finir par son assassinat. A ce terrorisme de l'extrême gauchisme, s'est ajouté celui fomenté par des groupes d'extrême droite, aveugle, avec des bombes posées dans des gares (pensons à la gare de Bologne en 1980) ou sur des places publiques, pour provoquer la terreur. Il s'est agit d'une attaque d'une violence inouïe contre les institutions démocratiques. L'Italie peut être reconnaissante à la Démocratie chrétienne d'avoir su lui répondre sans jamais remettre en question les principes mêmes de la démocratie. La DC n'en a pas moins été affaiblie en profondeur par cette période de terrorisme.

Une autre rupture, d'une tout autre nature, caractérise ces années 1970-1980 : c'est l'accélération de la sécularisation de la société italienne avec en point d'orgue le vote de la loi sur le divorce en 1971 et le référendum perdu par les catholiques en 1974, puis la loi sur l'avortement en 1981. En quelques années la société italienne a profondément changé. Mais c'est surtout à la fin des années 1980 que les difficultés se sont accumulées pour la Démocratie chrétienne italienne. Je vais les énumérer rapidement.

J'ai déjà évoqué la chute du communisme et donc la dissolution de l'adversaire, le PCI se transformant en Parti des Démocrates de Gauche.

Une deuxième difficulté de taille fut le banditisme mafieux. Son développement, scandé par des épisodes troublants comme l'assassinat de personnalités non seulement profondément respectées, mais vénérées, comme le géné-

ral Dalla Chiesa, les juges Falcone et Borsellino, et bien d'autres, traduisaient un réel dysfonctionnement de l'Etat, révélé aussi par bien d'autres scandales, tel celui de la loge P2, véritable contre-pouvoir. Il faut évoquer également le développement des Ligues dans le Nord de l'Italie, formes d'expression politique protestataire, avec la fondation en 1983 d'une première ligue en Vénétie, puis en 1990 la constitution par Umberto Bossi de la Ligue du Nord. Ces ligues surent exploiter les mécontentements et les peurs qui ont pu se développer en Italie pendant quarante ans de pouvoir exercé par le même parti politique, un pays toujours de constitution fragile, entre un Nord et un Sud qui s'accordent mal.

Les nuages se sont donc accumulés sur ce parti que les Italiens appelaient « la baleine blanche », jusqu'à ce que la tempête éclate et que celle-ci soit détruite par la foudre. Aux élections de mars 1992, en pleine crise de *tangentopoli*, qui avait débuté en février, la DC obtint encore presque 20% des voix, mais elle s'effondra à 11% en mars 1994 et à 10% aux élections européennes de juin 1994. Entre-temps des juges milanais avaient mis à jour un système de corruption, dans lequel la responsabilité du Parti socialiste et de son leader Bettino Craxi, était majeure, mais pour lequel la DC a payé un prix très lourd.

Etait-ce la fin de la Démocratie chrétienne en Italie ? La réponse ne peut pas être simple. Je voudrais tenter de répondre à travers deux considérations.

La première est le retour en force de l'influence de l'Eglise catholique dans la vie politique et sociale de l'Italie. Celle-ci est puissante grâce à son réseau de paroisses et à sa présence dans le tissu social du pays, prenant en charge des pans entiers de la vie sociale, dans les domaines de la santé, de la lutte contre les diverses formes de pauvreté et de marginalité, de la culture, grâce à sa présence auprès de la population. Elle est très présente, et agit au plan politique en rappelant les principes chrétiens en différents domaines : la défense de la vie, l'école, la famille, la justice sociale, l'accueil des immigrés, la paix. L'Eglise a retrouvé sa liberté de parole depuis la chute de la Démocratie chrétienne, qu'elle n'osait critiquer lorsqu'elle exerçait le pouvoir, de peur de l'affaiblir. Dans son homélie à la veille de la fête de saint Ambroise, en novembre 1995, le cardinal Martini, archevêque de milan, a proposé une justification morale à cette évolution, et contre toute nostalgie à propos de la DC, il a proposé aux catholiques un autre rôle, c'est-à-dire d'être levain et semence. Ainsi paradoxalement, l'Eglise découvre la force de sa parole libérée lorsqu'elle se trouve hors du Parlement et qu'elle n'est plus liée à un parti dont elle n'appréciait pas forcément les orientations, mais qu'elle était bien obligée de ménager parce qu'il était un parti démocrate chrétien. Elle se retrouve ainsi au-dessus des partis.

Deuxième considération : la division politique des catholiques est désormais un fait en Italie. L'électorat catholique s'est dispersé, même si selon des enquêtes, 45% des catholiques pratiquants restent fidèles au Parti populaire italien, l'héritier véritable de la Démocratie chrétienne. Mais 24% sont passés à Forza Italia, le parti de M. Berlusconi et 15% à la gauche. Alliance nationale, version modernisée et soft du néo-fascisme en a capturé une partie aussi, ainsi que la Ligue du Nord qui a son électorat catholique. Sept partis politiques au moins s'affirment héritiers de la DC : la baleine blanche s'est transformée en un banc de sardines comme l'a dit un humoriste italien !

De ce fait, les démocrates chrétiens sont présents sur tout l'échiquier politique, dans les deux coalitions, celle de centre-droit qui est au pouvoir, et celle de centre-gauche qui se trouve dans l'opposition. Tous les observateurs s'accordent à dire que les hommes les plus brillants, les mieux préparés à l'action politique, sont dans les deux camps, issus de la vieille Démocratie chrétienne, d'où la nostalgie d'un retour au passé, l'idée récurrente de recréer un grand parti du centre. Mais nous sommes ici dans le domaine de la nostalgie ou de l'utopie.

J'ai été long sur la Démocratie chrétienne italienne, mais la gravité et la complexité de la crise traversée par ce parti, et son importance pour la DC en Europe l'exigeaient. Je me contenterai de rappeler pour mémoire les incertitudes qui pèsent sur les partis démocrates chrétiens en **Belgique**, en particulier en Wallonie où ce parti s'appelle désormais Centre humaniste démocrate, et en **Suisse** où l'on s'interroge aussi sur le sens du « C » de chrétien. Si l'on rappelle la présence brillante mais éphémère du M.R.P. en **France**, et les difficultés rencontrées jusqu'à aujourd'hui par ses héritiers, la Hollande paraît tenir bon comme terre d'élection de la Démocratie chrétienne.

En revanche il convient de s'arrêter sur l'échec de l'implantation du courant démocrate chrétien dans les terres libérées du communisme.

L'échec en Europe orientale

On aurait pu penser, étant donné le rôle joué par les Eglises, protestantes et catholiques, dans l'effondrement des régimes communistes et dans le retour à la démocratie dans les pays soumis au joug de l'Union Soviétique après la Deuxième Guerre mondiale, que le scénario occidental de 1945 allait se rejouer et que l'on verrait émerger de puissants partis démocratiques d'inspiration chrétienne. Il n'en a rien été. On peut avancer plusieurs raisons.

D'abord les changements de régime se sont faits généralement dans le calme, avec une faible épuration : les communistes ont conservé une part importante de pouvoir, tout en changeant d'étiquette politique, en se reconvertissant dans la démocratie et dans les affaires.

Une autre raison vient du fait que les Eglises, en particulier les Eglises catholiques qui auraient pu fournir des cadres, n'étaient pas prêtes à favoriser des solutions de type démocrate chrétien. Coupées de l'Occident, confrontées à des problèmes dramatiques, elles ont pour beaucoup échappé aux évolutions liées à Vatican II, et doivent tenir compte d'un clergé souvent identitaire et de mouvements politiques de type catho-nationalistes. Comme en Europe de l'Ouest entre les deux guerres, les partis démocrates chrétiens se sont trouvés isolés, et au sein même des Eglises, en minorité.

Ces échecs, en Pologne où le mouvement *Znak* reste minoritaire dans un catholicisme qui s'identifie à la nation comme en Slovaquie plutôt tentée par le populisme, en Hongrie où l'expérience de Joseph Antall prématurément décédé en 1993 n'a pas été poursuivie, en République Tchèque où Cyril Svoboda n'a pas réussi à succéder à Vaclav Havel à la Présidence de la République, en Roumanie où l'élection d'Emil Constantinescu en 1996 avait suscité tant d'espoirs, pour finalement laisser la place en 2000 à l'ex-communiste Ion Iliescu, dans les pays Baltes, pèsent lourd sur l'avenir de la Démocratie chrétienne en Europe, au moment où l'Union européenne s'élargit vers l'Est.

Les raisons d'un déclin

Pourquoi tant de difficultés aujourd'hui ? Depuis longtemps on parle d'une crise de la Démocratie chrétienne. En 1978, Roberto Papini, Secrétaire général de l'Institut International Jacques Maritain, dans un ouvrage intitulé *Quale identità per la Democrazia cristiana ?* évoquait « une grave crise » qui rendait urgente « une redéfinition globale du projet politique démocrate chrétien ». En 1973 Etienne Borne définissait la démocratie chrétienne comme « une grande promesse jamais tenue ». Le thème est ancien et récurrent.

Dans ces dernières années on peut identifier trois grands événements qui ont accentué l'effet de crise. Je les ai déjà évoqués. Je les rappelle pour mémoire.

Le premier est l'adhésion au Parti Populaire Européen de courants politiques qui ne sont pas démocrates chrétiens : il s'agit de partis conservateurs, qui appartiennent à d'autres traditions politiques. Mais leur présence au sein du PPE, tend à affaiblir l'identité de celui-ci et à diluer son programme.

Le deuxième est la brutale désintégration du parti italien, qui a déséquilibré la DC européenne qui s'appuyait sur deux jambes, une jambe italienne et une jambe allemande, la CDU. On a cherché à remplacer la première par le Parti populaire espagnol, qui est en réalité un parti conservateur, avec en son sein un courant démocrétien minoritaire, ce qui a renforcé les tendances vers le libéralisme.

Enfin il y a l'échec de l'implantation en Europe de l'Est.

A ces trois éléments factuels il faut ajouter deux évolutions de type structurel. La sécularisation des sociétés européennes qui porte au détachement de plus en plus accentué des populations par rapport aux Eglises et aux valeurs qu'elles transmettent. Le terreau dans lequel les partis DC ont longtemps plongé leurs racines tend à s'effriter. Se pose aussi la question de ce qu'ont fait les chrétiens lorsqu'ils ont exercé le pouvoir administratif ou politique : c'est l'historien Etienne Fouilloux qui soulève cette question fondamentale, qu'il dit « obsessionnelle » : « ces bataillons nombreux de cadres catholiques ont-ils insufflé un peu de leur esprit aux engrenages dont ils assurent le fonctionnement, ou bien ont-ils succombé pour partie aux sirènes de l'efficacité, voire de la puissance ? ».

Une deuxième évolution structurelle vient du devenir même des programmes politiques démocrates chrétiens. Longtemps originaux et isolés, et même révolutionnaires, parfois tournés en dérision par les beaux esprits, ils ont connu un étonnant succès avec le temps, qui a conduit à leur banalisation : l'Europe, l'attention aux communautés et aux corps intermédiaires, la subsidiarité, la région, la modernisation des rapports sociaux dans le respect de l'économie de marché. Ces thèmes sont devenus le patrimoine commun de tous les partis démocratiques. Ce fait qui consacre le succès de la Démocratie chrétienne, qui confirme son apport historique à la démocratie européenne, lui pose en même temps un problème redoutable. On peut très bien voter aujourd'hui pour des partis européistes, qui ne sont pas des partis démocrates chrétiens. La formule de François Mitterrand qui se déclarait à la recherche d'une « voie intermédiaire entre le libéralisme, cette duperie et le collectivisme ce piège (*Libération*, 10 mai 1984), est une formule démocrate chrétienne. En même temps l'adversaire le plus commode, le communisme, fait défaut, tandis que la société de consommation, sécularisée et hédoniste, en contradiction avec les valeurs morales traditionnelles professées par les Eglises, apparaît pour des partis d'inspiration chrétienne, comme un adversaire particulièrement redoutable.

*
* *

Bien des défis se précisent aujourd'hui où la DC pourrait apporter une réflexion neuve : la crise de l'Etat social, la place de la personne humaine dans la société, l'affirmation d'une culture de la vie, la pauvreté persistante, les migrations internationales, la construction européenne toujours plus complexe, les découvertes génétiques, les risques de manipulation de l'espèce humaine, la globalisation, voilà des thèmes sur lesquels des hommes politiques et des philosophes d'inspiration chrétienne pourraient se pencher et élaborer un corpus de doctrine. L'absence de Jacques Maritain, d'Etienne Borne, de Luigi Sturzo, se fait cruellement sentir.

On peut dire que la saison démocrate chrétienne de l'après-guerre est terminée, celle qui a été constituée par des forces politiques dont l'identité forte provenait de l'inspiration évangélique et de la doctrine sociale de l'Eglise, sans oublier l'éthique sociale protestante. Il s'agissait de formations européennes et centristes, solidement établies entre les sociaux-démocrates, les libéraux et les conservateurs. La chute du communisme, le succès intrinsèque des politiques démocrates chrétiennes, le processus de sécularisation qui altère la base sociale chrétienne, ont contribué à la dispersion des chrétiens sur l'ensemble de l'arc politique démocratique, avec une dilution des programmes et de l'action au sein de coalitions de droite ou de centre-droit et le renouveau de ce que l'on a pu appeler autrefois le modérantisme chrétien, sans oublier que beaucoup de chrétiens ont choisi d'autres voies d'engagement dans les communautés nouvelles et dans le social.

« Etre chrétien en politique ne signifie pas avoir le monopole du christianisme », dit Romano Prodi, qui ajoute : « il est de notre devoir de chrétien d'être le levain dans la pâte. La présence de ce levain dans les différents corps politiques est le signe de la maturité de la société dans laquelle nous vivons ». *(Applaudissements...)*.

Michel ALBERT. - Professeur Jean-Dominique Durand, un grand merci pour ce remarquable exposé. C'est vraiment un exposé de référence que vous nous avez fait-là, avec autant de précision dans l'analyse que d'ampleur dans la synthèse. Vous avez été particulièrement intéressant, me semble-t-il, sur l'Italie que manifestement vous connaissez très bien.

J'ai pour ma part particulièrement apprécié ce que vous avez dit sur le président Scalfaro, mais je voudrais indiquer qu'il y a aujourd'hui en Italie pro-

bablement deux grandes autorités morales qui viennent directement de la démocratie chrétienne : la première, c'est le président de la République Ciampi, qui est une autorité morale incontestable et très importante, sans compter celui que vous avez cité tout à fait à la fin, Romano Prodi, qui est un pur produit de la démocratie chrétienne et qui a été un grand Premier ministre, un grand chef du gouvernement.

Deuxième brève remarque. Vous avez cité le rapport Lamers au cours de ce colloque, il sera important d'y revenir car c'est la dernière manifestation incontestable et prospective de la pensée démocrate-chrétienne en ce qui concerne l'Europe. Malheureusement ce rapport s'adressait dans une large mesure à un gouvernement français qui n'a pas cru devoir faire la moindre réponse depuis 1994. Ceci illustre le recul de la pensée en ce qui concerne l'union politique.

Dernière remarque qui reprend en partie votre citation de Romano Prodi tout à l'heure. Certes il y a une sorte de dissolution de la démocratie chrétienne incarnée par des partis, mais l'autre aspect de cette dissolution est un engagement associatif des démocrates-chrétiens qui est extrêmement important.

Je suis frappé de voir ce qui s'est passé avec les *Semaines sociales de France*, qui vont fêter leur centième anniversaire. Voilà une association qui a joué un rôle majeur pendant deux générations pour la diffusion de la doctrine sociale de l'église, qui était en plein déclin jusqu'à ce que, il y a moins de 10 ans, Jean Boissonnat en prenne la présidence. Son problème maintenant est qu'il n'y a plus de salle assez grande à Paris pour tenir tous les militants qui viennent de toute la France, passent ces trois jours à réfléchir sur des aspects de la doctrine sociale de l'église. La dernière fois, c'était à la Mutualité. La prochaine fois, ce sera à Lille pour le centième anniversaire et ce sera une réunion symboliquement européenne pour laquelle le pape a écrit que, si sa santé le lui permettait, il ne manquerait pas d'y venir.

(*Applaudissements...*).

Jacques MALLET. - Mes chers amis, je m'associe bien sûr à l'hommage chaleureux que Michel Albert vient d'adresser à notre rapporteur qui a fait un exposé tout à fait remarquable.

J'en veux un peu à mon ami Charles Delamare qui m'a demandé d'être modérateur de ce débat. Il se méfiait sans doute de moi, il pensait que j'aurais été un peu bavard, j'avais beaucoup de chose à dire en tant que responsable des relations internationales du MRP au moment de la construction de la

Communauté européenne, en tant que député européen et vice-président de l'Union des démocrates-chrétiens et en tant que membre de l'équipe de *France-Forum* depuis l'origine.

Avant d'entamer la discussion, permettez-moi quand même de vous faire part de deux observations. La première a déjà été faite, le titre de ce colloque a quelque chose de surprenant. Aujourd'hui les gens ne voient plus très bien ce qu'est la démocratie chrétienne et, dans la mesure où on l'aperçoit, on y voit une force politique très modérée et pas du tout révolutionnaire et pourtant, ce titre est pleinement justifié parce que le combat pour l'homme, cher à Emmanuel Mounier et à Etienne Borne, est toujours révolutionnaire et parce que nous vivons une époque révolutionnaire.

Ici je voudrais citer un ouvrage auquel Michel Albert a contribué : "Notre foi dans ce siècle", et deux autres ouvrages fondamentaux : l'ouvrage de notre ami Jean-Dominique Durand sur "L'Europe de la démocratie chrétienne" qui actualise et développe le livre de base de référence de Jean-Marie Mayeur "Des partis catholiques à la démocratie chrétienne". Puis, j'ai apporté un ouvrage de Roberto Papini et ce livre très important de Michel Albert, Jean Boissonnat et Michel Camdessus "Notre foi en ce siècle" ; je cite un passage qui m'avait beaucoup frappé : "Nous sommes la première génération dans l'histoire à être appelés à l'organisation de la gestion du monde. Le champ de nos responsabilités est immensément élargi. Le bien commun a pris une dimension universelle qui s'accroît chaque jour". Les auteurs ajoutent que "dans cette perspective, l'Europe est tout particulièrement chargée de *l'humanisation du monde*".

Je pense que le débat pourrait s'organiser autour de quelques thèmes. Je voudrais quand même qu'il y ait un mot sur la définition de la démocratie chrétienne. Il n'y a jamais eu en France une grande formation politique qui se soit appelée "parti démocrate-chrétien". Le MRP pouvait le faire, au sommet de sa puissance, en 1946, le premier parti de France, il n'a pas voulu et ce sont les hommes issus de l'action catholique qui ne l'ont pas voulu parce que cela leur apparaissait, à ce moment-là, courir le risque de devenir ou d'apparaître comme un parti confessionnel. J'ai essayé d'expliquer cela à nos partenaires européens pendant des années, sans jamais les convaincre. J'ajoute que le MRP, c'est tout de même une chose étonnante, a attendu 1965, époque où Jean Lecanuet était président, pour adhérer à l'Union européenne des démocrates-chrétiens.

Premier thème : *une réflexion sur la démocratie chrétienne*. Je serais tenté de

dire "peu importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse". En France, la démocratie chrétienne existe toujours. On voit la présence active de la démocratie chrétienne dans une grande quantité d'associations aujourd'hui. Au fond c'est un courant de pensée plutôt qu'un parti, Jacques Fauvet voyait dans le MRP, le fruit d'une longue tradition et d'un accident historique.

Deuxièmement, *l'essor de la démocratie chrétienne*. On a dit un mot sur le bilan important de son œuvre, au premier rang de laquelle il y a la construction européenne.

Troisièmement, *l'analyse des difficultés, les causes de déclin*. L'essentiel a été dit. Puis il y a les perspectives d'avenir dans l'Europe et dans le monde de demain, ses raisons d'être actuelles, ses possibilités de renouveau. Ce sera sans doute l'un des thèmes de l'intervention de M. Bodrato et du débat qui s'en suivra. Je donne la parole à la salle....

Henri CATHERIN. - *Membre de l'Union européenne des travailleurs démocrates-chrétiens*. Je me réjouis beaucoup de votre initiative et je m'associe aux félicitations qui ont été données. Pourquoi ? Ma génération et en particulier les milieux populaires se sont engagés dans la vie civique, syndicale et associative pour répondre à la critique de Péguy qui disait que ces chrétiens, ils ont des mains pures, mais ils n'ont pas de mains.

Deuxièmement, j'ai découvert récemment un livre qui m'a incité à participer davantage à ce genre de réflexion, un livre sur Tocqueville. Il dit quelque chose de fondamental et tout à fait d'actualité : seules les religions, (cela introduit un peu l'exposé de Jean Chélini tout à l'heure), sont capables de fonder les grandes valeurs, les valeurs de liberté et surtout d'égalité, d'égalité fondamentale des êtres humains face à leur destin. Nous sommes ici surtout des seniors, nous sommes des compagnons d'humanité, mais nous sommes surtout des compagnons d'éternité et s'il n'y a pas cette dimension dans la démocratie, je crois que cela manque complètement. L'Islam le démontre aujourd'hui.

Corine PELLUCHON. - *Je suis agrégée de philosophie* et je viens de soutenir une thèse avec Rémy Brague sur "La critique des Lumières". Pour rajouter un peu la démocratie chrétienne, est-ce que il ne faut pas repenser une source de légitimité qui n'est plus l'autonomie du sujet ? Donc renouveler ou actualiser cette réflexion sur la personne humaine. Parler de démocratie chrétienne, je pense aujourd'hui c'est peut-être aussi penser réarticulation de la raison et de la révélation pour toutes les religions.

J'en viens à la question des références philosophiques. Maritain est effectivement une grande référence. Etienne Borne l'a souligné, de même qu'il a souligné les limites ou les difficultés de cette référence. Tocqueville, qui montre comment compenser l'individualisme et le matérialisme qui menace de l'intérieur la démocratie, est peut-être la référence qui permet cette actualisation.

C'est cela qui peut irriguer une réflexion sur ce qu'on pensait avant la démocratie chrétienne. Ce n'est peut-être pas d'ailleurs une valeur mais peut-être plutôt des idées puisque les valeurs ont quand même le défaut de pouvoir être relativisées et surtout elles ont le défaut d'être un peu un credo quand elles sont reprises.

(Applaudissements...)

Jean-Dominique DURAND. - Je voudrais réagir à votre intervention qui me paraît tout à fait importante. La référence aux grands vieux auteurs, c'est très bien et je crois que Tocqueville comme Maritain sont, quand on les relit, d'une actualité absolument extraordinaire. Il n'en reste pas moins vrai que c'est une pensée évidemment figée, qui s'est arrêtée un moment donné.

Ce qui manque aujourd'hui à une famille politique ou un courant politique ou à une famille de pensée comme la démocratie chrétienne, c'est bien une pensée vivante, c'est-à-dire en cours d'élaboration. Je crois profondément que la philosophie et je le dis en tant qu'historien, je rends hommage à votre discipline, est absolument fondamentale pour notre monde. Il nous manque aujourd'hui, je pense notamment à la France, quelque philosophe qui soit véritablement dans le courant de la pensée, du renouvellement de la pensée chrétienne et dans le sens de la démocratie chrétienne, qui soit capable d'opérer ce renouvellement.

Gérard TISSET-LAROCHE. - *Je suis professeur agrégé d'histoire. Pourriez-vous nous indiquer le rôle des églises protestantes dans la constitution, disons la réflexion et l'action du courant démocrate-chrétien, en particulier en Allemagne et en France ?*

Jean-Dominique DURAND. - C'est une question brève, mais qui demanderait une réponse longue. Le rôle du protestantisme dans le courant démocrate-chrétien français est modeste. En revanche, il est extrêmement important en Allemagne. Cela s'explique tout simplement par l'équilibre des forces, des deux confessions dans l'un et l'autre pays et aussi par une histoire totale-

ment différent. L'histoire de l'Allemagne est surtout une histoire faite de régions, des *Länder*, de vieux Etats allemands qui avaient leur spécificité religieuse dans le passé, ce qui n'a pas été le cas en France, vieux pays catholique où les protestants ont eu longtemps une position de persécutés et donc les relations entre protestants et catholiques ont été plus difficiles à bâtir qu'en Allemagne.

En Allemagne, ce qui a été important, c'est que jusqu'au nazisme, les catholiques et les protestants ne se mêlaient guère. Il y avait un parti catholique, le parti du Centre, que l'on peut qualifier de démocrate-chrétien, mais c'était un parti spécifiquement catholique. C'est après l'épreuve de la guerre et après l'œcuménisme vécu dans les camps, vécu dans les souffrances, dans la résistance au nazisme, c'est en observant tout simplement que les arguments contre le nazisme de certains pasteurs, je pense au pasteur Bonhöfer ou de certains évêques comme Mgr von Galen et bien d'autres, que finalement ces arguments étaient pratiquement les mêmes, c'est dans les souffrances communes dans les camps, cette extraordinaire école de l'œcuménisme comme l'a dit Jean-Paul II, que protestants et catholiques se sont rapprochés et que, d'une manière naturelle, au moment de la reconstitution d'un parti politique, à la fin de la guerre dans les différentes zones d'occupation, les partis chrétiens se sont organisés en tant que partis chrétiens précisément, c'est-à-dire réunis les uns avec les autres.

L'apport le plus notable des protestants allemands porte sur le plan de la réflexion sociale. C'est la pensée protestante allemande qui a apporté, à travers Ludwig Erhard, cette notion "d'économie sociale de marché". C'était vraiment, pour l'ensemble de la démocratie chrétienne, une avancée dans la réflexion parce que les démocrates-chrétiens avaient, à travers l'Eglise catholique, une pensée sociale, ils n'avaient pas de pensée économique. Je renvoie à tous les travaux d'Emile Poulat sur la relation des catholiques à l'économie, mais les protestants avaient beaucoup plus réfléchi à l'économie que les catholiques. Ce rapprochement a été vraiment tout à fait fondamental pour enrichir la démocratie chrétienne et lui donner une pensée économique.

Marc VARANGOT. - *Economiste.* Je ne vois pas clairement la pensée de la démocratie-chrétienne sur ce problème majeur qu'est la globalisation. Pour caricaturer, est-ce que vous êtes à mi-chemin entre Davos et Porto Alegre et quelle est la pensée de la démocratie chrétienne sur ce très grand problème ? Le pape a un certain nombre de réflexions, mais qui ne constituent pas une doctrine articulée sur ce problème majeur.

Par définition vous êtes à mi-chemin entre une conception libérale de la globalisation et une conception sociale. Que voyez-vous émerger actuellement dans la pensée démocrate-chrétienne susceptible de s'inscrire de façon très articulée entre Davos et Porto Alegre, pour simplifier ?

Jacques MALLET. - Je ne prétends pas que les *Semaines sociales*, c'est la démocratie chrétienne, c'est beaucoup plus large, mais quand même, un des éléments les plus importants sur le problème que vous soulevez, de réflexion et de proposition concrète et réaliste, se trouve dans cet ouvrage : "Notre foi dans ce siècle". Nous sommes convaincus que, pour exister dans la mondialisation, nous avons besoin d'une Europe organisée, qui pèse de tout son poids.

C'est Pierre-Henri Teitgen qui disait : "Le MRP ce n'est ni le socialisme malade de l'Etat, ni le libéralisme malade de l'argent". Quand on voit ce qui se passe dans le capitalisme financier, avec les scandales énormes comme Enron, Parmalat, on se dit qu'il y a un véritable problème d'éthique économique. C'est une des choses importantes. Ce que je reproche aux altermondialistes, c'est qu'ils ne proposent rien de concret, de réalisable.

Jean-Marie DAILLET. - *Ancien ambassadeur de France.* Je voudrais me réjouir énormément de ce colloque et j'entends bien qu'il n'est certainement pas un enterrement de première classe ! D'abord je crois à la vie et c'est justement parce que nous sommes dans une phase de mondialisation qu'il nous faut être plus que jamais présents en tant que chrétiens et en tant que démocrates. Pourquoi d'ailleurs "chrétien démocrate" c'est presque un pléonasmе si on respecte les valeurs de l'Évangile, comment ne pas être démocrate ?

Deuxième indication. La pensée démocrate-chrétienne n'est pas l'apanage des seuls démocrates-chrétiens, c'est curieux, mais c'est comme cela. Bien souvent les éditoriaux de Jean Daniel au *Nouvel Observateur* ont fait expressément référence, de son vivant et après sa mort, à notre ami Etienne Borne. Jean Daniel a la plus grande référence pour la pensée d'Etienne Borne et j'en dirai autant de Jacques Julliard, éditorialiste important au *Nouvel Observateur*.

Marc VARANGOT. - Je voudrais citer le dernier livre surtout, mais en général, les livres de Jean-Claude Guillebaud qui me paraissent plus que compatibles avec notre pensée.

Jacques MALLET. - Merci Jean-Marie Daillet dont je rappelle qu'il a été député et vice-président de l'Union européenne des démocrates-chrétiens. Il

aurait beaucoup à dire aussi sur l'action de la démocratie chrétienne en Amérique latine.

Jean CHÉLINI. - Mon intervention est purement historique, c'est un complément à ce qui a été dit pour répondre à notre collègue qui s'est interrogé sur la participation des protestants à l'élaboration de la démocratie chrétienne en France. La réponse a été très largement donnée pour ce qui est de l'Allemagne et très largement donnée parce qu'il y a beaucoup plus large matière. En fait, la haute société protestante pendant l'Occupation, avant et après, est nettement conservatrice. Le président de la fédération protestante, le pasteur Busnel était relativement maréchaliste, un peu comme le cardinal Suard, il n'a pas siégé au Conseil national de Vichy, mais il y avait été nommé. Leur protestation a été toujours été très mesurée, ce qui fait que, à la Libération, dans le MRP, il y a eu quelques protestants notamment le pasteur La Gravière, mais ils sont quand même sous représentés, même par rapport à leur proportion minoritaire en France.

En Alsace, les catholiques sont démocrates-chrétiens, mais dès 1947 le gros des protestants vote RPF.

Jacques LAIK. - *Simple adhérent de l'UDF.* Je ne suis ni chrétien ni autre, simplement je suis intéressé par ce que j'ai appris dans l'histoire, ce qu'a été la démocratie ou en tout cas les chrétiens dans la démocratie.

J'ai retenu une grande phrase d'Etienne Borne : "La démocratie est une grande promesse jamais tenue". Ceci me fait penser à la Bible. C'est au niveau de l'Alliance qui est une promesse qui n'est pas encore tenue. C'est une question de doute : est-ce que la personne humaine est capable simplement de se transcender pour appliquer vraiment les règles de cette création de l'humanité ? L'exposé que l'on a entendu nous montre quand même qu'il y a des obstacles considérables qui sont d'ordre du politique, c'est-à-dire du pouvoir, des questions économiques, des questions culturelles certainement, mais aujourd'hui les questions économiques ne sont-elles pas en train de corrompre même cette transcendance de l'humanité.

Jean-Dominique DURAND. - Votre réflexion Monsieur est importante et intéressante. La formule est d'Etienne Borne et j'aurais pu en prendre d'autres ; j'ai évoqué Roberto Papini aussi qui est un grand penseur du courant démocrate-chrétien italien.

Michel ALBERT. - Qui est le président de l'Institut international Jacques Maritain.

Jean-Dominique DURAND. - Je me demande, c'est une réflexion que vous provoquez, en quoi les catholiques en particulier, les chrétiens d'une manière générale, qui se posent généralement beaucoup de questions, ont le souci de mettre leur action en adéquation avec leur foi ou leur pratique religieuse.

Les exigences de l'Evangile ne sont pas faciles à vivre, ni à respecter. On a toujours un peu tendance à se demander où l'on en est, ce que l'on fait. Je vous renvoie à toute la pensée de Jean-Paul II sur la repentance. Il n'y a pas, je ne crois pas qu'il y ait d'autres familles politiques qui se posent autant de questions. Il est facile de trouver chez les démocrates-chrétiens de l'autocritique, voire parfois de l'auto-flagellation parce qu'on se demande si l'on a toujours été à la hauteur. Il y a toujours cette préoccupation fondamentale.

Si l'on faisait une histoire comparée avec les socialistes ou le gaullisme, je ne crois pas que l'on trouve dans les autres familles politiques une telle sensibilité à cette idée qu'il faut se poser des questions, a-t-on bien fait, a-t-on mal fait, a-t-on été à la hauteur de ce sur quoi on se fonde, c'est-à-dire les Evangiles.

Benoît JEANNEAU. - *Professeur émérite à l'Université de Paris II.* Dans le prolongement des remarques du professeur Jean-Dominique Durand qui souligne qu'il y a beaucoup de démocrates-chrétiens qui s'interrogent, je me posais une question en écoutant les uns et les autres et en revenant au terme de "révolution" pour me demander s'il n'y a pas là, dans ce mot, une ambiguïté mais aussi une réponse à nos questions. Nos questions étant de savoir si véritablement l'esprit démocrate-chrétien demeure, comment il faut aujourd'hui interpréter ou espérer son avenir ?

Une révolution, je reviens au propos initial de Charles Delamare, c'est un sursaut, c'est un mouvement, mais c'est aussi une volonté de transformation. Une révolution, cela retombe. Toutes les révolutions sont retombées. Alors la révolution démocrate-chrétienne est retombée ?

Une révolution, c'est une transformation, des réformes, et des réformes qui se réalisent. Il y a des cas où, lorsque les réformes sont faites, il n'y a plus rien à entreprendre. La révolution est finie.

Voilà les deux questions que je me pose autour de l'idée de révolution liée au destin de la pensée démocrate-chrétienne. Je me dis que, sous l'angle des innovations politiques, l'oeuvre est accomplie. La démocratie chrétienne a

réalisé son objectif. Elle a réconcilié l'Eglise et les chrétiens avec la démocratie. C'est pour cela que nous n'avons plus le même rôle à jouer, qu'il n'y aura plus le même mouvement. Celui que l'on a pu voir à la Libération en 1945, après la période du fascisme.

Mais alors reste un vrai domaine où vraiment, là, la démocratie chrétienne a peut-être réalisé son oeuvre, cela a été la pensée de la démocratie économique et sociale et Dieu sait s'il y a eu des ministres du travail au MRP qui ont franchi ce pas, c'est-à-dire réalisé une certaine "sociale démocratie". Tout cela est maintenant terriblement battu en brèche par le libéralisme sauvage et la mondialisation et c'est là que la pensée démocrate-chrétienne retrouve véritablement plus qu'un avenir, un objectif, une mission parce que jamais, avec le développement de l'argent fou, du souci du profit, jamais le destin de l'homme dans nos économies n'avait été aussi compromis, beaucoup plus qu'à la fin du XIXème siècle. C'est là qu'il y a lieu de se révéler et c'est là que *France-Forum* joue un rôle en nous indiquant une voie entre les deux : le libéralisme qui est peut-être une nécessité économique, mais d'un autre côté un humanisme pour que les hommes ne deviennent plus des salariés, véritable marchandise, parce que, sous cet angle-là, cela s'est terriblement aggravé depuis une dizaine d'années.

Michel ALBERT. - Monsieur, permettez-moi de vous remercier. Je crois que vous venez de conclure cette première partie de la matinée de manière excellente. Nous allons maintenant pouvoir nous préparer encore mieux grâce à vous, à entendre le professeur Jean Chélini.

Le fait religieux dans l'Union : une révolution permanente

Michel ALBERT. - Nous avons maintenant la chance d'entendre **Jean Chélini**, professeur des Universités, président du Conseil scientifique de l'Institut de Droit et d'Histoire religieux d'Aix-en-Provence, sur "Le fait religieux dans l'Union européenne : une révolution permanente" ; mais un sujet particulièrement actuel.

Rapport de Jean CHÉLINI

Pour les hommes de ma génération, il y a une certaine émotion à prendre la parole ici, dans la salle Jean Lecanuet auquel m'attache tant de liens. Mais mon exposé présente à mes yeux une difficulté préalable. Je n'ai pas choisi le titre de mon intervention et il me pose problème. D'abord le titre soulève une première question : *qu'est-ce que le fait religieux ?*

L'expression fait religieux relève d'une terminologie à la mode, récente, à caractère sociologique voire politique. Elle fait partie du débat ouvert à la suite du livre de Régis Debray : *Dieu, un itinéraire*¹.

Le fait religieux diffère de la religion, il se situe très loin des sentiments religieux, très loin aussi des mouvements religieux. C'est une réalité objective, une expression volontairement chosifiée, utilisée par des chercheurs qui veulent évacuer de l'approche des réalités religieuses toute lecture spirituelle. Au fond, c'est réduire le religieux, voire Dieu, aux traces laissées dans l'histoire, une sorte d'archéologie religieuse, celle que l'on propose dans la formule : réintégrer le fait religieux à l'école. Il ne s'agit pas d'enseigner les religions, de montrer que la religion est une réalité vivante qui souvent conditionne, voire détermine la vie des hommes. Ainsi il est évident par exemple que ce n'est pas le fait religieux qui dicte l'attitude des jeunes musulmans, c'est leur religion !

Si le fait religieux a une certaine importance pour notre étude dans la mesu-

¹ Ed. Odile Jacob, 2001.

re où il fait partie de la vie des peuples de l'Union, s'il y joue un rôle, alors je suis d'accord pour parler du fait religieux, sinon c'est un objet de musée et je garderai ma réflexion pour mes étudiants.

La deuxième partie du libellé : *dans l'Union une révolution permanente* aussi m'interpelle. J'avoue ne pas bien la comprendre. Serait ce dire que la religion agit constamment dans l'Union et en bouleverse la marche ? C'est excessif. Que le paysage religieux de l'Union change peu à peu voire fortement depuis le début de l'Union vers 1950, alors cette interprétation pose une vraie question qui mérite réponse.

Notre débat ainsi resitué dans ma pensée, (chacun a sa grille de réflexion), porte sur l'importance du rôle des religions dans l'Union en mesurant son évolution de 1950 à aujourd'hui, en tenant compte des mutations religieuses dans ce même demi-siècle et en nous interrogeant pour savoir s'il y a interaction entre le développement de l'Union et les religions de l'espace européen.

I - Le rôle des religions dans le développement de l'Union

Dans la genèse de l'Europe des Six, les religions en présence sont en nombre limité. Le catholicisme a un monopole absolu en Italie où il est très vivant, le Concordat de 1929 très favorable à l'Eglise fait du catholicisme la religion de l'Etat. Le catholicisme est majoritaire en France, avec une minorité protestante très intégrée, un judaïsme très minoritaire, mais aussi très intégré, dans un système de séparation qui s'est aménagé depuis 1905 et avec une particularité : le régime des cultes reconnus en Alsace Moselle.

La République Fédérale abrite les deux confessions chrétiennes, mais elle est alors à majorité catholique. Les protestants sont les plus nombreux à l'Est, mais l'Allemagne de l'Est est hors de l'Union. Les Eglises jouissent d'un statut très favorable en Allemagne fédérale, ce sont des corporations de droit public avec tous les avantages que cela comporte, notamment la perception du *Kirchensteuer*, l'impôt d'Eglise, qui leur donne des revenus plus que suffisants.

Le Luxembourg est à majorité catholique avec un système concordataire, la Belgique en majorité catholique avec un système des cultes reconnus et les Pays-Bas pratiquent un bi-confessionalisme où la prééminence réformée est battue en brèche par la progression, ne serait-ce que démographique, des catholiques.

Dans l'ensemble, malgré les progrès de la sécularisation, notamment en France, la pratique religieuse demeure assez forte et l'influence de la religion sur la vie politique est importante, surtout depuis que les femmes votent (peu

après la Libération en France). Au milieu du siècle, elles sont restées plus religieuses et plus pratiquantes que les hommes.

Il reste peu de partis de défense confessionnelle, ceux qui étaient nés notamment avec le *Kulturkampf* pour défendre les droits des catholiques dans l'aire germanique. Comme l'a cité tout à l'heure mon collègue Jean-Dominique Durand en Allemagne il y avait, avant 1933, le Centre (*Zentrum*) qui était un parti catholique, souvent dirigé par les évêques. Ce type de partis a pratiquement disparu, sauf en Hollande où existe un parti catholique, le KVD et deux partis protestants.

En revanche, se sont développés les partis démocrates-chrétiens et, là, je pourrais passer vite puisque Jean-Dominique Durand a montré l'essor de la démocratie chrétienne. Ils sont officiellement détachés de l'Eglise, à la différence des anciens partis confessionnels. Mais ils sont nourris de christianisme social et organisés comme des partis de masse.

En Italie la Démocratie Chrétienne, (la DC), a plusieurs millions d'adhérents : 10 000 fonctionnaires, ce qui est un chiffre énorme, et engrange 35 à 40 % des voix. S'il est interdit aux prêtres d'adhérer, les évêques ne se gênent pas d'encourager les électeurs à voter pour la démocratie chrétienne. Souvent le pape le fait avec plus de discrétion. En Allemagne CDU-CSU regroupent militants catholiques et protestants, à la différence de l'ancien *Zentrum*, grâce aussi à l'esprit œcuménique d'Adenauer. Néanmoins c'est surtout dans les *länder* "noirs" (c'est-à-dire catholiques) que la CDU est largement majoritaire. En France le MRP est à sa naissance un parti de catholiques, sans être un parti catholique, avec des adhérents et des électeurs protestants. Il se présente comme le défenseur de l'enseignement libre et de la famille.

A l'origine de la Construction européenne se trouvent ces partis non confessionnels, mais nourris de christianisme social dont les cadres et les militants ont été formés par l'Action Catholique. L'influence de l'Action Catholique ne sera jamais suffisamment soulignée pour comprendre la préparation des cadres de l'Europe d'après-guerre et leur formation politique. Exactement comme dans les milieux populaires ne sera jamais assez mis en exergue le rôle formateur des patronages. Ces partis ont en commun la volonté de construire l'Europe guidés par leurs trois leaders, des Lotharingiens ². Konrad Adenauer est Rhénan, Alcide de Gasperi, un homme du Trentin et Robert Schuman ³, un Mosellan, tous trois très profondément catholiques.

² C'est-à-dire des hommes nés sur les terres de l'ancien royaume de Lothaire, cette bande disputée entre la Germanie et la France, depuis l'éclatement de l'Empire carolingien au IX^e siècle.

³ La cause de béatification de Robert Schuman est en cours d'examen à Rome.

A la naissance de l'Union européenne, il y a coïncidence entre des motivations politiques réelles, le désir de construire une paix durable entre les pays d'Europe et une volonté d'intégration économique, et une forte inspiration chrétienne chez les leaders. La papauté appuie le mouvement. Nous la voyons se manifester favorablement dès le début. Elle soutiendra toujours les acteurs de la construction européenne. Pie XII y voyait un gage de paix, il était suivi par les évêques et la masse des fidèles qui ont rallié la démocratie. Les catholiques conservateurs ou nationalistes ne sont plus à ce moment-là en phase avec l'Eglise.

Par exemple, lors de la création du RPR en 1947, parut dans *L'Osservatore Romano* un article inspiré par le pape qui invitait les catholiques français à garder leur confiance au MRP. Ceci n'impliquait de la part des partis démocrates chrétiens aucune inféodation à l'Eglise. En Italie la DC a eu des rapports assez froids avec Pie XII à cause de l'indépendance d'esprit d'Alcide de Gasperi. En République fédérale, Adenauer entretenait des relations distantes avec les évêques. Il appelait le cardinal archevêque de Cologne "Monsieur Frings !" En France, le MRP compta dans ses rangs des prêtres, dans son groupe parlementaire aussi, mais en dehors des rapports personnels, le MRP n'a jamais entretenu de liens organiques avec l'épiscopat. Néanmoins il faut retenir l'activité et la production importante de penseurs catholiques démocrates-chrétiens, réfléchissant sur la nature et l'exercice du pouvoir et les finalités de la politique.

Citons Etienne Borne, que nous avons tous connu et pratiqué, lu encore aujourd'hui, avec sa première revue *Terre humaine*, l'ancêtre de *France-Forum*. En Italie, ils étaient très nombreux. J'ai beaucoup fréquenté à cette époque Giorgio La Pira, le maire de Florence, tertiaire dominicain, qui développait un programme politique en cinq points, simple mais très positif que j'ai conservé en mémoire : "Il faut à l'homme une maison pour aimer ; une école pour apprendre ; un champ, un atelier, un bureau, pour travailler ; un hôpital pour se soigner ; une église, un temple, une synagogue, une mosquée, pour prier" ! Ces cinq besoins fondamentaux de l'homme doivent être satisfaits par une politique d'inspiration chrétienne.

Les autres religions présentes dans l'Europe des Six n'avaient pas d'expression politique. Les chrétiens orientaux s'avéraient peu nombreux, mais intégrés, c'étaient des réfugiés comme les russes orthodoxes ou des maronites d'expression française. L'Islam existait, mais c'était un Islam colonial avec qui la France par exemple faisait très bon ménage. La République a toujours eu

une certaine sympathie pour l'Islam surtout quand elle était anticléricale, elle en favorisait même plutôt l'expansion outre-mer. Le bouddhisme dont on parle tant aujourd'hui, était alors totalement absent à cette époque de l'après-guerre. Les sectes étaient peu représentées. Les Français étaient plus réguliers dans leurs habitudes religieuses !

La construction européenne à ses débuts est imprégnée de catholicisme politique, expression dont on ne se sert plus, mais qui était une réalité. On évoquait volontiers l'empire carolingien, la chrétienté médiévale, au grand dam des alliés du moment qui étaient socialistes en général et ulcérés de voir que la construction européenne semblait confisquée par les catholiques. Cinquante ans plus tard, comment s'agencent les nations, les religions, les croyances et les hommes dans la nouvelle Union ?

II - Place et rôle actuels des religions dans l'Union européenne

Au début de ce troisième millénaire, le paysage de l'Union européenne est entièrement bouleversé. L'Europe s'est dilatée. De l'Europe des Six on est passé à l'Europe des Douze puis des Quinze, puis aujourd'hui je crois que l'on est Vingt-cinq. Les démocrates-chrétiens sont des hommes du futur !

Au noyau central, se sont ajoutés successivement le Royaume Uni. Je vous rappelle pour mémoire les réserves du général de Gaulle à l'égard de son admission. L'Irlande bonne démocrate-chrétienne, l'Espagne devenue démocratique, le Portugal, une partie de la Scandinavie, l'Allemagne réunifiée, certains pays de l'Europe centrale et les Etats Baltes libérés du joug communiste, la Grèce et Malte, tous Etats que l'Histoire rattache à l'Europe ont rejoint l'Union. Mais chacun a subi une évolution différente, certains étant nés de la séparation d'un Etat pré-existant, en l'occurrence la Tchécoslovaquie (comme la Tchéquie et la Slovaquie). Chacun arrive avec un niveau de développement différent.

De chez nous, on ne le mesure pas très bien, mais il suffit d'aller faire un tour dans les pays de l'Est pour voir qu'ils sont comme les Curiaces, différemment atteints, certains se traînent ! Les raisons de l'adhésion diffèrent de celles de l'après-guerre européenne. Les motivations sont moins idéologiques.

Il est certain que les fondateurs de l'Europe étaient mus par une grande idée. Les aspirations des nouveaux sont peu doctrinales, sauf chez le petit nombre, et surtout elles sont moins généreuses. Ces peuples, pour beaucoup sortis de la dictature et de la misère, rejoignent l'Europe comme un eldorado.

Dans les eldorados, les gens qui arrivent ne se comportent pas toujours très bien, pensez aux Espagnols après la découverte de l'Amérique ! Beaucoup de ces pays ne sont pas prêts culturellement à entrer dans l'Europe. La masse de leurs citoyens ne connaît pas le passé de l'Europe. Seules les élites se rattachent à sa culture. Les classes populaires ignorent l'Europe tout court, sauf pour ce qu'elle apporte. Les peuples sous le joug communiste ont vécu dans la peur. Ils l'ont gardée au cœur. Pour eux, l'Europe ne peut pas être un bouclier, seuls les Etats-Unis peuvent jouer ce rôle d'où des voix discordantes lors de l'expédition américaine en Irak, qui ont entraîné le mécontentement justifié du président Chirac. On veut s'asseoir à table, mais on ne paie pas son ticket. Rejoignent aussi le camp américain le Royaume-Uni, atlantique à nos yeux, l'Angleterre semble se comporter comme un dominion des Etats-Unis et une Espagne qui avec Aznar a refait un rêve d'indépendance et de grandeur par rapport à l'union franco-allemande. Il vient de le payer très cher. Ce tableau rapidement brossé avec des nuances imparfaites dues à la rapidité de l'exposé, nous pouvons nous demander si les motivations religieuses jouent un rôle dans l'élargissement comme elles l'ont fait dans la genèse de l'Europe et est-ce qu'elles vont peser dans l'Europe élargie ?

D'abord, pendant ces 50 ans, tous les papes de Pie XII à Jean-Paul II ont apporté leur pierre à la construction européenne en l'encourageant. Il ne s'est pas passé un mois sans que paraisse un texte pontifical, une déclaration épiscopale, sans que se tienne une réunion sur l'Europe en construction, ce que montre l'étude que j'ai menée avec ma fille Blandine ⁴. Institutionnellement a été créée la conférence européenne des évêques. C'est un Français qui l'a présidée d'abord, le cardinal Roger Etchegaray et ensuite un Anglais, le cardinal Basil Hume. Tout cela pour souligner que la structure religieuse de l'Union a accompagné son développement politique.

Certaines manifestations font date comme, par exemple, le symposium d'octobre 1982 à Rome qui comptait environ 80 évêques et cardinaux, de 26 pays d'Europe au total, dont de nombreux pays d'Europe orientale. Ce que l'on ne pouvait pas faire sur le plan politique, la conférence des évêques d'Europe le faisait sur le plan religieux. Elle étudiait la responsabilité collégiale des évêques et des conférences épiscopales dans l'évangélisation du continent européen y compris dans la partie sous le joug communiste.

Le plus grand des oecuménistes politiques et religieux du moment fut l'archevêque de Vienne, le cardinal Kœnig qui vient de disparaître à 99 ans ! :

⁴ Jean et Blandine Chélini, *L'Eglise de Jean-Paul II face à l'Europe*, Paris, Nouvelle Cité, 1989.

"Lorsque l'Eglise parle de l'Europe, écrivait-il, elle n'entend pas seulement une partie de celle-ci, la CEE, l'Eglise envisage toujours l'Europe dans sa totalité, celle qui a constitué dans l'Histoire une unité spirituelle. Il ne s'agit pas du concept d'Occident, selon Schiller beaucoup plus philosophique que spirituel ! Pour les chrétiens l'Europe est à la fois l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, elle demeure une réalité à la fois religieuse et culturelle".

Ce thème a été sans cesse repris, ressassé par Jean-Paul II, lorsqu'il dit que l'Europe a deux poumons : un poumon occidental et un poumon oriental. Il l'a répété dans ses cinq voyages en Pologne que j'ai tous suivis de 1979 à 1990. Dans ce premier temps ses voyages avaient une signification politico-religieuse extrêmement forte. Son successeur à Cracovie, le cardinal Macharsky estimait fondamental le soutien des évêques de l'Ouest !.

Pensez à toutes les démarches des pasteurs luthériens de l'Allemagne de l'Est, de Berlin, de Leipzig. Elles ont anticipé la chute du rideau de fer, la libération des pays de l'Est et l'élargissement de l'Europe à l'Est, par une action à l'intérieur des Eglises et une propagande à l'extérieur. On peut dire que les institutions religieuses ont pesé autant sinon plus que le personnel proprement politique dans ces événements.

Sur le plan politico religieux alors, il faut noter des changements très importants. Mon collègue Jean-Dominique Durand vous a montré que les partis démocrates-chrétiens se sont affaiblis parfois jusqu'à disparaître. En France, la disparition du MRP s'est opérée dès 1967. Certes il a eu un successeur, mais bien que démocrate-chrétien, Jean Lecanuet n'a jamais accepté ni voulu que l'on appelle sa formation démocrate-chrétienne.

En Italie plus récemment la DC a éclaté et perdu son monopole politique. Seuls persistent en Allemagne la CDU-CSU et en Autriche l'OVP, plus souvent intitulé conservateur que démocrate-chrétien, même s'il est réellement démocrate-chrétien. Il faut dire que les médias ne connaissent plus tellement le terme démocrate-chrétien. Conservateur, cela va dans l'esprit du temps plutôt manichéen. Il y a encore un parti démocrate-chrétien en Belgique et en Hollande où le parti catholique et les partis protestants se sont unis sous une étiquette commune.

La démocratie-chrétienne européenne a une identité idéologique moins forte malgré l'importance numérique du Parti Populaire Européen, le PPE, au Parlement européen auquel ont adhéré des éléments qui ne sont pas d'inspiration chrétienne, qui ne sont pas chrétiens-démocrates en tout cas. Le

caractère conservateur s'y est alourdi. Certes, là où les partis démocrates-chrétiens ont disparu, des formations plus petites ont survécu, comme en Italie, réparties des deux côtés de l'échiquier politique. Cela n'a rien de surprenant il y avait déjà au moins trois courants fondamentaux dans le grand parti démocrate chrétien. Des hommes issus de la démocratie chrétienne jouent des rôles de premier plan comme Romano Prodi, à la tête de la Commission européenne ou le président de la République italienne, Ciampi, qui fait front à Berlusconi. Ailleurs, sans être démocrates-chrétiens, des partis se réclament des idéaux chrétiens, comme en Irlande ou en Espagne où des partis populaires se réfèrent aux des valeurs chrétiennes. Beaucoup des Etats qui entrent dans l'Europe élargie font campagne pour la référence aux racines chrétiennes de l'Europe dans le préambule de la future constitution, comme l'Espagne, la Pologne, l'Irlande, aux côtés de membres de l'Europe des Six comme l'Italie ou le Luxembourg. C'est la France qui demeure l'obstacle majeur à cette mention. C'est douloureux pour les démocrates-chrétiens français. L'opposition des laïques se conçoit, mais moins celle du président de la République. Ailleurs dans la mosaïque européenne, beaucoup d'Etats gardent des liens étroits avec les Eglises.

L'Italie et l'Espagne ont modifié leur concordat et le catholicisme n'est plus la religion de l'Etat, mais il demeure celle de la nation, présent à l'école et dans tous les secteurs de la vie sociale. De même un rôle important est réservé au catholicisme dans la vie publique de la Pologne, de la Lituanie, de la Slovénie, de la Slovaquie et de la Croatie, moindre en Tchéquie plus laïque ou en Hongrie partagée entre catholiques et protestants. Mais la première grande nouveauté, c'est la présence de l'orthodoxie, majoritaire en Roumanie, en Bulgarie, en Grèce où elle est considérée comme le ciment de la nation, au point de poser quelque problème sur le plan des libertés religieuses.

Or, en même temps que l'Europe s'est élargie, se sont développés les progrès de l'oecuménisme qui rapproche les églises chrétiennes, par exemple le dialogue entre Athénagoras que nous avons eu la joie de rencontrer et Jean-Paul II. La levée des excommunications réciproques, le travail de la commission permanente de réflexion entre catholiques et orthodoxes exercent une influence favorable pour les pays orthodoxes qui intègrent l'Union où le catholicisme est plus enraciné. Mais ces pays qui ont eu à souffrir de l'impérialisme ottoman voient certainement d'un mauvais oeil les approches que la Turquie fait à l'Europe.

La réflexion oecuménique s'est développée à l'intérieur des Eglises, du côté catholique avec l'action du Conseil pour la promotion de l'unité des chrétiens.

Chez les protestants, c'est moins connu en France, se sont créées des communions d'Eglises par exemple la communion de Leuenberg en Suisse qui regroupe une centaine d'Eglises protestantes européennes, qui pratiquent l'intercommunion. Un accord s'est conclu entre l'Eglise catholique et la fédération luthérienne mondiale sur la doctrine de la justification. C'est un point qui séparait fondamentalement les catholiques et les protestants depuis les déclarations de Luther sur le salut. Catholiques et luthériens confessent ensemble : "c'est seulement par la grâce, par le moyen de la foi en l'action salvifique du Christ et non sur la base de notre mérite que nous sommes acceptés par Dieu et que nous recevons l'Esprit qui renouvelle nos coeurs et qui nous habilite et nous appelle à accomplir des oeuvres bonnes. Donc nous ne sommes pas sauvés à la fois par la Grâce de Dieu et nos mérites, mais par la Grâce seule, qui nous donne le moyen d'avoir des mérites". C'est une belle solution sur le plan théologique et philosophique.

Dans les Etats de l'Europe des Six les relations entre les croyants et les incroyants sont stabilisées depuis longtemps et dans les pays de l'Est la chute du communisme a fait disparaître les mécanismes de contrôle des religions et cesser la persécution des croyants. La liberté religieuse a été rétablie partout. Mais il y a apparition dans l'espace européen de nouvelles religions qui veulent répondre à la recherche religieuse d'hommes et de femmes déçus par le christianisme, qui pratiquent, ne voyez dans mon propos aucun jugement, mais un constat technique, un certain bricolage religieux. On fait sa religion à la carte, on peut avoir un Dieu père ou un Dieu mère aussi, un peu de réincarnation à la place de la résurrection. Je ne vous apprends rien si vous êtes intéressés par ces problèmes, vous savez que le supermarché du religieux est largement ouvert à tous les coins de rue. On voit apparaître et se développer des cultes exotiques et des sagesses orientales, bouddhiste, hindouiste, le *Nouvel Age* cosmique est informatisé chez les adeptes de New Age, l'Eglise de la Scientologie avec d'inquiétantes dérives financières, les Témoins de Jéhovah, relativement nombreux, paraît-il 100 000 membres en France. Ces groupes ne jouent qu'un rôle limité dans la construction de l'Europe. Ils n'ont souvent pas du tout de préoccupation politique ni même sociale. De même dans l'Eglise catholique chez les nouveaux mouvements charismatiques, la dimension socio-politique est souvent absente. Spiritualité développée, nouvelle, régénérée, mais la cité les intéresse peu.

La présence religieuse la plus nouvelle, la plus étrangère à la construction européenne, s'avère l'Islam. On ne peut pas parler des problèmes religieux en Europe sans aborder cette question et cela sans vouloir céder à la furie du débat sur le foulard qui n'est qu'un signe. Ce qui est important, c'est tout le

reste. La présence de l'Islam est importante par le nombre de ses fidèles et surtout par leur forte identité, turque en Allemagne, maghrébine en France, en Italie, dans le reste de l'Europe et qui pose problème parce que grande est la difficulté pour leur reconnaissance en tant qu'organisation religieuse.

La difficulté première se manifeste pour les musulmans dans le processus d'intégration dans une civilisation dont les valeurs communes sont d'origine chrétienne et par conséquent leur sont étrangères. Je dirai sans boutade que dans un pays comme la France, la laïcité est chrétienne. Réfléchissez à la formule et vous verrez à peu près ce que cela signifie, d'où l'accusation d'un pays musulman qui dit que l'Europe est "un club chrétien". Oui, par la densité des communautés chrétiennes et l'amélioration de leurs rapports, non, parce que ce n'est pas un club religieux. Mais une communauté de culture chrétienne, ce qui pour les musulmans se révèle pire parce que, si c'était seulement un club religieux, ils feraient leur club à côté, mais ce n'est pas cela.

L'Europe est une communauté de culture. L'inscription du christianisme éclate dans le paysage rural et urbain. Vous avez des croix à tous les coins du chemin, des clochers partout. Il n'y a pas de minarets, mais des clochers. L'église et le clocher marquent l'espace et, dans les rues, si vous levez la tête dans les noyaux urbains les plus anciens, il y a des vierges sur la façade des maisons, des statues de saints. Le rattachement au passé se fait à travers des héros comme Jeanne d'Arc, saint Martin ou saint Louis qui sont des héros chrétiens. Le culte des saints est omniprésent. Vous portez tous un prénom de saint, on vous souhaite votre fête. Les traditions des pèlerinages, des processions marquent le temps et l'espace européen. Notre calendrier, c'est le calendrier chrétien⁵. Le dimanche scande nos semaines.

Dans la culture européenne, les références socio-morales, la conception de la famille, le mariage monogamique, même s'il est entamé, demeurent des modèles de vie. Une certaine conscience identitaire européenne est de nature chrétienne. Cette conscience identitaire peut être stimulée par la présence étrangère de l'Islam.

Dans l'ensemble, une plus grande discrétion s'est faite dans l'usage de la religion en matière politique. Les partis y font rarement référence. Mais l'influence de la formation religieuse demeure pourtant chez beaucoup d'hommes politiques, elle est extrêmement sensible dans leur discours même si elle n'est pas formulée religieusement. Mais elle ne s'affiche plus dans les

⁵ Jean Chélini, *Le calendrier chrétien*, Picard, 2001

déclarations, sauf parfois à l'extrême-droite où elle est dégénérée, déformée ou chez les hommes politiques atypiques comme Silvio Berlusconi. Aujourd'hui on n'ose plus inviter un prêtre à une réunion politique sauf l'abbé Pierre, mais il est là comme un symbole plutôt que comme représentant d'une politique !

Les motivations spirituelles au démarrage de l'Europe, chez les Pères fondateurs, ont joué un rôle décisif. Nous n'y revenons pas et, dans ce domaine, la papauté a joué un rôle très important. Cinquante ans plus tard le paysage politique et spirituel s'est modifié. L'Union européenne s'est élargie à l'Est englobant des états majoritairement chrétiens, un meilleur équilibre s'est établi entre protestants, catholiques et orthodoxes et donc, Rome a été d'autant plus favorable à l'élargissement que cela apporte un renforcement parallèle à sa politique de rapprochement avec l'Eglise orthodoxe et les autres Eglises chrétiennes.

Dans les rapports Eglise-Etat selon les pays, peu de changements significatifs, ce domaine demeurant celui de la compétence étatique. En revanche, d'autres partenaires religieux sont apparus d'origine extra européenne, certains problèmes se sont manifestés que l'on a résolus très facilement. Les congrégations de moines bouddhistes ont calqué leur procédure de reconnaissance sur celle des moines catholiques. On a interrogé le Dalaï Lama au lieu d'interroger le Pape et cela a fonctionné ! L'Etat leur a donné la reconnaissance légale et les avantages qui en découlent.

Conclure sur la présence de l'Islam

Mais reste le problème de l'Islam. C'est là-dessus que je conclus. A la rigueur, il serait facile à intégrer sur le plan du culte dans un système des cultes reconnus. En Belgique ou en Alsace Moselle il suffirait d'ajouter le culte musulman à côté des catholiques, des protestants et des israélites, le tour serait joué. C'est la proposition de Mgr Doré, l'archevêque de Strasbourg. Cela ne pose pas de problème quand le système existe, ce qui est loin d'être le cas partout, mais sur le plan culturel c'est beaucoup plus difficile à gérer.

Religion étrangère aux traditions européennes, l'Islam français entretient des liens avec des pays étrangers musulmans et affirme se sentir solidaire de l'Ouma, la communauté générale des croyants musulmans. Les mesures préconisées pour le respect de l'ordre public étant isolées et souvent mal présentées, comme la loi Ferry, sont grosses de contentieux. Les institutions mises en place comme le Conseil supérieur du culte musulman ne jouent pas leur rôle régulateur. Jusqu'ici, les religions autochtones étaient solidaires de l'his-

toire européenne. L'Islam ne l'est pas. C'est la seule religion nouvelle.

Les religions autochtones ont joué dans le sens de la construction de l'Europe. Est-ce que l'Islam peut jouer dans le même sens ? L'intégration des musulmans dans les pays membres s'opère inégalement et très incomplètement, elle est souvent même en recul. Les affrontements entre Israéliens et Palestiniens détériorent le climat des relations entre juifs et musulmans dans des pays comme la France. Les déchirements du monde arabe ont ici leur écho, ce sont autant d'éléments d'aggravation de la situation.

Faut-il vouloir, à l'intérieur de l'Europe, garantir la volonté identitaire des musulmans ? A quel prix ? A quel prix pouvons nous payer le respect de leur identité ? A quel prix, proposition inverse, les musulmans accepteront-ils, dans l'avenir de s'intégrer totalement dans la culture de cette terre européenne dont les racines sont chrétiennes ? Elle est fille de Rome et de la latinité, mais aussi héritière de la culture gréco-slave ; à quel prix l'Islam peut-il devenir européen sans dénaturer l'Europe qui se recompose ?

(Applaudissements...)

Michel ALBERT. - Professeur Jean Chélini, vous avez vraiment été à la hauteur de vous-même. Tout le monde vous connaît et vous apprécie, néanmoins c'est rajeunissant de vous entendre. Je note que loin d'être seulement un historien, vous êtes à la pointe de l'actualité, ce que vous nous avez donné comme témoignage sur vos voyages en Pologne et sur votre dernier voyage à Rome, nous ne l'oublierons pas. C'était tout à fait passionnant.

Parmi les points que je voudrais noter, il y a le fait que les nouvelles formes de spiritualité aujourd'hui sont souvent éloignées des problèmes de la cité. Alors que la démocratie chrétienne était axée sur l'engagement des chrétiens dans la cité, aujourd'hui il y a un détachement.

Ce que vous avez dit, en particulier, à propos des charismatiques est très significatif. Tout à fait neuf pour moi a été l'idée qu'en France, la laïcité est chrétienne. Cette formule paradoxale, vous l'avez développée d'une manière tout à fait stimulante. Enfin, sur l'Islam et l'Europe, vous avez posé les questions les plus aiguës.

Puis-je néanmoins me permettre de penser que si européen que l'on soit, si fédéraliste que l'on soit, il convient peut-être de considérer que le statut des religions, le statut juridique des religions est matière nationale, et pour l'Islam pas moins que pour les autres religions, me semble-t-il. C'est vraiment un problème qui se pose différemment dans chaque pays.

Jean-Marie DAILLET. - Merci, cher Jean, de ce brillant et superbe exposé.

Une question qui se pose à toi, mais que j'aurais pu poser aussi à ton pré-décèsseur : personne n'a mentionné la communauté implantée dans le Transtevere romain Sant'Egidio qui joue tout de même, semble-t-il, un rôle important dans l'opinion publique, au moins et qui même semble favoriser les amorces de négociation sur des points brûlants de l'actualité internationale.

Je voudrais confirmer ce que tu disais sur l'importance de l'orthodoxie. Il y a un point extraordinaire. J'ai été témoin à Rome d'un événement qui était très surprenant pour moi. Il y avait 500 000 pèlerins sur la place Saint-Pierre le lendemain d'une canonisation, et à la fin d'une messe d'action de grâce, le pape s'assied sur un trône. On en apporte un identique à son côté. Est alors surgi de la foule une cohorte d'une trentaine de personnes, visiblement orientales, avec un homme en blanc. Qui était cet homme en blanc ? Le pape Théoctiste, patriarche orthodoxe de l'église roumaine. Or il faut savoir que ce patriarche avait été hostile à la visite du pape en Roumanie. Mais lors de leur rencontre, ils se sont compris. Théoctiste rendait sa visite à Jean-Paul II, et son message immédiatement traduit en italien du roumain a surpris tout le monde, moi le premier. "Je suis ici pour l'unité des chrétiens", proclamait le patriarche orthodoxe de Roumanie !

Il se trouve que le 12 août dernier, j'ai été reçu, avec quelques autres Français, par ce même patriarche Théoctiste qui a confirmé en français, (il a 92 ou 93 ans), dans les termes les plus clairs les propos qu'il avait tenu à Rome l'année dernière.

Les jours suivants, puisque notre voyage était une sorte de pèlerinage à travers les plus beaux monastères orthodoxes roumains, nous avons vu à notre grande stupéfaction, qu'il n'y avait pas seulement un patriarche qui décidait de faire des pas vers Rome et qui en faisait, mais qu'il y avait aussi une renaissance de l'église orthodoxe roumaine extraordinaire. Aucune crise des vocations ! Au contraire une efflorescence de jeunes prêtres, de jeunes évêques, de jeunes moniales. Cela nous a absolument ahuri et l'affluence populaire dans les villages que nous avons traversés, le jour de l'Assomption, était tout à fait extraordinaire avec procession publique, chorales, messes interminables, cérémonies absolument populaires.

C'est pourquoi je me suis permis de dire dans un article récent à *France-Forum* qu'il y avait deux objectifs qui pouvaient sauver la Roumanie, c'était l'Europe et l'orthodoxie.

Michel ALBERT. - Merci pour ce témoignage passionnant.

Jean CHÉLINI. - Je crois qu'il y a plusieurs questions, il y en a auxquelles je peux répondre, d'autres pas. Les progrès du dialogue avec l'orthodoxie sont constants. Il a commencé avec Athénagoras. Quand je l'ai rencontré il y a 30 ans il disait déjà qu'il fallait que les églises se regroupent et travaillent ensemble sur le plan humain et social, ce qui n'était pas du tout le langage des orthodoxes grecs de la Grèce propre. Depuis, des progrès considérables ont été accomplis. Finalement Jean-Paul II a forcé leur porte. Ils ont découvert cet homme qui brûle du désir de l'unité. Ils rendent les visites, et les choses progressent. C'est une première réponse.

La deuxième concerne Sant'Egidio. Je ne suis pas compétent, mais Jean-Dominique Durand connaît très bien Sant'Egidio; il a beaucoup fréquenté la communauté.

Jean-Dominique DURAND. - Je n'ai pas parlé de la communauté de Sant'Egidio parce que j'avais pour mission de parler de la démocratie chrétienne. La communauté fait partie de ce nouveau type d'engagement du chrétien dans la société à laquelle Michel Albert faisait allusion en évoquant par exemple les Semaines sociales. On a maintenant tout un foisonnement d'engagements du chrétien dans la société qui ne prend plus la forme politique que l'on a connue après 1945, mais qui prend d'autres aspects et qui n'en sont pas moins importantes. Le problème c'est qu'il ne participe plus de la prise de décision politique, mais agit autrement.

La communauté de Sant'Egidio est un phénomène très important, bien connu aujourd'hui pour ses engagements dans le monde en faveur de la paix. On se souvient du rôle qu'elle a eu dans le retour de la paix au Mozambique, qui est un résultat relativement solide maintenant, puisqu'on a passé le cap des dix années de paix. Puis d'autres engagements au niveau de la paix mondiale, dans des guerres civiles par exemple au Guatemala, divers pays d'Amérique du sud, en Afrique également où elle fait des efforts très considérables, notamment au Burundi dont le nonce assassiné récemment était très proche de la communauté de Sant'Egidio précisément. Elle a une action fondamentale en matière de dialogue inter-religieux.

Tous les ans, la communauté organise un grand rassemblement de très hautes personnalités religieuses, de toute religion et particulièrement de personnalités musulmanes, juives et chrétiennes et de tous les christianismes,

orthodoxes protestants, catholiques, avec des personnalités venues des religions orientales également. Les trois religions du livre comme l'on dit traditionnellement se retrouvent. Chaque année, c'est un véritable événement. L'année dernière, cela a eu lieu à Aix-la-Chapelle ; en septembre prochain c'est prévu à Milan. Je peux annoncer aujourd'hui que la rencontre de 2005 aura lieu en France. C'est un vieux rêve que la communauté nourrit, ce sera à Lyon.

Lyon a une ancienne tradition d'accueil, le christianisme lyonnais est lié directement à la tradition orientale, venue d'Orient. Par ailleurs Lyon nourrit une autre grande tradition, celle du catholicisme social à laquelle l'archevêque actuel est très sensible et il se rapproche d'ores et déjà de la Communauté Sant'Egidio. Ce qui est important dans cette communauté c'est que toutes ses actions se fondent sur une action très quotidienne, d'une part l'action sociale la plus classique qui soit, c'est-à-dire s'occuper des pauvres et des marginaux, des gens que la société a rejetés et d'autre part, la prière.

La prière et, là, il y a vraiment le ressourcement quotidien dans la prière. A Rome, le pape leur a attribué une très belle église, Sainte Marie du Trastevere, et la prière se fait tous les jours à 20 heures 30. Chaque soir la basilique est pleine de personnes qui viennent prier. Les communautés se sont multipliées à travers le monde. Il y en a une à Paris, l'archevêque leur a attribué l'église Saint-Merri, où on se réunit une fois par semaine. Ailleurs, ce sera 5 fois par semaine ou 4 fois. Mais il y a toujours ce lien très fort avec la prière et la méditation de l'Ecriture. La prière dure 30 minutes exactement. Il y a des chants, des prières, la lecture de la parole de Dieu et un bref commentaire de cette lecture. On ne peut absolument pas séparer cet engagement international d'avec cette base, qui la nourrit au quotidien.

Michel ALBERT. - Il est particulièrement intéressant que vous ayez attiré notre attention sur la fécondité de Sant'Egidio. C'est une initiative tout à fait remarquable, dans les deux aspects, celui que l'on connaît par les médias, mais aussi j'ai pu le vérifier moi-même, l'aspect de vie intérieure et communautaire très intense.

Sur un plan plus général, il me semble que nous ne devons pas sous-estimer le fait que, s'il est vrai qu'il y a de moins en moins d'engagement explicite des chrétiens en tant que tels dans les institutions politiques et qu'à cet égard nous assistons bien à un repli de la démocratie chrétienne, en revanche, il faut à nouveau souligner qu'il y a une prolifération des nouveaux engagements de chrétiens dans la société civile. Il est évident qu'existent dans un grand

nombre d'ONG des ferments chrétiens particulièrement actifs. Tout cela est difficile à identifier, difficile a fortiori à quantifier, mais je crois qu'il serait très utile, qu'un mouvement comme *France-Forum* essaie d'éclairer les choses.

En un mot, pour ce qui concerne la démocratie représentative, les chrétiens s'effacent, mais en ce qui concerne les formes non représentatives, les formes associatives d'action collective, je crois que les chrétiens sont très actifs, peut-être plus qu'il ne l'ont jamais été.

Jacques MALLET. - A propos du projet de Constitution européenne, je suis de ceux qui regrettent qu'il n'y ait aucune allusion dans nos préambules aux racines chrétiennes de l'Europe. M. Giscard d'Estaing a expliqué que lui-même y était favorable, mais qu'il n'y avait pas de consensus là-dessus au présidium de la Convention. On a abouti à un texte qui, tout de même, dit l'essentiel à mon avis : "S'inspirant des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, dont les valeurs toujours présentes dans son patrimoine ont ancré dans la vie de la société sa perception du rôle central de la personne humaine et de ses droits inviolables et inaliénables, ainsi que du respect du droit". Il me semble que l'essentiel est dit. Par ailleurs, il est clair que les relations avec les Eglises relèvent des Etats.

Anne-Marie CATHERIN. - Je ferai trois petites remarques.

Vous avez parlé du bricolage religieux. Je voudrais dire aussi que l'on peut parler du nomadisme religieux, même dans notre Eglise, on voit des gens qui vont d'une paroisse à l'autre selon le style, le genre, si le curé fait des sermons longs, s'il a une bonne chorale, etc.. . C'est une nouveauté dans ce domaine.

J'ai assisté il y a quelques années à un magnifique colloque animé par Dominique Ponneau, le directeur de l'école du Louvre et Dominique Borne, le fils d'Etienne Borne, inspecteur général d'histoire ; qui rassemblait un public de 300 à 400 professeurs, surtout de l'enseignement privé, soucieux de savoir comment initier les jeunes à l'art et à la culture. Chaque fois que l'on visite un monument, les signes religieux nous sautent à la figure, mais les jeunes ne les comprennent plus. C'est un problème très difficile à résoudre.

Vous avez parlé de la conscience identitaire chrétienne qui peut être stimulée par l'Islam. Il y a quelques années quand je travaillais encore dans mon bureau il y avait une secrétaire qui était une fille d'origine musulmane. Il s'est trouvé que cette année là le ramadan se terminait le jour où l'on commençait le carême. Elle dit en arrivant : "Je n'ai pas fait le café ce matin parce qu'au-

jourd'hui, je pense que tu ne boiras pas de café" ! Donc tout le bureau n'a pas bu de café, parce que notre secrétaire musulmane pensait que c'était normal que l'on fasse nous aussi notre carême.

Dans quelques semaines on va entendre les journalistes nous dire "aujourd'hui commence le ramadan des chrétiens, que l'on appelle encore le carême". Et cela nous fait mal quelque part.

Karin LEONHARDT. - Sur le rapprochement entre les religions et la question de savoir qui doit faire quel sacrifice, je voudrais rappeler que c'est surtout après la dernière guerre mondiale que l'on s'est penché sur ce problème, et ce dans le cadre du Conseil œcuménique des Eglises, et aussi des "Amitiés judéo-chrétiennes". C'est à Vatican II qu'il en a été beaucoup question, mais il se trouve que c'est surtout et presque exclusivement l'Eglise catholique qui a dû faire des concessions et des sacrifices.

Hervé COLLET. - *Rédacteur en chef de la Lettre du Colisée, (comité de liaison pour la solidarité avec l'Europe de l'Est).* J'apporterai quelques informations complémentaires sur le rôle de la religion dans les pays de l'Est. Les Eglises chrétiennes ont joué un rôle important dans la vie sociale de ces pays, notamment comme facteur de résistance au communisme, mais on ne peut pas dire qu'aujourd'hui, en tout cas depuis 1990, elles aient joué un rôle positif. Ce ne sont pas toujours et loin de là des forces de progrès. Je pense notamment à l'Eglise orthodoxe qui a souvent été compromise avec le pouvoir communiste et qui actuellement aussi est restée plus ou moins liée avec les héritiers des communistes de l'époque. Même les Eglises catholiques, je pense notamment à l'Eglise de Croatie, ne sont pas des modèles de progressisme, loin de là, puisque dans la période relativement récente, elle a soutenu le président Tudjman comme un de ses fils chéris.

Au regard également de l'Union européenne, souvent les Eglises, notamment orthodoxes et même catholiques en Croatie, ne sont pas forcément pro-européennes. Au contraire, elles ont des tendances nationalistes. Je ne parlerai pas du rôle négatif qu'a eu notamment l'Eglise serbe dans l'élaboration de la politique de ségrégation et d'apartheid qu'a connu le régime serbe sous Milosevic. Je voudrais souligner par ailleurs qu'il existe, pratiquement partout dans ces pays, des partis démocrates-chrétiens, mais minuscules.

Chaque fois, j'essaie de les rencontrer. Ils ne jouent pas un rôle très dynamique, mais on peut dire que, dans tous ces pays, il existe au moins un petit parti démocrate-chrétien. En Slovénie en revanche le parti démocrate-chré-

rien a joué un rôle important dans l'intégration du pays à l'Union européenne. Je pense notamment à notre ami Lojze Peterle, qui a été ministre des Affaires étrangères.

Je suis venu surtout pour apprendre ici ce que devient la démocratie chrétienne. Elle a été une composante tellement importante dans la vie politique non seulement de la France, mais de toute l'Europe.

J'ai été intéressé par la conclusion de Jean Chélini. Elle est tellement importante qu'elle nous explose au jour le jour à la figure. C'est la présence d'une communauté, je ne sais pas s'il faut l'appeler ainsi, enfin d'une importante population musulmane. Face, d'après ce que j'ai pu entendre, à une tentative de réunification du christianisme entre les orthodoxes, les catholiques, etc... La question que je me pose est : pourquoi cette réunification ? Pour quoi faire exactement ? Et notamment puisqu'on est en présence d'une communauté musulmane dont vous avez donné le qualificatif, c'est l'Ouma. Les musulmans se considèrent comme un peuple qui est sur toute la terre et que ceux qui n'en sont pas sont des infidèles.

Aujourd'hui, on est confronté à une Europe qui, peut-être, demain, va accepter un Etat musulman comme la Turquie, mais qu'est-ce que nous pouvons proposer dans notre réflexion ? C'est à vous que je m'adresse Jean Chélini puisque vous avez posé ce type de question. Est-ce que vous avez quelque piste pour répondre à cette difficulté majeure ? Pour eux, l'Ouma c'est le politique et le religieux ensemble et nous en face nous affirmons la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Jean CHÉLINI. - Ce n'est pas parce qu'on pose une question qu'on est capable d'y répondre. La poser clairement, sans avoir peur de choquer, c'est important pour essayer de trouver des réponses.

Je pense que toutes les mesures qui vont dans le sens du renforcement de l'identité communautaire de l'Islam sont mauvaises. Les mesures qu'a prises Martine Aubry en particulier sur le plan social dans ce domaine sont tout à fait regrettables. Sur le plan culturel, on trouve plus aisément des solutions. Par exemple l'Alsace Lorraine est un pays avec des cultes reconnus, on peut y ajouter l'Islam. Ailleurs en France, ce n'est pas tellement possible puisqu'il n'y a pas de cultes reconnus, mais il faut bien distinguer le culturel du politique, la pratique culturelle de l'identité communautaire et il est bien certain que toute une série des valeurs de l'Islam sont incompatibles avec les valeurs chrétiennes européennes. Dans ce domaine, il faut être lucide, ferme, réfléchi

et penser que nous sommes des héritiers.

Quand j'ai dit à la fois sous forme de boutade, mais aussi de constat politique, que notre laïcité est chrétienne, cela veut dire que l'Etat est séparé de la hiérarchie religieuse, des affirmations dogmatiques, mais que notre culture est chrétienne. Notre laïcité vit au milieu du dimanche, des fêtes religieuses, etc... l'activité s'arrête pour Noël, pour Pâques, etc.. Il est évident que je pose la question : "Est-ce qu'il peut y avoir une laïcité musulmane" ? Vous savez bien que non, surtout dans nos pays et, dans les leurs, les pays où ils sont majoritaires, le problème ne se pose pas. Il n'y a pas de laïcité. Les chrétiens sont quand même des infidèles. Ils subissent une *capitis diminutio*, en droit, il y a des choses qu'ils ne peuvent pas faire.

Entendons nous bien, l'œcuménisme est une excellente chose. Il n'y a pas d'œcuménisme avec des musulmans. Je pense que des églises chrétiennes, catholiques et protestantes, pourraient être un peu plus évangéliques, un peu plus missionnaires et proposer l'évangile aux jeunes musulmans. Cela ne nous ferait pas de mal, ni à eux, ni à elles.

Charles DELAMARE. - Dans sa conclusion, Jean Chélini a posé le grand problème dont on va discuter cet après-midi. Nous savons, d'après cette science exacte qu'est la démographie, qu'en 2070 la France aura 40 millions d'habitants, l'Allemagne 38 millions d'habitants et qu'une bonne partie de cette population sera musulmane, d'origine maghrébine chez nous, d'origine turque en Allemagne.

Il ne faut pas se cacher devant cette réalité qui est devant nous. Inéluctable. C'est pourquoi nous avons dit que le fait religieux dans l'Union est une révolution permanente parce que la présence musulmane dans l'Union va poser beaucoup de problèmes nouveaux, inimaginables pour la plupart des gens.

Est-ce que le modèle turc de la démocratie du style de la démocratie-chrétienne, c'est-à-dire "démocratie-islamique", laïque d'un côté, mais plongée dans les racines de la culture islamique de l'autre, sera une solution pour la Turquie ? Est-ce que cela permettra à la Turquie d'entrer dans l'Europe ? Et d'entraîner les autres nations musulmanes dans cette voie, comme l'a fait l'Iran, en sens contraire, pour l'islamisme. Est-ce que l'Europe va suivre le modèle turc dans une cinquantaine d'années ?

Paul COLLOWALD. - Ancien directeur général de l'Information au Parlement européen. Jean Chélini est non seulement un historien très connu,

mais visiblement à l'écoute de l'actualité. La Belgique par exemple. Est-ce que votre œil d'historien observe ce qui se passe en Belgique par rapport aux chrétiens-démocrates ? Pendant quarante ans les chrétiens-démocrates ont fait partie de toutes les coalitions. Depuis une législature, ils sont dehors. Vient une nouvelle coalition depuis très peu de temps, des libéraux et des socialistes, en principe de gauche et de droite. Ils gouvernent ensemble.

Depuis hier soir Joëlle Milquet, qui préside le nouveau parti chrétien démocrate, qui s'appelle maintenant le Centre démocrate humaniste, voit de nouveau des gens partir parce que les libéraux attirent une partie du centre et que les socialistes font la même chose.

Donc ce n'est pas simplement des phénomènes superficiels que l'on peut observer sous cet angle-là pendant toute une législature. On touche à des problèmes de société. Le résultat est que l'on a voté une loi favorable à l'euthanasie et négative pour le statut de l'embryon. Tous les problèmes éthiques d'aujourd'hui sont concernés par ces changements. Je ne veux pas dire que la Belgique est un laboratoire, mais il ne faudrait pas l'oublier. C'est moins exotique que Rome, mais c'est important aussi.

Robert PELLETIER. - M. le professeur, vous n'avez pas parlé du problème que va poser l'éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Je rejoins tout à fait ce qu'a dit Charles Delamare, c'est-à-dire que l'aspect démographique de l'Europe est un problème majeur. Je souscris totalement à ce qu'il a dit en ce qui concerne les perspectives de la population islamique tant en France qu'en Allemagne.

La Turquie comprend 65 millions d'habitants. Une des raisons pour laquelle la Turquie tient tellement à entrer dans l'Europe, c'est la libre circulation des personnes. Les Turcs s'intéressent à deux choses : l'argent de la Communauté et la libre circulation des hommes. Cela veut dire qu'il y a un risque de déferlement sur l'Europe d'une masse tout à fait considérable de Turcs musulmans, entraînant finalement un nouveau déséquilibre en Europe.

Or le problème est d'une immédiate actualité, puisque le Conseil européen doit statuer à la fin de cette année sur le point de savoir si la Turquie adhèrera à l'Union européenne ou non.

Michel ALBERT. - Des négociations sont ouvertes.

Robert PELLETIER. - Oui. Ce que j'appellerai le milieu chrétien, son

silence sur cette question est étourdissant. Personne n'en parle. Il y a pourtant là, une menace évidente sur l'équilibre même de la Communauté européenne dans une des dimensions les plus dramatiques, l'aspect démographique.

Jean CHÉLINI. - Je constate que toutes les interventions apportent des précisions supplémentaires, permettant d'ajouter des couleurs ou des informations manquantes ou insuffisamment développées, mais je vous rappelle que le temps était limité.

Une ou deux fois, il a été fait allusion au problème de la Turquie quand par exemple j'ai dit : les nouveaux Etats orthodoxes qui ont adhéré ou qui vont être intégrés à l'Union au mois de mai sont très hostiles à l'entrée de la Turquie dans l'Union. Si vous voulez mon point de vue, je suis contre l'entrée de la Turquie dans l'Union, comme beaucoup de chrétiens, beaucoup de démocrates-chrétiens.

Je ne crois pas beaucoup que le silence de la CDU soit étourdissant. Beaucoup se sont exprimés. Je me suis aperçu que Giscard d'Estaing est un bon européen. Il a dit clairement qu'il était contre l'adhésion. Je partage tout à fait son point de vue et j'ose espérer qu'on ne prendra pas les Turcs ; chez nous d'habitude ils campaient au pied de nos murailles pour les démolir. Maintenant ils peuvent très bien rester en dehors. Il y a un argument géographique irréfutable, la Turquie n'est pas géographiquement en Europe, de même que le Maroc n'est pas en Europe. On peut les associer... mais l'Union européenne doit rester géographiquement européenne. Je pense que c'est extrêmement clair.

Quant au point de vue religieux, il est bien sûr que le risque de déséquilibre serait extrêmement important. Quand on voit le sort que les Turcs font au Patriarche œcuménique de Constantinople, dans son réduit du Phanar, où il vit comme un prisonnier avec un passeport turc, qui ne peut pas sortir sans visa, ni rentrer sans autorisation, on peut s'interroger sur leur sens de la tolérance et de la liberté religieuse.

L'Institut de Droit et d'Histoire religieux d'Aix avait organisé avec le Patriarcat un colloque qui devait se dérouler dans les îles, au Séminaire orthodoxe, cela nous a été interdit au dernier moment. Il a fallu improviser dans une salle du Phanar. Ces gens sur le plan religieux demeurent intolérants et il est évident que les Turcs n'ont rien de commun avec l'Europe. C'est clair. Je le répéterai à une tribune si l'on m'y invite ! Par ailleurs la Turquie n'a toujours pas reconnu sa responsabilité dans le génocide arménien !

Michel ALBERT. - Dès 1963 la Turquie est devenue Etat associé à la Communauté économique et européenne. C'était en 1963 qu'a eu lieu l'association. Il y a donc 41 ans.

Dans l'acte d'association, la perspective est ouverte d'une entrée de la Turquie dans la Communauté européenne. C'est donc très ancien. C'est là que l'on se rend bien compte que si la pensée fédéraliste européenne avait été suffisamment forte, il y aurait eu d'évidence un sentiment de responsabilité sur les frontières de l'Europe, ses limites. Personne n'était suffisamment fort à ce moment-là. N'oubliez pas que 1963 c'était vraiment les débuts de la politique agricole, c'était justement la crise de la chaise vide etc... nous étions bien faibles. Nous avons peu de conscience politique commune à l'époque. Hélas ! nous avons signé des choses qui expliquent qu'aujourd'hui on se prépare à s'interroger sur le point de savoir s'il ne convient pas de refaire une négociation avec les Turcs.

Jean CHÉLINI. - Les perspectives c'est comme les portes, parfois elles se ferment.

Neville MARYAN GREEN. - Je suis britannique, j'habite en France depuis 40 ans et précisément 1963, époque à laquelle j'étais dans le secrétariat du Conseil de l'Europe dont la Turquie est membre depuis sa fondation. Je n'avais pas du tout l'intention d'intervenir ici dans ce débat sur les démocrates-chrétiens, mais je ne peux pas entendre parler des choses aussi partiales sur la question très importante de l'entrée de la Turquie dans l'Europe. Vous m'excuserez, j'espère, parce que je risque de dire des choses discordantes.

D'abord je suis britannique. J'ai entendu deux ou trois phrases avec lesquelles vous avez voulu bien désigner mon peuple. Vous parlez avec la même litote que j'entends en France depuis très longtemps qui ne peut être expliquée que par votre profonde ignorance de mon pays sur le plan politique.

J'ai un avantage sur vous. Je suis actuellement ami avec le chef du parti conservateur, mais j'ai suivi aussi depuis 40 ans relativement bien la politique intérieure de la France. Donc je peux faire une comparaison, ce qui n'est pas votre cas. Vous savez bien que les Anglais sont le moteur des quelques tentatives qui ont été faites pour construire une défense européenne. Je trouve difficile d'entendre que les Anglais sont à la traîne des Etats-Unis, comme si on était un petit bateau derrière un plus grand bateau. Mais ce n'est pas de cela dont je veux parler.

Je veux parler de la Turquie et de l'Europe, mais aussi de la chrétienté. Premièrement, je prends littéralement ce qu'a dit Jésus Christ à savoir "donner à César ce qui est à César et donner à Dieu ce qui est à Dieu". Je dirai même que vous avez là la base théologique de l'Etat laïc. J'ajoute pourtant qu'il n'y a que deux Etats laïcs en Europe, la France d'une part et la Turquie d'autre part. Dans tous les autres pays d'Europe sans exception l'Etat, d'après la Constitution, n'est pas laïc. Alors faites très attention quand vous voulez parler de l'Europe et de laïcité parce que les deux choses ne concordent pas du tout.

En revanche, ce à quoi nous devons attacher de l'importance, c'est à la contribution que peuvent faire les chrétiens à la constitution des valeurs politiques et surtout sociales de l'Etat. Là-dessus, il y avait à mon avis une omission dans votre discours qui est très importante. Ce qui met les pays européens ensemble est un phénomène qui s'appelle "la sécurité sociale". On en parle tellement que tout le monde l'oublie. Cette notion comprend l'injonction de Jésus qu'il faut aider son voisin.

Toutes les notions que nous partageons et que les Etats-Unis ne partagent pas et qui nous permettent de dire que nous sommes européens et qu'eux ils sont américains. Nous sommes différents parce que nos valeurs de bases sont différentes. Personne ne donne suffisamment d'importance à cette notion de "sécurité sociale", comme étant la colle qui unit tous les pays européens. A la réflexion, en donnant tellement d'importance au niveau social, nous nous privons d'une possibilité de contrer les Etats-Unis sur le plan économique. Je n'ai pas besoin de développer plus cet argument. C'est quelque chose que nous avons tous en commun. Ce sont des valeurs profondément ancrées dans la chrétienté et dans le message de Jésus Christ.

Je me permets de vous donner à tous une suggestion : au lieu de vous quereller dans le groupement de plus en plus réduit des catholiques en Europe, vous devriez élargir votre vision et essayer de vous fonder sur cette notion idéologique qui est "la sécurité sociale" dans tous ces aspects. Cela recouvre la totalité des valeurs de notre société. A vrai dire, nous le prenons tellement comme acquis que plus personne n'en parle. Néanmoins, son expansion vers l'Europe de l'Est est absolument évidente. En Turquie, ces valeurs sont respectées et cela depuis très longtemps.

(Applaudissements)

Michel ALBERT. - Merci Monsieur. Comme vous voyez, vous avez eu

beaucoup de succès ! Vous avez commencé sur un ton un peu pessimiste, mais vous pouvez être satisfait par l'écho qu'a rencontré vos propos.

Je salue M. Bordeaux-Groult qui entre à l'instant. Je ne vais pas vous accabler d'un quart-d'heure de conclusion, de synthèse comme il est dit. Je voudrais simplement peut-être embrayer un peu sur ce que disait M. Neville Maryan Green à propos de "la sécurité sociale". En effet, cela rejoint bien notre sujet général sur le rôle de la démocratie chrétienne en Europe.

Il me semble que le trait commun au système économique-social européen, c'est 1) l'économie de marché 2) une certaine protection sociale qui signifie que tant en matière économique qu'en matière sociale, il y a un rôle de l'Etat que l'on ne trouve pas aux Etats-Unis par exemple. Cela est dû me semble-t-il à la rencontre, à la convergence entre les conceptions démocrates-chrétiennes et les conceptions sociales démocrates. Je suis frappé de voir que le mot social-démocrate n'a pas été prononcé ce matin alors que Jacques Delors par exemple écrit dans ses mémoires que, pendant les dix ans de sa présidence, les progrès de l'Europe ont été engendrés par l'accord entre les démocrates-chrétiens et les socialistes. Cela vaut la peine de noter cela.

Je note également qu'il y a un autre mot qui n'a pas été prononcé, c'est le mot subsidiarité qui est au coeur de la pensée démocrate-chrétienne et qui s'oppose à l'absolutisme de la souveraineté. Les démocrates-chrétiens sont des hommes et des femmes qui croient que la bonne répartition des compétences publiques suppose qu'il y ait un maximum de compétence à la base, certes, mais qu'il y ait autant que le bien commun l'exige, des compétences communes au-delà des souverainetés et par conséquent une supranationalité.

Henri CATHERIN. - C'est le fédéralisme !

Michel ALBERT. - Parfaitement. Ce sont deux appellations de la même chose.

Il me semble qu'au moment où nous sommes confrontés à une mondialisation qui est fondamentalement boiteuse, qui ne fonctionne que par les marchés dans tous les sens du mot y compris les trafics et les pire trafics, je crois que la notion de subsidiarité avec la nécessité comme le disait le pape Jean XXIII d'une autorité planétaire globale est quelque chose qui donne un sens nouveau et qui devrait donner un élan nouveau à la pensée démocrate-chrétienne.

Voilà quelques mots...(*Applaudissements...*)... qui essaient de faire transition

par rapport au thème qui sera développé cet après-midi. Je dirai un dernier mot.

Sur le sujet que développera tout à l'heure Christian Saint-Etienne "L'Europe puissance ou servitude", je crois qu'il n'y a pas deux termes, il y en a trois, c'est puissance, servitude et exemplarité. Nous pouvons difficilement aspirer à être une très grande puissance, nous ne pouvons certainement pas accepter d'être en état de servitude.

Peut-être notre expérience européenne aura-t-elle valeur d'exemplarité dans le nouveau monde de la mondialisation.

(Applaudissements...)

LES LIVRES DE NOS COLLABORATEURS ET AMIS

Charles DELAMARE - Francis OLIVIER
L'Europe, Incarnation de la démocratie chrétienne
Ed. L'Harmattan

Maurice BLIN
Nostalgie d'empire
Ed. Ellipses

Jeudi 29 janvier 2004 (après-midi)

L'Europe en 2004 au carrefour de son histoire : puissance ou servitude ?

Denis BADRÉ. - Il a semblé ressortir des débats de ce matin que l'histoire de la démocratie chrétienne et celle de l'Europe sont intimement liées. **Christian Saint-Etienne**, professeur aux Universités de Tours et de Paris-Dauphine se propose d'introduire le débat pour laisser un point de vue allemand s'exprimer. Cela permettra d'avoir une discussion et éventuellement de confronter les opinions avec la thèse suivante : "l'Europe en 2004 au carrefour de son histoire, puissance ou servitude ?"

Rapport de Christian SAINT-ETIENNE

Nous sommes vraiment dans une période clé, même si cette expression a été utilisée avant, et le sera après, parce qu'il y a des décisions qui doivent être prises d'urgence. Idéalement, elles auraient déjà dû être prises. Elles doivent certainement être adoptées dans les deux ou trois ans qui viennent. C'est la dernière fenêtre de tir, selon moi, si l'on veut éviter un affaiblissement marqué de l'Europe dans le monde des années 2020.

La perspective que je vais aborder est de regarder l'Europe non pas aujourd'hui selon les intérêts nationaux ou sectoriels des uns ou des autres ou les présupposées politiques des uns ou des autres. Mais sous l'angle stratégique : je vais regarder le monde d'aujourd'hui en me plaçant en 2020. C'est une inversion de position.

L'Union européenne en 2020

Je me place en 2020, en imaginant le monde le plus probable. Cela peut paraître extrêmement surprenant de dire que l'on a une vision assez claire du monde de 2020 alors que dans le même temps on a des difficultés à dire quelle sera la conjoncture française, européenne voire mondiale à l'automne 2004.

En changeant de domaine et de perspective, il y a des choses que l'on peut dire à un certain niveau pour 2020, alors même qu'il y a des incertitudes très fortes sur le quotidien. Comment pourrait se présenter le monde de 2020 ? Quand on essaie d'imaginer le monde, en se projetant à 15 ou 20 ans, la variable clé est la variable démographique. La question de la démographie est toujours difficile à aborder parce qu'elle est à la fois humaine par sa nature et qu'elle peut être traitée de façon très technique. On peut observer, à travers l'histoire du monde, une corrélation très forte entre la population, le dynamisme de l'évolution de la population et le dynamisme des pays et des politiques qu'ils mènent.

De même, on observe au cours du temps qu'il y a très peu d'exemple, si ce n'est aucun quand on les décortique, d'expansion économique durable qui ne s'appuie pas sur une expansion démographique. Les Trente glorieuses ont été portées par la démographie. La corrélation est très forte entre les Trente glorieuses et l'essor démographique extraordinaire de la France entre 1945 et 1975. Ignorer cette corrélation est complètement stupide.

De même, aujourd'hui, les difficultés de l'Europe face aux Etats-Unis sont marquées du sceau de la différence de l'essor démographique des deux ensembles. Actuellement, l'Europe est en déclin démographique. C'est déjà commencé. Les Etats-Unis sont encore en essor démographique.

La croissance démographique, c'est un élément. Ensuite il faut tenir compte de la productivité. Il se trouve que les Américains ont à la fois une croissance démographique plus rapide que nous et aussi une productivité plus forte. Quand vous faites la somme des deux, vous avez des perspectives de croissance à long terme aux Etats-Unis qui ne sont pas du tout les mêmes que les nôtres. Là aussi, c'est une rupture récente parce que la productivité a augmenté beaucoup plus vite en Europe qu'aux Etats-Unis jusqu'en 1995.

Depuis 1995, il y a une inversion de l'évolution de la productivité entre les deux ensembles. Si cette évolution se prolonge à l'horizon 2020, la violence des évolutions sera stupéfiante.

Il y a dix ans, en 1990, le niveau de vie moyen de l'Europe actuelle à quinze était revenu à 80% du niveau de vie américain. Nous sommes retombés à 70 %. 10 points de baisse en dix ans. Est-ce à dire qu'en 2020 on sera tombé à 50 % du niveau de vie américain ? Ou est-ce qu'on aura remonté ? Ces questions de démographie et de productivité sont très importantes.

Les perspectives économiques, politiques et stratégiques de l'Europe en 2020 divergent puisqu'à ce moment-là nous serons probablement 33. L'avenir de l'Europe ne sera pas le même si l'on a mis en place une politique stratégique qui nous ramène au niveau des années 1990 où on assistait à un retour à la parité avec les Américains en termes de niveau de vie ou de productivité ou bien si nous continuons sur la pente sur laquelle nous sommes entraînés aujourd'hui. C'est vraiment une question-clé que de s'interroger sur les évolutions de population et de productivité.

A l'horizon 2020, on constate que les Américains auront eu une évolution extrêmement favorable de leur population sous l'effet de l'immigration bien sûr, mais aussi sous l'effet d'un taux de natalité interne beaucoup plus élevé que celui de l'Europe. La France, le Royaume-Uni, la Hollande sont les seuls pays européens à résister à la dépopulation, avec la Suède. La France est le principal pays euro-continental à résister dans la débâcle démographique européenne actuelle.

C'est un sujet d'étonnement continu pour moi de voir comment on occulte ce fait capital. De mon point de vue, si l'on avait une réflexion politique forte en France, il y aurait au moins quelqu'un qui devrait poser la question de savoir pourquoi le taux de fécondité des Françaises se maintient à 1,9 alors qu'il est tombé à 1,4 voire moins en Italie, en Espagne, voire même à 1,2 en Russie et en Allemagne. C'est une question très importante. Même si l'on évolue autour de 1,8, 1,9, au bout de dix-quinze ans les effets sont considérables.

Si on prolonge les courbes à l'horizon 2050, l'Allemagne qui a 80 millions d'habitants tombe à moins de 60 millions, l'Italie tombe à 40 millions, vous imaginez... Qui plus est, ce ne sera plus la même population. Les quarante millions d'Italiens et les soixante millions d'Allemands seront beaucoup plus âgés. En même temps on aurait toujours soixante millions de Français. Ce sont des évolutions extrêmement violentes. Quand on regarde l'évolution démographique, l'unité d'évolution c'est 25 ans : en 2050 c'est deux unités.

La marge d'erreur à l'intérieur d'une unité de prévision est extrêmement faible. La marge d'erreur de prévision d'une évolution de population à l'horizon de vingt ans est du même ordre d'importance que la marge d'erreur sur l'évaluation du stock. La seule marge d'incertitude est liée à l'évolution du taux de fécondité. Si on ne se trompe pas sur les femmes qui sont comptées actuellement, en termes de composition démographique également, si l'on ne fait pas trop d'erreur sur l'évolution du taux de mortalité, les femmes qui vont

avoir des enfants sont nées. Après, c'est une prévision sur le taux de fécondité, on aura à l'horizon de vingt ans une marge d'erreur relativement faible.

Evidemment si on regarde à l'horizon de cinquante ans la marge d'erreur est beaucoup plus élevée. Si on regarde le monde à l'horizon 2050, selon les prévisions de la Direction des populations des Nations unies, nous étions 6 milliards en octobre 1999 sur la planète, on doit passer à près de 9 milliards d'habitants en 2050. Dans le monde à 9 milliards d'habitants en 2050, cette Direction prévoit que s'il y a actuellement un milliard d'habitants en Amérique du Nord et en Europe, il y aurait toujours 1 milliard d'habitants en 2050 en Amérique du Nord et en Europe.

Ces évolutions de prévision de la population ont été assez largement commentées dans la presse, le fait que l'on passe de 6 à 9 milliards, le fait qu'en ce qui concerne l'Amérique du Nord et l'Europe, on reste constant à 1 milliard, cela a été relativement peu commenté. Pourtant, de notre point de vue, ce n'est pas pareil. Ce n'est pas le monde qui passe de 6 à 9 milliards, ce sont les autres qui passent de 5 à 8.

On imagine bien en termes de perspectives politiques et stratégiques l'influence que ces évolutions peuvent avoir, c'est-à-dire que l'évolution de la population et l'évolution des masses productives se fait en dehors de l'Europe.

Si l'on regarde les différents pays de l'Europe intégrant cette régression, on note que s'il y a bien toujours un milliard d'habitants en Europe et en Amérique du Nord, en réalité, les Etats-Unis plus le Canada, passent de 300 à 380 millions d'habitants, c'est encore une assez forte évolution positive ; l'Europe, au sens large, qui est actuellement à 700 millions d'habitants perd 100 millions d'habitants.

Face à ces chiffres, ce qui me stupéfie continuellement, c'est l'absence de débat. Ce sont des chiffres... on peut les discuter techniquement, si on pense que c'est complètement débile, que les 500 statisticiens économistes de la Direction de la population des Nations unies à New York se trompent, on le dit.

Maintenant si l'on n'a pas de raison objective de le dire, on part de cette constatation pour examiner notre avenir et comment nous y préparer. De mon point de vue cela devrait être le travail de la Commission européenne.

Que fait la Commission européenne ?

Elle est bien sûr gardienne des Traités cette Commission, notamment du Pacte de stabilité et de croissance, donc notamment du comportement de la France et de l'Allemagne face à ce Pacte de stabilité et de croissance. Si je vois une Commission européenne dans le contexte où nous sommes qui utilise son capital politique, intellectuel et stratégique à se demander comment on va clouer au pilori la France et l'Allemagne devant la Cour de Justice européenne et qu'en revanche on a 0 % de ce capital stratégique qui réfléchit à l'avenir de la population dans le monde à l'horizon 2050, je me dis qu'il y a un problème d'allocation de ressources.

Le travail de la Commission européenne c'est de se projeter à l'horizon de 20 ou 50 ans. C'est là où elle aurait un ascendant sur les gouvernements nationaux, tellement évident que ceux-ci se tairaient. Alors que, en rentrant à l'intérieur de problèmes qui sont de court terme, elle se retrouve à égalité, voire en situation d'infériorité avec les gouvernements nationaux, elle se fait descendre en flammes, ce qui est très mauvais pour la construction européenne.

Qui plus est, quand on dit que l'on va perdre 100 millions d'habitants, on n'épuise pas la totalité de la problématique. Les 625 millions d'Européens de 2050 auront un âge moyen qui ne sera pas du tout le même que les 725 millions d'aujourd'hui. En 2030 déjà plus de 30 % de la population européenne aura plus de 60 ans. Une partie de plus en plus importante aura plus de 80 ans. Avec une multiplication du nombre de centenaires. Nous allons vers un vieillissement majeur de la population.

Ce qui m'intéresse dans la réflexion sur la veille stratégique, ce sont moins ces chiffres mais le fait que l'on n'en parle pas du tout. C'est une information aussi importante que l'information elle-même. Cela traduit la dégénérescence de la capacité de réflexion des élites européennes et la capacité de prendre en compte le futur. Si en 1945 on a réussi à faire trente ans de croissance à 4 % l'an, c'est que l'on se projetait trente ans plus tard.

Si l'Europe aujourd'hui, qui est encore une source de capital humain et de capital financier énorme se posait la question de son positionnement à l'horizon 2020, eh bien, il y aurait des politiques qui redeviendraient possibles ! Elles relanceraient l'activité, y compris à court terme, mais ce sont des politiques que l'on ne mettra pas en oeuvre si l'on regarde l'horizon 2005 alors qu'elles apparaîtraient évidentes si on regarde l'horizon 2020. C'est pour cela que ces questions d'horizon sont tout à fait cruciales.

Sur des sujets comme la relance des infrastructures européennes, des capacités de recherche européenne, l'effort à faire en termes d'éducation au niveau européen, si vous mettez autour de la table des représentants de toutes les forces politiques, économiques et sociales et que vous vous projetez à l'horizon 2020, à part un ou deux hurluberlus, 95 % des gens seront d'accord sur le constat et sur ce qu'il faut faire. Maintenant, vous prenez les mêmes et vous leur demandez de porter un jugement sur l'automne 2004, ils vont s'étriper. La bonne façon de faire les choses, c'est de les obliger à regarder 2020 et ensuite de se dire : à partir du moment où on est d'accord sur ce que l'on veut faire en 2020, comment cela se décline pour y arriver. A ce moment-là on peut réintroduire des dynamiques positives.

Denis BADRÉ. - Dans votre intéressant ouvrage "La puissance ou la mort" publié au Seuil, il y a un chapitre sur ce sujet. On peut en parler !

Christian SAINT-ETIENNE. - Dans le livre que j'ai publié au mois d'octobre, je traite du déclin démographique prévisible à l'horizon de quinze ans. Si j'insiste autant c'est parce que je pense que l'on peut faire quelque chose. En fait, ceux qui n'en parlent pas pensent qu'on ne peut rien faire. Pour cacher leur incapacité de faire, ils occultent le sujet. Si je parle de l'Europe de 2020, c'est que je pense qu'il y a quelque chose à faire pour que l'Europe de 2020 joue son rôle dans l'histoire du monde.

L'Europe mise en minorité

A l'horizon 2020 un autre deuxième élément-clé est que l'on a toujours regardé l'Europe comme un modèle parfait qui va s'imposer au reste du monde. C'est toute la vision de la tradition politique européenne. Elle est en train d'inventer un nouveau modèle politique qui va préfigurer le gouvernement mondial de demain. Nous sommes entrés dans un phénomène de souveraineté partagée. Nous construisons les instruments pour dépasser les vieilles nations qui se sont fait des guerres. Ce que nous avons réussi au niveau européen préfigure ce qui va arriver au niveau mondial. La construction européenne depuis quarante ans s'est faite dans cette perspective.

Le drame que nous vivons en Europe est que cette vision a du plomb dans l'aile aujourd'hui. Le plus probable à l'horizon 2020, ce n'est pas l'émergence d'un gouvernement mondial, c'est l'exacerbation des nationalismes. Cela, c'est très gênant pour l'Europe parce que cela remet en cause complètement le modèle politique sur lequel nous nous sommes construits. Particulièrement l'émergence de cinq grandes puissances nationalistes. Elles auront en 2020 une population cumulée qui sera six fois supérieure à celle de l'Union euro-

péenne et un PIB cumulé qui sera trois fois supérieur à celui de l'Union européenne à 28, Turquie comprise.

Ces cinq puissances nationalistes sont les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie et le Japon. Ces cinq puissances nationalistes, je fais exprès de les décrire comme cela parce qu'en réalité, elles construisent des stratégies de développement centrées sur la nation et elle se projettent dans tous leurs projets de moyen long terme comme des nations combattantes. Ce n'est pas moi qui l'invente, c'est par exemple écrit noir sur blanc dans le fameux document de politique stratégique du gouvernement américain, publié en septembre 2002, qui préfigure la guerre d'Irak.

Il y est même écrit : les nations qui ne se battent pas seront éliminées et c'est bien fait pour elles. C'est donc une vision complètement prométhéenne du monde. Dans un combat, c'est celui qui est battu qui à tort. Or, dans le même temps, l'Europe a une vision du droit contre la puissance qui est en décalage total avec la réalité, d'autant plus que nous ne nous donnons pas les instruments de la puissance.

Ce débat du droit et de la puissance, je ne vais pas l'aborder ici, je l'aborde dans le livre. Simplement, c'est un débat qui vient de l'approche de Kagan, un analyste américain qui a publié un livre sur le thème : l'Amérique mène une politique de puissance, mais l'Europe se voue au droit parce qu'elle n'a plus les moyens de la puissance. Mais, dit-il à l'Europe, quand vous aviez les moyens de la puissance, vous ne vous êtes pas gênés pour l'utiliser. Donc, ne venez pas nous reprocher, aujourd'hui que nous avons la puissance, de l'utiliser. C'est un livre où il y a pas mal d'idées finalement assez basiques.

Il y a un point important que je retiens d'une discussion sur ce thème, c'est que l'Europe a raison de vouloir avancer dans une direction d'Etat de droit mondial, mais pour être crédible dans ce domaine il faut qu'elle ait un minimum d'instruments de puissance. Si elle ne se dote pas elle-même d'un minimum d'éléments de puissance, elle sera balayée.

Ce qu'ont fait les Américains, demain d'autres le feront, les Russes, s'ils en ont les moyens un jour. S'il y a d'autres pays qui peuvent un jour, comme la Chine, avoir des leviers d'influence sur l'Europe, ils les utiliseront également.

La question fondamentale est : "est-ce que nous serons capables de nous doter d'un minimum d'instruments de puissance pour faire prévaloir notre vision stratégique d'un monde qui se construit sur le droit" sachant qu'en

plus, pendant des centaines d'années l'Europe s'est construite par la puissance, par la violence, et que les deux ne sont pas nécessairement associées.

Que faire ?

L'Europe a un problème avec le mot de "puissance" pour les raisons que l'on connaît. Il y a un besoin, dans le cadre d'une réflexion stratégique sur l'avenir de l'Europe, de relancer un débat sur cette question.

A nouveau, il importe de se rendre compte, de même qu'il y a des puissances négatives de destruction, qu'il peut y avoir des puissances positives de création, de développement de richesse morale, intellectuelle, matérielle.

En 2004, compte tenu de l'évolution euro-dollar, le PIB des Quinze sera équivalent à celui des Etats-Unis. On n'a pas du tout l'impression que c'est le cas puisque la masse économique européenne n'est pas organisée en puissance alors que la masse américaine l'est. En termes de moyens financiers, de moyens humains, nous avons tout ce qui est nécessaire pour réagir aujourd'hui.

Le monde du déclin programmé de l'Europe à l'horizon 2020, avec une Europe sous-productive qui fait beaucoup moins d'efforts de recherche que les Etats-Unis et qui voit sa population s'étioler, c'est simplement l'effet de la non-décision. On peut parfaitement, de mon point de vue, inverser ces évolutions. Contrairement à ce que l'on peut penser, on peut faire évoluer les taux de démographie, on l'a vu dans le passé.

De même sur la R&D (la recherche et le développement), on est capable de trouver en France trente points de PIB à dépenser sur la protection sociale et on n'a pas l'argent pour passer de 2,2% de PIB en recherche et développement à 2,4. Là aussi, un moment donné, on peut se dire : "est-ce que il n'y a pas des réallocations de ressources qui sont nécessaires, mais qui posent des questions sur les taux d'activité aux différents âges, etc... des questions-clés pour l'avenir" ? De même, en termes de taux d'investissement, l'investissement productif est une variable essentielle pour l'avenir. Donc mener des politiques favorables à l'investissement productif est décisif. C'est là qu'on s'aperçoit que les entreprises, qui sont le fer de lance de la croissance, sont essentiellement des entreprises de taille moyenne et très souvent à actionnariat familial. A ce moment-là la question est de savoir comment on favorise le développement des entreprises moyennes à actionnariat familial ? Sur toutes ces questions, l'élément-clé est effectivement de décider d'un avenir de puissance ou d'un avenir de servitude. Vous avez compris : je pense que l'Europe

s'est mise elle-même dans une configuration d'avenir de servitude.

Si je fais ce diagnostic, c'est évidemment parce qu'il m'insupporte, parce que je veux le dénoncer et parce que surtout je pense qu'il existe un avenir de puissance, de puissance positive et que le monde a besoin d'une Europe qui mène une politique de puissance positive. Le monde des années 2020, ce n'est pas un monde de pâquerettes et d'enfants qui boivent du lait, c'est un monde dur, avec des puissances nationalistes qui s'affrontent et je pense que l'on aura besoin d'une Europe qui mène une politique de puissance positive au service du droit.

(Applaudissements...).

Denis BADRÉ. – Vous venez de dire que l'Europe avait choisi la servitude. Je pense que vous vous êtes laissé emporter par votre pessimisme. Je pense personnellement que l'Europe d'abord c'est une question de volonté politique, qui doit résulter et provenir de l'attente et de l'ambition des citoyens.

Henri MÉNUDIER. - Un mot de remerciement. Je suis tout à fait d'accord avec cette analyse, je suis content qu'elle mette au premier plan les problèmes de démographie. M'occupant des questions allemandes, je ne cesse d'insister là-dessus parce que c'est un facteur essentiel. Et cela explique beaucoup des difficultés que rencontre l'Allemagne actuellement.

Je trouve important aussi que dans sa réflexion Christian Saint-Etienne nous ait invités à cette vision stratégique. Pour déterminer ce que seront les rapports entre l'Europe même à 25 et 28 par rapport aux grandes puissances qui sont en train de s'affirmer.

Jacques MALLET. - J'ai demandé à un représentant de l'ambassade d'Allemagne **M. Gerhard Almer**, Conseiller pour les affaires politiques à l'Ambassade, qui suit de très près les questions européennes, de dire quelques mots de commentaire pour que vous ayez un point de vue allemand dans ce débat.

Gerhard ALMER. - Je vous remercie beaucoup de me donner l'occasion de m'exprimer. Les hommes politiques et diplomates ne sont jamais aussi pessimistes que paraît le penser M. Saint-Etienne. Nous agissons pour défendre nos intérêts, pour améliorer la situation en Europe de l'Est et rendre l'Europe plus forte.

Quelles sont les priorités allemandes en ce qui concerne l'Europe ? J'en vois quatre.

La première : réussir l'élargissement. Deuxièmement, aboutir à une Constitution. Troisièmement, renforcer la compétitivité de notre industrie, stimuler la croissance économique, l'innovation, ce qui est absolument indispensable quand on regarde la situation économique aujourd'hui. Quatrièmement, constituer l'Europe en un acteur politique sur la scène internationale.

D'abord l'élargissement. On a négocié durement ces dernières années à Bruxelles avec les dix pays candidats qui seront membres en 2004. C'est toujours le fameux acquis communautaire qu'ils doivent atteindre. Ils y sont arrivés, mais ce n'est pas la fin de l'élargissement. Celui-ci commence le 1er mai, on a des règlements maintenant pour tout, mais il faut les mettre en pratique. On a prévu des fonds structurels, des fonds de cohésion, des fonds de politique agricole commune pour les autres pays membres, mais ce sera toujours difficile de réaliser ce que l'on a promis, c'est-à-dire d'arriver au point que, vraiment, les gens qui reçoivent les fonds soient bien ceux qui doivent les recevoir, que tous ces mécanismes bureaucratiques et techniques fonctionnent. C'est le travail quotidien à Bruxelles des pays membres et surtout de la Commission européenne.

Il ne faut pas oublier que cet élargissement est un événement historique. En Allemagne tout particulièrement on ne l'oublie pas. On a eu l'expérience allemande de la réunification. Pour nous, c'est l'édification de l'Europe maintenant qui est en jeu. Ces pays-là doivent rattraper un retard de plusieurs décennies. C'est une priorité absolue. Pas pour nous seulement, mais aussi pour toute l'Europe, cette Europe à 25. On ne s'arrêtera pas là. Christian Saint-Etienne l'a évoqué.

Il y a d'autres pays avec lesquels on négocie : la Bulgarie, la Roumanie. Là aussi, cela se passera de la même façon que pour les dix autres. On s'attend à leur adhésion en 2007. Après, on doit traiter le sujet de la Turquie. Son intégration n'est pas très populaire en France, mais pour le gouvernement allemand la position est assez claire. Les mêmes critères politiques et économiques sont valables pour la Turquie que pour les autres pays candidats.

La Turquie est un pays à vocation européenne depuis une quarantaine d'années. Ce qui est très important pour nous, c'est que c'est le seul pays qui tente de concilier la religion islamique avec une société démocratique tolérante, ouverte. C'est le grand projet du gouvernement turc de combiner ces deux éléments-là. Il a fait beaucoup d'efforts, il a déjà eu beaucoup de succès. C'est un long chemin, mais déjà beaucoup a été fait. Il faut soutenir la Turquie. On

ne peut pas la repousser car c'est un pays charnière entre nous et le Proche-Orient. Il ne faut pas sous-estimer l'influence d'un succès en Turquie : la Turquie devenant membre de l'Union européenne avec ce modèle de société, elle servira d'exemple à tous les autres pays islamiques dans la région. C'est pour cela que l'Allemagne dit clairement : si les conditions politiques et économiques sont remplies, nous sommes pour l'adhésion de la Turquie. La question de la Turquie est importante. Je le répète toujours devant un public français parce qu'il faut vraiment en discuter.

Le deuxième point : la Constitution. La position allemande est claire. Nice était nécessaire, c'était la pré-condition pour l'adhésion des Dix, pour tenir la date du 1er mai 2004, c'était nécessaire d'avoir un accord à Nice. Mais Nice n'ouvre pas de perspectives pour l'avenir.

L'avenir, pour nous, c'est la Convention à créer, c'est la condition pour réaliser l'union des Etats et des citoyens, une union démocratique. C'est pour cela que la double majorité est importante. Ce sera le seul moment où le citoyen allemand aura le même poids que le citoyen luxembourgeois. Les compétences du Parlement européen seront renforcées et les possibilités de contrôle des gouvernements nationaux seront renforcées. Démocratie, transparence, subsidiarité. Il y a des mécanismes pour clairement faire la différence entre les compétences européennes et nationales et bien sûr, c'est très important, la capacité d'agir. La Constitution donnera à l'Europe la possibilité d'agir.

Troisièmement : économie, compétitivité, croissance. Nous connaissons le processus de Lisbonne, tous les sommets européens du printemps s'occupent de cela. Dans cette initiative de croissance l'Allemagne et la France ensemble ont fait beaucoup d'efforts pour que le projet ne concerne pas seulement des projets portant sur le béton, c'est-à-dire la construction des routes et des trains, les fameux réseaux trans-européens, mais qu'il aide à promouvoir l'innovation et la recherche dans les secteurs industriels d'avenir.

Avec l'Angleterre, la France et l'Allemagne coopèrent dans l'industrie. Il y a eu une rencontre à trois au niveau des chefs de gouvernement le 18 février parce que l'Allemagne, la France et l'Angleterre sont les trois pays qui ont toujours une industrie importante en Europe. Pour nous, l'avenir, ce n'est pas une économie de services, c'est aussi une économie avec un fort pourcentage d'industries de pointe, d'innovation. Ce n'est pas seulement produire des choses que l'on peut plus facilement faire en Chine ou en Inde.

Le quatrième élément : l'Europe doit devenir un acteur politique sur la scène internationale. Vous connaissez les parties de la Constitution qui sont très importantes à cet effet. Après du président du Conseil permanent, l'on introduit un ministre des Affaires étrangères européen avec un service diplomatique européen. Ce ministre aura la fameuse double casquette, il doit combiner les compétences de M. Patten, de la Commission et de M. Solana, combiner les ressources financières que la Commission met à disposition des pays en voie de développement et en même temps, il marie tout cela avec la PESC, (politique extérieure et de sécurité commune). C'est un élément important de la Constitution. Il permettra de dépasser la structure traditionnelle du pilier communautaire et du pilier intergouvernemental ; il faut mettre ces responsabilités ensemble pour pouvoir jouer un rôle sur la scène internationale. Il y a d'autres progrès importants qui auraient pu attendre quelques années, il y a une stratégie européenne de sécurité qui définit des risques et menaces mondiaux, qui donne des priorités pour agir ensemble en Europe et en même temps, nous avons fait des progrès dans la politique européenne de défense, de sécurité. Notamment la France et l'Allemagne ont bien coopéré, on a trouvé un accord de base ensemble avec l'Angleterre, non pas pour faire concurrence aux Etats-Unis, mais pour être complémentaire avec eux.

Henri MÉNUDIER. - Je remercie Gerhard Almer de nous avoir indiqué ces grandes perspectives.

Jacques LAIK. - Je voulais m'adresser à M. Saint-Etienne, mais tout d'abord, à Gerhard Almer de l'ambassade d'Allemagne. Il a dit que pour réussir l'Europe il fallait réussir d'abord l'élargissement. Pour cela il faut formuler des conditions. A-t-on une stratégie pour cet élargissement face aux cinq nationalismes dont a parlé M. Christian Saint-Etienne et particulièrement a-t-on une stratégie face au duopôle sino-américain ? Ces questions étaient presque contenues dans l'exposé de M. Christian Saint-Etienne que je remercie d'être optimiste à partir d'éléments négatifs. Ce n'est pas un paradoxe ! J'ai lu son livre "La puissance ou la mort". Enfin il nous donne des éclairages que les politiques ne veulent pas nous donner.

François LAULAN.- Je voulais poser une question à M. Saint-Etienne, lui dire que je suis frappé de ce qu'il projette les Etats-Unis comme étant une nation qui va croître et devenir très importante, continuer d'être très importante dans le futur alors qu'avec la guerre en Irak elle a quand même perdu beaucoup d'argent, beaucoup de vies, elle s'est fait des ennemis dans beaucoup d'endroits de la terre. Il y a des analystes comme Emmanuel Todd qui entrevoient plutôt le déclin américain.

François-Georges DREYFUS. - Est-ce que, de même que la réunification de l'Allemagne a aggravé ou entraîné un repli économique allemand, l'élargissement qui va arriver n'entraînera pas, n'accélérera pas le repli économique de l'Europe ? Si l'Europe et les Etats-Unis étaient à peu près au même niveau dans les années 1985-1990, dans quelle mesure l'élargissement à des pays pauvres comme l'Espagne et le Portugal n'a-t-il pas contribué à aggraver la distorsion entre l'Europe et les Etats-Unis ?

Hervé COLLET. - En quoi la démocratie chrétienne a : 1) une parole spécifique à donner, originale et 2) est révolutionnaire par rapport aux perspectives pessimistes évoquées par M. Saint-Etienne ?

Jean-Pierre LAFAURIE. - On a beaucoup parlé de la Turquie. Je voudrais parler du Maghreb qui est aussi important en termes de population et avec lequel nous avons des relations historiques, ô combien fortes, et dont 10 % de la population vit déjà en France.

Est-ce que vous voyez un avenir dans les liens entre l'Europe et le Maghreb puisque vous avez beaucoup parlé de la Turquie ?

Christian SAINT-ETIENNE. - D'abord, mon propos n'est absolument pas pessimiste. Il se veut lucide. S'il apparaît comme pessimiste c'est parce que cela diverge peut-être avec des préjugés que l'on peut avoir. En fait, il est lucide. Le monde est comme cela, il faut simplement s'obliger à le regarder tel qu'il est. Il n'est pas pessimiste parce que je suis convaincu qu'à partir du moment où on est lucide, on se donne les moyens d'agir sur le monde et qu'au contraire ce qui serait pessimiste c'est de ne pas regarder le monde. C'est important de le dire parce que le mot pessimisme conduit parfois à renoncer à l'action alors qu'en fait c'est à partir de la lucidité qu'il s'agit de préparer l'action.

Je ne répondrai pas à toutes les questions, mais à M. Laulan sur l'avenir des Etats-Unis. J'ai débattu avec Emmanuel Todd dans le journal *Le Soir* récemment. Je lui ai dit que premièrement, je ne vois pas les Etats-Unis en position d'hégémonie pour l'éternité. Les Etats-Unis apparaissent comme une hyperpuissance en l'absence d'autres puissances. C'est pour cela que je dis que ce qui est pertinent pour moi, c'est le monde des années 2020. Si la Chine continue de se développer, on aura l'émergence d'un nouveau duopôle.

De mon point de vue on est dans une période transitoire entre le duopôle soviéto-américain des années 1944-1990 et un duopôle sino-américain en 2010-2020. Il est clair que le comportement que l'on a vis-à-vis des Etats-Unis, le discours que l'on a, n'est pas le même si l'on se dit qu'ils sont la seule hyper-puissance pour un temps donné ou pour toujours. Ce n'est pas la même politique, y compris pour eux et dans la façon dont on les aborde. Néanmoins, si je connais les points faibles des Etats-Unis, je disais à Emmanuel Todd, que, de mon point de vue, à l'horizon 2020 le problème stratégique pertinent, c'est la disparition de l'Europe de la scène mondiale. Ce n'est pas l'affaiblissement éventuel des Etats-Unis.

Celui-ci peut survenir en 2030-2040 parce que les Etats-Unis n'ont que 300 millions d'habitants. Ils ne vont pas garder l'hégémonie dans un monde où il y aura 8 milliards d'habitants, où la Chine sera revenue à parité avec eux avec 1,5 milliard d'habitants. Si l'Inde a émergé il y aura 60 % de la population en Asie. Si je représentais l'Europe et que j'allais discuter avec l'administration ultra-nationaliste actuelle des Etats-Unis, j'arriverais en disant : "écoutez cela vous amuse beaucoup de diviser les Européens entre eux, on le comprend. Placez-vous maintenant en 2012. Il y a une dépêche qui vient de tomber sur les téléscripteurs de la Maison Blanche. Après 24 ans de croissance à 9 % l'an, la Chine est en train d'émerger comme la deuxième puissance de la planète, devant le Japon et se prépare à égaler les Etats-Unis. L'information tombée en ce joyeux matin de 2012 c'est que l'empereur du Japon se rend en Chine pour conclure une alliance éternelle entre le Japon et la Chine". Parce que à un moment ou un autre, les Japonais vont faire leur compte. Comme d'autres, ce qui les intéresse c'est de survivre. Les Américains, ils les aiment bien parce qu'ils sont plus puissants qu'eux mais le jour où il y aura plus puissant que les Américains ils peuvent basculer.

Je dirais aux Américains ce matin-là de 2012, quand on aura cette annonce : "la vieille Europe de la France et de l'Allemagne retrouvera son lustre. Peut-être pourrait-on négocier ensemble un avenir commun plutôt que de passer notre temps à se bouffer entre nous".

L'hyper-puissance américaine, ce n'est pas pour toujours, mais à l'horizon des vingt prochaines années c'est certain. Pour moi la question stratégique du monde, d'autant plus que je suis européen, des vingt prochaines années, c'est le risque d'implosion stratégique de l'Europe.

Maintenant, si l'on s'intéresse à la politique, c'est autre chose. Il y a une question qui m'intéresse toujours c'est la divergence que l'on a tous, entre la

fonction de parents et celle de citoyens ! En tant que parents, on veut tous que nos enfants arrivent à Bac +4 et soient ingénieurs, cadres, etc...; en tant que citoyen on n'est pas prêts à faire les efforts pour renforcer le potentiel économique de la France et de l'Allemagne, pour que l'économie de la France et de l'Allemagne donne du travail au niveau bac+4 aux enfants des familles qui le souhaitent.

(Applaudissements...)

Quand on va se dire que les deux faces doivent converger et que, si en tant que père et mère de famille, on veut que nos gamins soient tous ingénieurs, techniciens, entrepreneurs, etc. il faudrait peut-être qu'il y ait des entreprises qui leur offrent des emplois et que donc on mène des politiques qui permettent qu'il y ait des entreprises leur donnant des emplois à l'horizon de quinze ans.

Autre question : c'est quoi la démocratie chrétienne ? Pour moi, c'est la démocratie appliquée à l'homme, c'est-à-dire l'humanisme. Par rapport à l'analyse que j'ai faite, la démocratie chrétienne peut avoir un projet de civilisation. La démocratie chrétienne mais pas seulement elle, je pense qu'il existe tout un mouvement de gens qui ont une vision stratégique. On peut se projeter sur l'avenir et dire : sur l'horizon 2020, si l'on veut développer l'enseignement secondaire et supérieur, si l'on veut former des gens de qualité, il faut commencer tout de suite un énorme programme de relance de la R&D, des systèmes productifs, de la productivité, de la compétitivité et en même temps développer les échanges culturels.

Autre question sur la coopération franco-allemande : A la fin de mon livre sur "La puissance ou la mort", je propose la mise en place d'une centaine d'universités franco-allemandes et avec le Bénélux, 40 en France, 40 en Allemagne et 20 dans le Bénélux et je propose la création de 800 lycées franco-allemands. Je pense que ce sont des choses qui vont ensemble et qui pourraient être au cœur d'un programme politique répondant à l'attente d'Europe. Parler de coopération, c'est très bien, mais un moment donné il faut que cela se concrétise. Si l'on ne crée pas des universités franco-allemandes et des lycées franco-allemands, le reste ne viendra jamais. Je pense que cela peut se faire demain, à partir du moment où on a une vision stratégique claire.

Pourquoi ne met-on pas en place un statut d'entreprise franco-allemand qui pourrait obliger l'Europe à avancer plus vite ? On pourrait imaginer de dire : on va créer un droit des affaires franco-allemand. Ce serait un superbe projet et si même on ne faisait que cela, un droit des affaires franco-allemand, 800 lycées franco-allemands et ne serait-ce que quarante grandes universités fran-

co-allemandes, je peux vous dire que le reste suivra. C'est un beau projet pour la démocratie chrétienne.

(Applaudissements...)

Gerhard ALMER. - Bien sûr il y a les relations privilégiées de la France avec le Maghreb. Les Allemands n'ont pas vocation à traiter particulièrement de celles-ci. Pour nous le Maghreb fait partie de la Méditerranée. Il y a une structure euro méditerranéenne pour coopérer et intensifier le dialogue entre les pays riverains du sud de la Méditerranée et l'Europe. C'est surtout la présidence italienne qui insiste là-dessus récemment. Nous soutenons ce projet. Nous savons très bien que c'est aussi dans notre intérêt. Il y a la protection des frontières, les émigrés, la criminalité organisée qui joue un rôle important en Méditerranée. On ne peut le combattre qu'en accord avec ces pays.

La question sur les réponses que l'Union doit donner face au poids croissant des autres pays, c'est ce que j'ai évoqué, dans les deux derniers points. D'abord une relance économique, une économie européenne innovatrice, stimulante, capable de résister aux pressions mondiales de la concurrence mondiale.

La deuxième réponse, c'est la capacité politique et militaire que nous voulons créer avec la Constitution et la coopération pour la défense et la sécurité. C'est ce qu'il faut faire pour être un partenaire valable.

L'unification allemande, oui, c'est vrai a pris beaucoup de nos ressources humaines, financières ces dernières années, mais c'est une traversée du désert. Il fallait le faire pour créer un pays uni, stable et devenant plus riche à l'avenir. C'est ce qu'il faut faire avec l'Europe de l'Est également. Il n'y a pas d'autre alternative. C'est vrai, on a investi beaucoup en Allemagne de l'Est et l'on n'a pas pu investir dans d'autres choses.

Les projets franco-allemands, on en a discuté pendant la journée franco-allemande, le 22 janvier dernier. On est plus modeste que M. Saint-Etienne, on parle de la connaissance des langues, on essaie de convaincre les jeunes Français d'apprendre l'allemand, ils ont la possibilité de le faire, mais ils ne veulent plus. La même chose se passe en Allemagne. Il faut stimuler les jeunes Allemands à apprendre le français. Il y a des lycées franco-allemands, c'est vrai, mais pas 800.

Christian SAINT-ETIENNE. - Il y en a combien ?

Gerhard ALMER. - Il y en a deux en France et le même chiffre en Allemagne. L'idée existe, mais il n'y en a pas 800 ! On essaie de créer des organismes un peu comme M. Christian Saint-Etienne l'a évoqué. C'est un début. Il faut continuer le débat.

(Applaudissements)

Henri MÉNUDIER. - Je vous remercie. Le président espagnol Gil-Robles est parmi nous. On ne va pas le faire attendre. Je remercie les intervenants.

LES LIVRES DE NOS COLLABORATEURS ET AMIS

Christian SAINT-ETIENNE
La puissance ou la mort
Ed. du Seuil

Denis BADRÉ
L'attente d'Europe
Ed. Albin-Michel, coll. Fondation R. Schuman

La crise de l'Europe

Denis BADRÉ. - Nous entamons notre deuxième étape de cet après-midi placée sous les auspices du Parlement européen, en les personnes éminentes de **José Maria Gil-Robles**, député européen, ancien président du Parlement européen, de **Jean-Louis Bourlanges**, député européen et de **Guido Bodrato**, député européen.

Rapport de José Maria GIL-ROBLES

Je vous remercie de l'opportunité de réfléchir à haute voix. Le titre de la conférence est incitatif. Il nous amène à développer une réflexion sur les causes de la crise de l'Europe, pour, peut-être, formuler des solutions.

J'ai commencé à m'intéresser aux affaires de l'Europe en 1955-1956. C'était déjà la crise de l'Europe. Nous avons connu un demi-siècle de crises successives de l'Europe qui nous ont amenés à la situation présente.

Denis BADRÉ. - François Bayrou rappelle régulièrement que crise vient du grec "krisis" qui signifie moment décisif !

José Maria GIL-ROBLES. - On dit chez nous que les morts que vous tuez sont toujours en bonne santé, l'Europe est un exemple de cette réflexion. Les anti-européens annoncent toujours les derniers jours de l'Europe, mais celle-ci ne se porte pas mal, après un temps de crises et de problèmes. Il est tout à fait évident cependant que nous sommes dans une crise de croissance.

Quelle crise en Europe ?

D'ici trois mois aura lieu le plus grand élargissement de l'histoire de l'Europe. C'est pratiquement un doublement. On commence de plus en plus à parler de réunification.

Cela veut dire deux choses. D'abord c'est quelque chose que l'on devait faire, qui est un devoir historique de l'Europe. Nos frères qui sont restés der-

rière le rideau de fer ont maintenant l'opportunité de nous rejoindre et l'Europe, depuis le commencement, a été conçue comme un espace à vocation de croissance, à vocation de mettre dans la communauté tous les Européens. Nous ne ferons que remplir notre vocation.

Deuxièmement, nous le faisons au moment historique où c'est possible. Dans l'histoire, on fait les choses quand on peut et pas quand on veut. Nous aurions voulu les faire rentrer chez nous probablement dès les années 50. Il a fallu attendre l'écroulement de l'Empire soviétique, la situation de faiblesse de l'Union soviétique pour rendre possible la réunification. Il n'est pas si sûr que la situation sera aussi favorable dans quelques années ou dans quelques décennies.

Il faut profiter du moment pour faire ce que l'histoire nous donne l'occasion de faire. Des discussions sur le point de savoir si l'unification sera une réussite ou pas peuvent aller bon train. En tout cas c'est quelque chose que l'on est obligé de réaliser. Malgré toutes les craintes exprimées, je reste optimiste. Evidemment jusqu'ici tous les élargissements de l'Europe ont suscité des remous et des réticences et tous les élargissements de l'Europe, c'est une constatation, ont été des réussites, et du point de vue économique et du point de vue de la vitalité du continent. Nous citons très souvent un fait : le commerce entre le Portugal et la Grande-Bretagne est un commerce séculaire. Depuis toujours les grands clients du Portugal sont en Grande-Bretagne, mais ce commerce s'est multiplié par 8. Il est passé à 800 % du commerce précédent depuis l'entrée du Portugal dans l'Europe !

L'élargissement a été un succès du point de vue économique pour ces deux pays. Il suffit de voir comment les nouveaux adhérents ont profité, le mien inclus, de l'entrée dans l'Union européenne. De l'autre côté, les Etats de l'Union, eux aussi, on fait des excellentes affaires avec les pays qui sont entrés dans l'Europe, comme ils vont continuer à faire des excellentes affaires avec les pays qui vont entrer avec cet élargissement à dix ou à douze, parce qu'il ne faut pas oublier qu'il y en a deux qui sont sur la ligne d'attente. Ils seront chez nous en 2007.

Ce sera aussi un succès économique, après toutes les difficultés, après des moments de tension, des moments problématiques, mais quand on verra cela dans huit ou dix ans, l'élargissement aura été un succès, du point de vue économique.

Mais il y a aussi une crise de croissance, une crise de changement de la

constitution de l'Union. Je ne dis pas la constitution au point de vue juridique, mais du point de vue organisation, des composantes de l'Union. Une union à 25 n'est pas une union à 6, ni même une union à 12. Tout à l'heure j'ai eu l'impression que très souvent on a conservé la nostalgie de l'Europe à Six, la bonne vieille Europe des fondateurs.

Denis BADRÉ. - Pourtant on a réalisé un magnifique gain avec l'Espagne !

José Maria GIL-ROBLES. - On a la nostalgie de cela. Nous étions ensemble très contents, cela marchait bien, on était plus ou moins homogène. Probablement c'est vrai, mais c'est fini. On ne peut pas revenir en arrière dans l'histoire. L'Europe à 6, c'est fini. L'Europe à 15 sera finie en avril. C'est une nouvelle Europe à 25.

Là, il nous faut avoir en tête qu'il y a un problème, une évolution irrépressible dans le modèle de l'Europe. Je ne me réfère pas à l'Europe intergouvernementale ou fédérale, non ! Ce sera une Europe à noyau dur ou une Europe polycentrique, ce que j'appelle une Europe à la Bismarck ou une Europe à l'Adenauer. Parce que les Allemands ont commencé à s'unifier sous la direction de la Prusse qui était réellement le poids déterminant dans le premier Empire allemand. Elle menait l'Empire allemand et le dirigeait de manière déterminante.

Le résultat n'a pas été bon. Il n'a pas été bon sous le premier Empire allemand, il n'a pas été bon sous la République de Weimar et les Allemands ont eu la grande chance que lorsqu'ils se sont réunifiés après la Deuxième Guerre mondiale, le schéma qu'ils ont obtenu était un schéma beaucoup plus polycentrique, beaucoup plus équilibré dans leur Constitution. On a peu discuté pour savoir si c'étaient les Allemands qui l'exigeaient ou non ; en tout cas ils ont eu la grande chance de faire une Allemagne beaucoup plus équilibrée. Il est remarquable qu'après la réunification, la Prusse n'est plus la Prusse. Elle a été morcelée, la capitale est revenue à Berlin avec beaucoup de réticences parmi ceux qui pensaient qu'il y avait un danger de revenir à une Allemagne dominée par une certaine partie du nord.

Je pense que l'Europe doit tirer une leçon de cela, c'est-à-dire que l'on ne peut pas avoir une Europe dominée ni par les six fondateurs, ni par l'axe franco-allemand, c'est une Europe qui doit être beaucoup plus polycentrique. Les tensions que nous avons constatées cette année se déroulent dans ce contexte.

Quand on parle de la position vis-à-vis de l'Irak il est clair que maintes nations européennes ont décidé de ne pas suivre l'axe franco-allemand. Je vais le dire d'une façon volontairement provocante. Il y a des pays de l'Europe qui ont dit : si l'on doit choisir un protectorat, autant choisir le protectorat américain plutôt que le protectorat franco-allemand ! Evidemment aucun ne l'a exprimé comme cela, mais plusieurs pays le pensaient. Le choix que nous devons faire n'est pas celui-là. C'est d'avoir une Europe où tous participent aux décisions. Elles ne résulteront pas du protectorat d'aucun des autres pays de l'Europe. Dans la discussion pour le système de décision au Conseil, il y a en grande partie ce problème qui sous-tend les discussions. On devra trouver une solution qui soit respectueuse des différentes populations et de leurs poids respectifs.

On ne peut pas traiter le peuple espagnol à parité avec la France ou l'Allemagne, mais évidemment on peut faire des différences plus grandes ou plus petites et on doit organiser le système de vote au Conseil de façon à ne pas accorder un poids excessif à aucun des pays. Je le dis en général. Techniquement, c'est possible. Voilà un des défis de ces prochains mois. Il faut résoudre ce problème au sein du Conseil et au sein du Parlement. La Convention a laissé ouverte une question très délicate qui est la composition du Parlement européen. Il faut être conscient qu'il y a là un problème politique qui doit être résolu.

Deuxième question de notre modèle politique : il faut savoir ce que nous voulons dans la Commission.

La conception démocrate-chrétienne de l'Union

Pour les démocrates-chrétiens, cela a toujours été clair. Nous voulons que la Commission soit le gouvernement de l'Europe. Le gouvernement de l'Europe maintenant ne peut pas être un gouvernement de type de la Suisse, avec un petit collège établi d'une façon théoriquement indépendante, ou presque, des partis et avec un savant dosage des partis. Pourquoi ?

Il y a d'abord que nous sommes dans un espace beaucoup plus divers que la Suisse, il y a trois cultures, trois langues, trois ou quatre Suisses si nous ajoutons les Romanches. Chez nous, nous sommes vingt-cinq communautés différentes et chacune est très orgueilleuse de sa langue et de sa façon d'être. C'est très difficile de faire une balance à 25, afin que tous soient équitablement représentés. On aurait pu faire une Commission plus réduite, mais ce n'est pas le cas. En fait ce n'est pas le cas encore, probablement cela arrivera avec le temps.

Deuxièmement, dans les gouvernements européens, la formule est de moins en moins le collège et de plus en plus le président et ses ministres. La Commission européenne curieusement a suivi ce même système. A mesure que le nombre de Commissaires a augmenté, il se trouve que l'on a un Président avec un poids prépondérant. C'était le cas du Président Jacques Delors. Si le président n'a pas le poids suffisant, alors la Commission ne marche plus. Les gens veulent avoir, surtout dans un monde médiatique, une figure, une tête sur laquelle on peut porter les louanges ou les critiques, mais quelqu'un qui incarne le pouvoir.

La Commission va s'organiser autour d'un Président avec une structure qui permette qu'il y ait 25 ou 30 commissaires qui ne seront pas tous égaux les uns par rapport aux autres, mais ce sera une inégalité de fait, pas une inégalité de droit. Cela me semble incontournable.

Si on était parvenu à un accord à Bruxelles, un des éléments de l'accord était cette situation de la Commission, un commissaire par Etat membre, avec un renforcement des pouvoirs du Président. Cela veut dire que la Commission a de plus en plus besoin d'une double confiance, pas seulement la confiance du Conseil, mais celle du Parlement.

La crise de la Commission Santer a été la première manifestation que sans la confiance du Parlement, la Commission ne pourrait plus vivre. Il n'y avait pas une majorité théoriquement pour la censure. Elle aurait pu se produire, mais la Commission Santer a démissionné dès qu'elle a senti qu'elle n'avait plus la confiance du Parlement. En droit parlementaire, c'est quelque chose qui se passe toujours ainsi. Cela veut dire que la crise de l'Europe sera surmontée dans la mesure où les partis européens s'adapteront à cette nouvelle situation. Cela exige un nouveau rôle des partis européens qui n'arrive pas à éclore. Il est dans l'œuf et il n'arrive pas encore à se transformer en poussin.

Si les partis européens reçoivent de l'argent dans la prochaine législature, émanant du budget européen, comme cela va être le cas, ils commenceront à être plus indépendants des partis nationaux. Actuellement ils ne sont encore que des fédérations de partis nationaux. Ils n'ont ni l'indépendance ni la personnalité propre qu'ils devront revêtir à mesure que l'Union s'affirmera.

On ne pourra pas avoir une élection de Président de la Commission sans que ce soit un choix politique par le truchement du Parlement européen comme cela arrive chez nous par le truchement des Parlements et par des par-

tis européens qui proposeront un Président et une politique européenne. Ce ne sera pas le cas pour les prochaines élections européennes, malheureusement. Cela aurait été un grand pas en avant. Jacques Delors l'avait déjà proposé il y a cinq ans, mais les idées sont lentes à faire leur chemin. Il faut évidemment dépasser les réticences des chefs des partis nationaux.

Vous imaginez que le jour où un Président de la Commission pourrait se vanter d'avoir derrière lui 80 millions de votes face à un chef de gouvernement qui dans le meilleur des cas aurait 10 millions ou 15 millions de votes derrière lui, cela lui donnerait une voix très forte. Les chefs de gouvernement actuellement n'en ont aucune envie. C'est une évolution que seules la pression de l'opinion publique et la force des partis, avec ces nouvelles ressources des partis européens sachant assumer les causes européennes, seront capables de faire. Pour cela ils ont non seulement besoin d'argent, mais aussi de donner des réponses européennes à des problèmes européens. Voilà ce que les partis européens doivent faire maintenant dans les années à venir. C'est d'ailleurs la meilleure façon de dépasser les clivages nationaux, par une action de consensus dans un dialogue à l'intérieur des partis comme on le fait maintenant seulement au sein du Parlement européen.

Le financement est capital

Troisièmement, la crise européenne a besoin de résoudre une fois pour toutes la question du financement de l'Europe. Cette question s'est fortement dégradée depuis le début. Les pères fondateurs ont voulu une Europe avec des ressources propres, ne dépendant pas des Etats. Seulement ils ont établi ces ressources propres au moment où le processus d'unification de l'Europe faisait diminuer ces mêmes ressources. Les droits de douane ont pratiquement disparu mais une organisation ne peut pas vivre sans un financement suffisant. On ne peut pas demander à l'Union européenne de faire plus de choses, dans plus de pays, avec moins d'argent.

On peut certes le demander, mais c'est réclamer le miracle de la multiplication des poissons et des pains qui a eu lieu une fois dans l'histoire. Très difficile à répéter ! J'ai l'impression que quand on veut faire plus de choses en politique, on a besoin de plus de budget. Il faut maintenant entamer une négociation qui établisse des ressources propres à l'Europe. Sinon, on va entrer dans un cauchemar.

La négociation de Berlin était un cauchemar. Quatre Etats étaient comme des petits poussins à demander et onze à donner. Dans la prochaine négociation il y aura treize petits poussins qui demanderont et il y en aura douze qui

donneront. Vous comprenez que la multiplication des problèmes se fait d'une façon exponentielle parce qu'il y a beaucoup plus de relations entre les uns et les autres. On ne peut pas marcher comme cela, on ne peut pas avoir une organisation où tous les six ou sept ans on se demande si l'on va avoir suffisamment d'argent pour faire les politiques qui sont essentielles à l'Europe. Il faut résoudre cela une fois pour toutes, en donnant à l'Europe une fraction des impôts européens. Il n'est pas nécessaire de procéder à l'augmentation de la charge fiscale, mais si les Etats se déchargent sur l'Europe d'une certaine quantité de leurs tâches il faut qu'ils se déchargent aussi des ressources correspondantes.

Je pense que cela va être la vraie crise de l'Europe. La crise actuelle est institutionnelle et dans une telle crise on s'arrange à la fin avec un peu plus de pouvoir pour toi, un peu plus de pouvoir pour moi, je te donne trois députés par là, toi tu m'en donnes quatre. Ce sont des négociations qui sont toujours possibles. Si l'on n'a pas une Constitution européenne avant les élections européennes, on l'aura avant la fin de l'année. C'est à peu près évident maintenant pour tous les chefs d'Etat et de gouvernement qu'ils doivent le faire, ils ne peuvent plus se payer l'absence d'une Constitution qui est pratiquement achevée. Les problèmes viennent après : comment va-t-on payer toute cette réforme ? Ce sera une crise de l'Europe qui durera une année ou deux. Heureusement il va y avoir un redressement économique. Les problèmes financiers sont beaucoup plus difficiles à résoudre en période de crise. Si le redressement économique commence à se produire vers la fin de cette année, l'année prochaine on pourra avoir une solution plus facilement. Sinon, on va connaître des moments extrêmement difficiles dans les prochaines années.

(Applaudissements...)

Denis BADRÉ. - J'ai été ravi de vous entendre parler du sommet de Berlin. On n'a pas du tout exploité cette affaire. J'ai été amené à le faire à la tribune du Sénat et par écrit. Berlin a été un drame.

Le budget de l'Union était fondé au départ sur des ressources propres qui progressivement ont fondu. Aujourd'hui 85 % viennent des cotisations des membres et 15 % des ressources propres vraiment européennes, comme les droits de douane. A Berlin on a encore amputé une partie de ces 15%, puisque pour calmer les Britanniques et les Néerlandais, et pour que la France puisse faire accepter ce qu'elle voulait sur la PAC, on est tombé d'accord pour qu'une partie des droits de douane perçus à l'entrée de l'Union soit ristournée au pays dans lesquels les produits entrent, c'est-à-dire le plus souvent la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. C'était une manière de compliquer encore plus le chèque britannique et de le rendre moins réversible en l'éten-

dant aux Pays-Bas. C'était surtout une nouvelle réduction des ressources propres de l'Union.

On a un système qui est complètement fou. Un système dans lequel 80 % des recettes sont votées par les parlements nationaux alors que les dépenses sont votées par le Parlement européen. Je ne vois pas où la démocratie se retrouve là-dedans ! Par ailleurs, plus on aura un système dans lequel les recettes viendront des cotisations des membres, plus on s'enfermera dans des analyses en termes de "juste retour", ce qui est le contraire de l'intérêt commun et de son expression puisque ce ne sont que les intérêts particuliers qui s'expriment. Vous le disiez, je ne peux pas m'empêcher de rebondir et de dire combien je suis heureux de vous avoir entendu parce que je me bats depuis des mois sur ce genre de sujet. Et vous l'avez dit avec beaucoup plus de force que je ne peux le faire. Merci !

(Applaudissements...)

Rapport de Jean-Louis BOURLANGES

Pour taquiner un peu José Maria, quelle est la différence sur le plan des ressources entre un Anglais et un Espagnol ? Un Anglais dit : "Je veux que mon argent revienne" et un Espagnol dit : "Je veux que l'argent des Anglais me revienne" !

L'un des problèmes du budget européen, c'est que c'est un budget incroyablement déséquilibré dans sa structure de la dépense. Le problème, contrairement à ce que disent en permanence les Allemands, n'est pas un problème de niveau de dépenses qui serait trop élevé, contrairement à ce que disent les Britanniques, ce n'est pas d'avoir un "juste retour", le problème c'est qu'à peu près 85 % du budget européen est tourné, soit vers des dépenses agricoles, c'est-à-dire vers 4 % de la population européenne, soit vers des dépenses de transferts aux pays en moindre croissance si bien que, quand vous êtes un citadin, un bourgeois des villes septentrionales de l'Europe, vous n'êtes pas concerné par la dépense européenne. Ce n'est pas que l'on dépense trop. Je crois que l'on a raison de faire ce que l'on fait en matière de cohésion et de fond structurel.

On a raison, on peut discuter sur le fond de financer une PAC, même si je suis partisan d'une réforme de cette politique. Mais je crois que l'on a tout à fait tort de ne pas mettre en plus des dépenses qui soient des dépenses de synergie. Un exemple classique est celui des dépenses militaires dans lequel chacun se retrouve.

Quand vous êtes un bourgeois riche de l'ouest parisien, vous habitez Ville d'Avray par exemple, vous payez beaucoup d'impôts sur le revenu, mais en contrepartie vous avez un commissariat de police, vous avez une armée qui vous défend, vous mettez votre enfant dans une école, etc. donc vous en avez peut-être moins pour votre argent que quelqu'un qui contribue beaucoup moins, mais vous en avez quand même pour votre argent.

Le problème fondamental du budget européen est qu'il est conçu de telle manière que 70 % des citoyens ont le sentiment que c'est de l'argent qu'on leur prend pour le donner à d'autres.

Qu'est-ce que je peux dépenser au niveau européen de façon plus efficace qu'au niveau national ? L'exemple de la Défense est typique. Nous dépensons à peu près la moitié, (cela varie suivant le cours de l'euro), nous les Européens de ce que dépensent les Américains pour leur Défense et nous avons des capacités opérationnelles qui sont égales à 10 % à peu près des capacités opérationnelles américaines. Qu'est-ce qui est la victime ? D'abord le contribuable. Là, on voit bien quel serait un autre cheminement vers le problème de l'affectation des ressources.

Le sujet de ce colloque est la crise de l'Europe. Je crois que les manifestations de cette crise telles que nous les voyons, c'est-à-dire le blocage de la Constitution, la crise du Pacte de stabilité et de croissance, les manifestations d'avarice de la part d'un certain nombre de pays, ce que j'appelle l'alliance des radins, les Six pays, dont la France qui disent : "pas plus de 1 %, on veut bien l'élargissement, mais à l'œil". Derrière cela la crise de politique étrangère qui s'est manifestée à travers l'affaire irakienne et, enfin, la crise qui est devant nous, l'incertitude qui est devant nous et qui est terrible, qui est la question de l'adhésion turque. Tout cela forme un ensemble difficile.

On ne peut comprendre cette crise que si on la met en perspective et que si on part de l'idée que la machine européenne a commencé à s'affoler au lendemain du traité de Maastricht, au moment de la définition des critères d'élargissement à Copenhague ou globalement on a subordonné l'élargissement à rien de bien précis, sinon le respect de l'acquis communautaire, c'est-à-dire une vision totalement fondée sur le rétroviseur de l'Union européenne. D'autre part, on a refusé les réformes institutionnelles au cours de tous ces rendez-vous manqués. Déjà Maastricht qui était très positif sur le plan monétaire renvoyait la solution du problème institutionnel à plus tard. Plus tard, ce fut Amsterdam.

Amsterdam a renvoyé à Nice, Nice a renvoyé à la Convention et cette dernière a renvoyé la Constitution aux chefs d'Etat et de gouvernement. Il faut comprendre que l'on est sur une crise de longue durée ou plutôt la crise que l'on observe aujourd'hui est l'aboutissement d'une longue dérive de l'idée européenne. Je pense qu'il faut analyser les composantes de cette dérive pour prendre la mesure de cette crise qui est, à mon avis, très fondamentalement une crise du sens de la construction européenne. On fait des choses en Europe, on fait des choses utiles, on fait des choses bien, on en fait d'importantes, de moins importantes, mais on ne sait pas ce que l'on fait.

Trois problèmes non résolus

La Construction européenne est indéterminée dans son orientation. Nous avons trois questions qui sont devant nous et qui auraient dû être résolues après la chute de l'Union soviétique et avant l'élargissement. Avant ce n'était pas nécessaire de les résoudre et la méthode Monnet consistant à avancer petit à petit convenait parfaitement bien, mais au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique, nous étions obligés, me semble-t-il, de nous poser les questions de fond. Nous ne l'avons pas fait.

D'abord qui sommes-nous ? Le problème de l'identité européenne. En second lieu, que voulons nous faire ensemble et séparément, chacun chez nous, et troisièmement, par quelles constructions juridiques, politiques et institutionnelles voulons nous assumer ces tâches communes ?

Trois questions, au bout du compte, simples. Si l'on avait pris soin d'y apporter des réponses claires, à mon avis, l'ensemble des solutions pratiques se seraient déclinées à partir de ces réponses de principe. L'identité, on a refusé de la poser. On a toujours dit que l'Europe avait vocation à s'élargir. On n'a jamais dit jusqu'où. On n'a jamais posé de critère. Il y a des critères possibles, soit des critères concernant l'Europe, critères géographiques, historiques, culturels, soit des critères relatifs à l'Union européenne, c'est-à-dire caractérisés par le projet lui-même. Le projet entraîne les frontières. Vous ne faites pas la même chose en Union européenne selon que vous la réalisez avec la Turquie ou sans elle. Ce n'est pas le même projet. Le problème d'identité n'a pas été résolu.

Un exemple tout à fait typique : on a répété pendant toutes ces années que la politique extérieure de l'Union, c'était son élargissement. Formule que l'on a entendu vingt-cinq fois. Cette formule ne signifie qu'une chose : c'est que nous sommes incapables de penser la différence entre être à l'intérieur de l'Union et être à l'extérieur de l'Union.

Deuxième question qui n'est pas résolue, ce que l'on appelle juridiquement les compétences : qu'est-ce que nous voulons faire ensemble ? Sommes-nous assez confiants les uns envers les autres pour faire en commun certaines choses, et lesquelles ? Là encore, on voit bien que la question n'a pas été abordée.

Nominalement l'Union européenne a toutes les compétences de la terre. Quand on prend les compétences du Traité de la Communauté européenne, des deuxième et troisième piliers : politique étrangère, justice, affaire intérieure, quand on voit les compétences en matière de politique économique, tout est traité, tout est à la portée de l'Union européenne. En réalité c'est un faux-semblant. Valéry Giscard d'Estaing, quelques mois après le lancement de la Convention, a été conduit à dire : " nous ne recherchons pas de compétences supplémentaires, avec celles que nous avons nous pouvons très bien fonctionner ", ce qui est relativement juste.

Après avoir dit cela on a maintenant des barrières entre compétences nationales et compétences européennes qui sont des barrières procédurales. C'est-à-dire que l'on a dit qu'un certain nombre de choses sont restées soumises au principe de l'unanimité, sont restées au niveau intergouvernemental. Concrètement, cela signifie que cela reste national. Ainsi vous faites une politique étrangère à l'unanimité, cela veut dire qu'il n'y aura pas de politique étrangère, sauf si elle répond simultanément, ce qui n'arrive jamais, à l'orientation de toutes les politiques nationales en même temps. C'est bien la politique nationale qui est première et, par miracle, par réflexion, par discussion, tous les Etats se mettent d'accord à un moment donné, ce sera la politique européenne mais il n'y a pas de véritable transfert à une Union européenne. Il y a l'espérance déçue, comme sur l'affaire irakienne, que les gens convergent objectivement. Ce n'est pas différent de ce qu'était le Concert des nations au dix-neuvième siècle, ce n'est pas différent de l'Europe du congrès de Vienne, ce n'est pas différent de toute l'Europe des congrès du dix-neuvième siècle dont on voit qu'ils n'ont pas empêché le déchirement des deux guerres mondiales. On ne va pas aller au déchirement des deux guerres mondiales, mais on a des conflits politiques comme on l'a vu au cours de la crise irakienne.

Il y a une hypocrisie des signataires du traité qui disent : vis-à-vis de l'opinion publique l'Europe va s'occuper des grandes choses : de politique étrangère, de défense, de politique économique et fiscale, etc.. mais ce que l'on donne d'une main on le retire de l'autre et en vérité on se protège, on se cla-

quemur. Cela conduit, soit à une inexistence politique, soit à des aberrations comme sur le plan fiscal. On a maintenu l'unanimité en matière fiscale ce qui fait que cette décision qu'on a prise unanimement, on ne peut plus en sortir.

Prenons l'affaire de la fiscalité des buralistes. Pourquoi on n'arrive pas à faire quoi que ce soit avec les buralistes ? Si nous ne pouvons pas donner satisfaction aux buralistes, c'est simplement parce qu'on a une règle d'unanimité et que les Allemands la font valoir, donc on est bloqué. Le problème des compétences n'est pas résolu.

Troisième problème, celui des institutions. On voit bien que Maastricht a maintenu et même renforcé l'existence de trois systèmes institutionnels distincts dont le premier est compatible avec chacun des deux autres, mais ils ne le sont pas tous.

Le premier système, que j'appellerai un fédéralisme technocratique, c'est-à-dire des institutions intégrées, destinées non pas à prendre des décisions politiques, mais à prendre des décisions qui s'imposent pour des raisons de rationalité, des raisons juridiques. Les figures, les instruments de ce fédéralisme technocratique sont représentés pour l'essentiel par la Commission dans la mesure où elle intervient comme autorité administrative indépendante, comme autorité pré-juridictionnelle en matière de concurrence, de dette d'Etat et de contrôle des concentrations abusives. Elle est une autorité administrative indépendante comme le CSA, la commission de la concurrence et elle est responsable de ses actes uniquement devant la Cour de justice. Les deux autres institutions c'est la Cour de justice bien entendu et à partir de Maastricht la Banque centrale qui est un instrument de gestion dépolitisée de la monnaie.

Ce fédéralisme est très utile à mon avis ; contrairement à ce que l'on en dit, on peut réfléchir à des aménagements et c'est cohérent. Simplement la politique n'y est pas présente.

Deuxièmement, nous avons développé à partir de Maastricht un fédéralisme démocratique qui s'est traduit par la transformation de la Commission qui était une sorte d'aéropage d'experts au départ, ce que Cohen Tanugi a appelé, en faisant un jeu de mots, la planète des sages et non pas la planète des singes, et on transforme cela en un véritable gouvernement composé d'hommes et de femmes politiques désignés par une instance politique, approuvés, donc investis par un Parlement élu au suffrage universel et censurés par ce Parlement. On met en place une logique dont on peut discuter les

modalités, mais pas la nature, une logique de démocratie parlementaire de type classique.

Troisièmement, on a plaqué sur ces deux organismes une Europe intergouvernementale qui est celle de Metternich, qui est celle des rapports entre Etats. Or ce ne seront pas les mêmes ressorts ni les mêmes logiques que les organismes définis plus haut. On est donc en face de ce que Jacques Delors appelle justement un objet politique non identifié, un OPNI.

Voilà les trois problèmes que nous avons et depuis la chute de l'Union soviétique, nous n'avons résolu aucun des trois.

Une Constitution faible

Maintenant, où en sommes nous aujourd'hui sur ce plan ? D'abord, est-ce que la Constitution résout ces problèmes ? Ma réponse est non. Je suis pour la Constitution dans la mesure où c'est un traité de plus qui améliore marginalement les autres traités, mais je crois que c'est une grave illusion d'imaginer que les problèmes fondamentaux que je viens de décrire brièvement seront réglés par la Constitution, ce qui d'ailleurs, pour nos familles politiques, pose un problème parce que nous devons à la fois soutenir la Constitution dans la mesure où c'est mieux que le Traité de Nice, mais nous ne devons pas non plus nous dissimuler que la Constitution n'est pas la réponse aux problèmes fondamentaux que se posent nos concitoyens et qu'il y aurait quelques dangers, quelques risques, à leur faire croire aujourd'hui, qu'avec la Constitution les problèmes fondamentaux seront résolus, car les trois problèmes subsistent. Prenons les dans l'ordre inverse que précédemment.

Le problème des compétences. Nous sommes dans une situation où nous avons un besoin absolu d'affirmation de l'Union européenne sur le plan de la politique étrangère, sur le plan de la politique de sécurité et surtout c'est peut-être plus prioritaire encore, sur le plan de la politique budgétaire et économique.

L'euro est gravement menacé si nous ne créons pas un gouvernement économique, non pas comme le disait M. Bérégovoy pour contrôler la Banque centrale, mais pour mettre en commun les politiques nationales. Or, sur ce plan, la décision prise le 26 novembre dernier par les ministres ECOFI est une décision de mise en congé des contraintes réglementaires, législatives, des contraintes du Traité en matière de coordination des politiques budgétaires. Ces contraintes étaient à la fois grossières et insuffisantes, mais quand on s'en est débarrassé on ne les a remplacées par rien.

De ce point de vue, la Constitution ne modifie pas la situation. Le texte reprend pratiquement les articles hérités de Nice, Amsterdam et Maastricht. En matière de politique étrangère seul un vote à la majorité qualifiée permettrait de faire une politique étrangère, il n'en est pas question ; en matière fiscale, c'est la même chose. Là, l'Europe ne franchit pas vraiment la porte sacrée du politique ; sur le plan institutionnel nous voyons bien que ce que j'ai décrit demeure. Certes la Constitution supprime formellement les piliers, mais elle maintient la diversité des procédures, notamment entre procédure intergouvernementale et procédure communautaire.

On voit bien que pour la Commission le système est désastreux, il est pire que le traité de Nice. Quand vous aurez des commissaires européens issus des grands Etats, qui seront dépourvus de droit de vote, ce qui leur arrivera dans une Europe à 30, une fois sur deux, ces gens-là n'auront rien de plus pressé que de se faire les porte-parole de leurs intérêts nationaux et de saper le travail des autres commissaires. C'est un système désastreux. J'en ai parlé à M. Giscard d'Estaing et il m'a dit : c'est un mauvais système, mais on va garder la Commission à 15 membres et on fera sauter la rotation égalitaire entre Etats. Mon oeil ! On n'y arrivera jamais. Je préfère encore le mauvais système de Nice sur ce plan.

Sur le plan de la méthode communautaire, on a donc maintien des procédures différentes, il n'y a pas de changement par rapport au système antérieur et, sur le plan des ressources, on a une stabilité absolue. C'est-à-dire que la décision de donner des ressources, donc de déterminer le budget, continue d'être prise, elle est plafonnée à 1,27 du PIB depuis Edimbourg au début des années 1990, et cela continue d'être un traité dans le traité. Pour augmenter les ressources, il faut non seulement unanimité des gouvernements, mais ratification par les parlements nationaux. La procédure prévue par le Traité est aussi lourde qu'un traité. Inutile de vous dire que dans l'atmosphère de radinisme général, rien ne bougera.

Enfin, le moins que l'on puisse dire, c'est que rien n'est clair. La logique aurait été de faire une Commission ramassée, de lui donner l'ensemble des responsabilités exécutives, quitte à l'équilibrer et la faire aussi censurer éventuellement par le Conseil européen. Là, les gouvernements ont choisi la double dyarchie : opposition entre le président du Conseil européen et le président de la Commission, opposition entre le ministre des Affaires étrangères et le président de la Commission. C'est un système qui peut-être marchera, mais qui est inutilement lourd et compliqué.

Sur le plan des institutions rien n'est donc clarifié, nous ne savons toujours pas quelle Europe nous avons. Sur le plan de l'identité, le problème de la Turquie est massif. A Helsinki, en 1999, les gouvernements ont dit que la Turquie avait vocation à rejoindre l'Union européenne : la vocation est un terme hautement spirituel, vocation, cela voulait dire dans leur esprit : donc elle n'entrera pas. Mais les Turcs ont pris exactement le contre-pied : Vous avez dit vocation, mon cher cousin ? Ils ont, dit-on, entre-temps aboli la peine de mort. Ils ont fait des tas de choses et maintenant on se trouve dans cette affaire avec un choix fondamental. Or l'entrée de la Turquie bouleverse complètement les choses.

N'oublions pas, club chrétien ou pas, que la frontière méridionale de l'Europe a été déterminée par les deux invasions musulmanes : l'invasion arabe et l'invasion turque et que c'est cela qui a déterminé sur la péninsule ibérique, la péninsule balkanique les frontières de l'Europe. Elles ont bougé, mais cela s'est fait dans ce mouvement.

La frontière de l'Europe est historique et culturelle. Si on la supprime, on n'a pas de raison de s'arrêter là. Derrière on aura l'Azerbaïdjan, l'Arménie, le Maghreb, etc...

Le choix pour l'Union européenne (fondamentalement c'est une ambiguïté présente dès le début), c'est de savoir si elle entend plutôt gérer une altérité, c'est-à-dire prendre des gens parce qu'ils ne se ressemblent pas, parce qu'ils sont quasiment en guerre les uns contre les autres et en disant "entre ces adversaires potentiels j'introduis du droit, de la coopération, des systèmes de solidarité, je détends les tensions, je réduis la guerre des civilisations", c'est possible, mais cela veut dire qu'il n'y a pas de vocation extérieure de l'Union, que tout se fait entre soi ou bien est-ce que l'Union européenne a pour vocation, non pas de gérer une altérité, mais d'exprimer une identité !

Quand vous regardez la situation en 1950, vous voyez que les gens qui ont fait l'Europe avaient ces deux idées : gérer l'altérité franco-allemande, mais en réalité il s'agissait de gens qui étaient de culture métissée, Schuman, Adenauer et de Gasperi, ils avaient aussi l'idée que derrière les constructions super-structurelles de l'Etat nation qui datent de six à sept siècles, il y avait une unité profonde de culture, de civilisation et que l'Europe devait exprimer cette identité. Ce choix là, c'est le choix fondamental qui n'a pas encore été fait. De grâce, n'abusons pas les gens, ne leur faisons pas croire que l'on peut à la fois faire une Europe forte, une Europe tournée vers l'extérieur, une Europe qui exprime une identité culturelle et historique commune et avoir la Turquie à l'intérieur. C'est l'un ou l'autre !

C'est le choix de Rocard ou bien le choix d'une Europe forte. Le choix de Rocard qui dit : "on fait une grande organisation internationale avec des moyens un peu renforcés et on aménage, on apaise les problèmes entre le sud et le nord avec la sixième flotte au milieu qui s'occupe du reste". Ou bien l'Europe constitue une entité propre, inspirée par sa culture propre. Voilà le choix.

(Applaudissements...)

Henri MÉNUDIER. - Le thème de la crise a été décliné de façon presque convergente : crise des institutions, crise financière, crise d'identité. Nous passons aux questions.

Henri CATHERIN. - En début d'après-midi on nous a décrit le rapport de force démographique. Maintenant on vient de nous parler du rapport de force idéologique. Toute cette journée on évoque ce rapport de force entre les grandes familles spirituelles. Je crois que, au lieu d'opposer tous ces rapports de force, il serait nécessaire de considérer en politique ce qui est complémentaire. Qu'en pensez-vous ?

René FOCH. - *Directeur-général honoraire à la Commission européenne.* Je voudrais attirer votre attention sur deux plans qui ne s'inscrivent pas exactement dans les vastes perspectives qui nous ont été décrites mais qui ont, à mon sens, beaucoup d'importance à terme. En marge des conflits qui n'ont pas permis d'aboutir à Bruxelles, deux décisions ont été prises.

La première est la création d'une Agence européenne d'armement, la deuxième, c'est la création malgré les objections américaines qui ont été surmontées, d'un état-major européen de taille restreinte. Ceci nous le devons à l'Angleterre qui s'en est chargée et a réussi à persuader les Américains que ce n'était pas la fin du monde, ni même la fin d'une alliance. En même temps nous assistons de la part de l'Angleterre, qui n'est pas prête d'entrer dans l'euro, à un effort déterminé pour jouer le jeu européen en matière de Défense.

Je cite quand même trois ou quatre exemples importants : *le premier*, les Anglais ont donné leur accord pour que l'OCCAR, (organisme commun de coopération en matière d'armement) soit fait de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Italie ; que l'OCCAR construise l'avion de transport militaire européen qui permettra effectivement une projection de force européenne là où ce sera nécessaire. *Deuxièmement*, la flotte de guerre britan-

nique a commandé deux porte-avions, un tiers des dépenses vont à une firme française qui assurera l'équipement électronique de ces deux bateaux d'avant-garde. *Troisièmement*, le gouvernement anglais vient de décider d'acheter des avions Airbus comme avions ravitailleurs pour la Royal Air Force.

Tout ceci exprime un engagement anglais dans la Défense européenne. Ce sont des investissements longs, mais qui porteront leurs fruits. Ils les produisent déjà sur le plan institutionnel parce que, pendant que nous parlons, nous voyons commencer à s'instaurer une pratique de réunions trilatérales entre le couple franco-allemand traditionnel et l'Angleterre, ce qui d'ailleurs provoque la mauvaise humeur de M. Berlusconi qui dit qu'il est opposé à toute troïka de ce genre.

Je pense qu'en matière d'armement, il y a une légitimité à parler entre les gens qui ont des budgets sérieux. Si en revanche cette troïka des trois puissances : France, Allemagne, Angleterre, prétendait régler les problèmes qui concernent tous les pays européens, il y aurait certainement de fortes tensions, mais enfin j'ai là le texte d'une intervention du ministre anglais des Affaires européennes qui décrit les choses comme il les voit. Voici ce qu'il dit : il faut donner de nouvelles impulsions à l'Union européenne et si le triangle Londres-Paris-Berlin peut y contribuer, c'est une très bonne chose. L'Europe n'est pas l'affaire de deux, trois ou quatre pays mais les trois grands ont une certaine responsabilité, y compris dans le monde. C'est quelque chose qui n'a pas été pris en compte dans notre pensée institutionnelle, mais qui s'impose d'une certaine façon dans la réalité. Il faudra repenser notre système de pensée.

Lorsqu'on parle de politique commune en matière commerciale par exemple, nous avons les instruments. Lorsqu'il s'agit d'avoir une politique étrangère, au fond, il y a deux contenus possibles, ou bien c'est l'usage en temps réel de la force économique, ou c'est l'usage de la force militaire soit de façon virtuelle, soit de façon réelle. Cette politique-là ne peut se développer que si l'on a des instruments et on commence à les avoir. En tout cas les décisions ont été prises.

Jacques MALLET. - Si les élections au Parlement européen ont lieu avant l'adoption de la Constitution, ce sera un désastre. Cela va être un vote des euro-sceptiques et des abstentionnistes. Si elle est adoptée, le Parlement européen va avoir des pouvoirs accrus.

Neville MARYAN GREEN. - Une question très précise : concernant l'élection du Président par le Parlement européen, l'idée que ce devrait être l'ex-

pression d'une coalition victorieuse aux élections, est-ce que cette idée vous paraît importante pour renforcer l'autorité de la Commission face au Parlement qui aura de son côté plus de pouvoir ? Nous devons essayer par les moyens dont nous disposons, d'essayer que le Président de la Commission européenne soit élu par une élection directe. Cette élection pourrait avoir lieu le même jour que l'élection du Parlement européen.

Henri MÉNUDIER. - Vous avez parlé, M. Almer, tout à l'heure des aspects institutionnels, financiers, voulez-vous vous exprimer ?

Gerhard ALMER. - M. Bourlanges est toujours un peu sévère avec les Allemands ! Les Allemands ne sont pas aussi pessimistes en ce qui concerne l'avenir de l'Europe. On fera des progrès énormes avec la Constitution. On ne l'a pas encore, les négociations sont interrompues, mais elles n'ont pas échoué. On est maintenant dans un processus de réflexion, on recommencera. On connaît les dates des élections européennes. Il faut créer les conditions pour une Europe forte capable d'agir.

En ce qui concerne les finances, la position de l'Allemagne est claire. On a co-signé cette lettre à Six. Qu'est-ce qu'on fait avec l'argent ? C'est beaucoup plus dans l'intérêt des signataires d'avoir un plafond et après de discuter ce que l'on va faire avec cet argent limité que de dire : on continue à dépenser l'argent comme avant et on en rajoute un peu plus.

Henri MÉNUDIER. - Un mot de conclusion M. José Maria Gil-Robles ?

José Maria GIL-ROBLES. - Je vais laisser la parole à Jean-Louis Bourlanges parce que je vais le taquiner un peu après !

Jean-Louis BOURLANGES. - Sur l'argent, je serais tout à fait d'accord avec votre approche, je n'ai pas été sévère avec les Allemands. Je suis sévère avec tout le monde parce que cette gestion est épouvantable et les Français font partie du club des radins. Simplement, je vous signale que l'on fait exactement le contraire. Si on avait appliqué la logique du rapport Sapir on aurait repensé les dépenses en disant " voilà avec l'argent que l'on a, ce que l'on peut faire", or on a fait exactement l'inverse.

On a conclu un accord sur le prolongement des dépenses agricoles entre Français, Allemands et les autres et ensuite on en propose un pour les défenses structurelles. On part de l'idée que les dépenses sont un acquis et ensuite on essaie de comprimer les recettes. Ce n'est absolument pas une

approche rationnelle. C'est une approche égoïste et une approche au rétroviseur. On essaie de perpétuer le passé au lieu de penser l'avenir.

Vraiment ne prenez pas cela pour de l'anti-germanisme ou alors les défauts de l'Allemagne sont étendus à tout le monde et d'abord à mon pays, car tout le monde aborde les questions comme cela, y compris ceux qui veulent dépenser beaucoup, y compris la France pour l'agriculture et les Espagnols pour les fonds structurels. Vraiment c'est le pire exercice budgétaire que l'on puisse imaginer !

Deuxièmement, sur les problèmes de l'élection du président de la Commission, je suis très en phase avec ce que pense José Maria là-dessus. Je le laisserai répondre. Simplement, dans l'état où est l'Union européenne (et loin de moi l'idée de minimiser le rôle des Etats), la procédure doit impliquer un accord entre les deux organes : Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement décidant à la majorité qualifiée et Parlement européen. On ne peut pas, ce serait gravement téméraire, aujourd'hui, je ne dis pas dans vingt ou trente ans, mais aujourd'hui même de faire quelque chose qui serait directement fondé sur le suffrage universel, avec des oppositions géographiques qui se cumuleraient avec des oppositions idéologiques, modèle Abraham Lincoln et la guerre de Sécession. Ce serait une grave erreur que de laisser sur le bord de la route les Etats. J'ai toujours été opposé dans les discussions sur la Constitution à un principe d'élection pure et simple du président de la Commission par le Parlement. Je croyais qu'il fallait de toute manière une association précise des chefs d'Etat et de gouvernement et de ce point de vue le compromis trouvé, qui est assez fidèle au traité de Nice, me paraît satisfaisant.

Sur les questions très importantes posées par René Foch, je le remercie d'avoir abordé ce sujet. Il a dit des choses tout à fait remarquables.

Il faut s'interroger sur la signification du rapprochement notamment franco-britannique. Avec les Allemands aussi, mais ces derniers avaient moins de problèmes que les Français et les Britanniques. Si on analyse la situation on s'aperçoit que les Britanniques et les Français ont fait chacun un mouvement l'un vers l'autre. Les Français sont en train de découvrir qu'il n'est pas question de construire l'autonomie de la politique de Défense, l'autonomie du pôle stratégique européen sur un discours anti-américain. Cela ne marchera pas.

Ce qui s'est passé à travers la guerre d'Irak a été pour Tony Blair l'occasion de penser que l'on ne pouvait pas réellement peser, avoir un pôle européen, avoir une communauté Atlantique qui marche, s'il n'y avait pas un engagement européen accru en matière de Défense car les adversaires de l'OTAN

ne se situent pas seulement de ce côté-ci de l'Atlantique, ils se situent aussi de l'autre côté et de ce point de vue l'expérience de la seule guerre conduite par l'OTAN, c'est-à-dire le Kosovo, a été un véritable traumatisme pour les Américains. Ils devaient consulter tout le monde avant de faire quoi que ce soit et ils ont dit "plus jamais cela", d'où les phrases sur la coalition "c'est la mission qui détermine la coalition", ce qui veut dire que l'OTAN ne joue plus aucun rôle. Tony Blair veut arrêter cela, il veut maintenir des relations transatlantiques fortes. Il a raison parce que des deux côtés de l'Atlantique c'est important et il sait qu'il faut aller plus loin.

Maintenant les limites de l'affaire ? D'abord c'est Tony Blair. Or Tony Blair c'est le plus européen des Anglais même s'il s'est engagé à fond du côté de Bush, c'est l'homme politique le plus visionnaire, le moins pragmatique, il l'a montré d'ailleurs sur l'affaire d'Irak, que l'on soit pour ou contre lui, c'est un homme qui a un courage politique considérable, qui prend des risques. On voit bien qu'il est de plus en plus submergé, noyé, je le crains, par la combinaison des réticences américaines et par le fait qu'il sera remplacé tôt ou tard par le Chancelier de l'Echiquier. Je ne suis pas absolument convaincu que les Britanniques soient aussi avancés dans cette voie que l'actuel Premier ministre, auquel il faut rendre hommage pour son courage.

Deuxième limite, c'est l'intergouvernemental. Il est inévitable en matière de Défense pendant très longtemps. En matière de politique étrangère les Français et les Allemands ont accepté en janvier dernier, (les Français avec l'arrière-pensée que les Britanniques diraient non, je ne suis pas d'ailleurs sûr que les Allemands n'avaient pas la même arrière-pensée), la majorité qualifiée pour la politique étrangère. En revanche on sera longtemps dans l'intergouvernemental, dans la défense. Le compromis est très difficile à établir. Guido et José Maria y sont sensibles, ce système à trois est horriblement frustrant pour les autres.

Les trois pays représentent 70 % des capacités militaires de l'Union. Il est normal qu'ils jouent un rôle de leader, mais si l'on procède comme on a fait en Iran, trois pays qui représentent tout le monde, cela créera une fracture avec les autres, une fracture avec les Espagnols, avec les Italiens, avec les Polonais, fracture que l'on a déjà vu se dessiner. Ce n'est pas satisfaisant.

Il y a un vrai problème d'articulation entre cette Europe étroite et les autres. Est-ce qu'on va aller vers une dichotomie complète entre une zone de libre-échange et une Europe intergouvernementale à trois, "un directoire à trois" comme aurait dit le général de Gaulle ? Ou est-ce qu'on va se permettre de trouver les moyens de faire que ces trois jouent un rôle moteur,

mais ne jouent pas un rôle diviseur de l'Europe. On est loin du compte, compte tenu du caractère très intergouvernemental des arrière-pensées. L'idée fondamentale des trois c'est que l'on fait cela à trois pour ne pas être embêté par les autres, ce qui est très mauvais.

(Applaudissements...).

José Maria GIL-ROBLES. - Vous avez pu constater que j'avais toutes les raisons de laisser à Jean-Louis le soin de débayer le terrain ! On est dans un jour heureux où l'on est en phase, ce qui n'arrive pas tout le temps ! Je peux reprendre toutes ses positions.

Sur l'élection du président de la Commission, je pense que l'on a trouvé la formule possible pour les quinze à vingt ans à venir. En fait, la formule de la Constitution est celle de Nice avec une seule phrase ajoutée : "on verra la majorité qui s'est produite dans les élections". D'ailleurs, c'est une phrase que l'on a mis dans un congrès du Mouvement européen à Copenhague. Elle reflète la pratique dans tous nos Etats membres, même en République française c'est-à-dire que le résultat des élections détermine le choix du président du gouvernement parce qu'il détermine la majorité possible, c'est clair.

Il va arriver la même chose en Europe. Comment ? D'abord il faut penser que l'on ne peut pas avoir une vraie majorité solide au Parlement européen sans un accord entre les deux grands partis. Toutes les autres coalitions sont fragiles. Nous l'avons constaté pendant cette législature où la coalition entre les deux grands partis a commencé par ne pas se produire, ce qui a fragilisé beaucoup le travail du Parlement européen toujours avec des majorités branlantes et changeantes, même au sein d'un même contexte légal.

Si l'on veut avoir un Président de la Commission solidement assis, il faut qu'il soit appuyé par le parti des socialistes européens et par le parti populaire européen. Ce qui entraînera des contreparties. Il faut bien savoir si ces contreparties vont se limiter à la composition de la Commission ou s'étendre au Parlement.

Je ne serais pas surpris si l'un des deux grands partis, celui qui arrive en tête dit : "très bien pour moi ce sera le Président de la Commission et pour toi ce sera le Président du Parlement". C'est tout à fait normal que l'on agisse comme cela en politique. Je pense que cette majorité est essentielle. Je le pense d'autant plus que j'ai essayé de la faire quand j'étais président.

J'ai convoqué un jour à déjeuner Jacques Santer et les présidents du PPE et du groupe parlementaire socialiste à l'occasion des vaches folles. J'ai dit :

"cette fois la Commission va passer de justesse, mais si vous ne réussissez pas à faire une majorité entre les deux grands partis, pour soutenir la Commission, au prochain problème cela va sauter". Les trois étaient d'accord avec moi, seulement ils ne l'ont pas fait et cela a sauté. On a eu le problème des fraudes, supposées ou réelles au sein de la Commission. C'est quelque chose que l'on voit immédiatement, du moment où le Parlement doit donner sa confiance.

Le Conseil donne aussi sa confiance parce que s'il a la faculté de proposer, il faut avoir une majorité solide entre les deux grands groupes. C'est l'unique façon d'avoir une Commission qui vraiment puisse exercer ses pouvoirs d'initiative et puisse prendre des décisions politiques courageuses sans lesquelles elle est poussée à prendre des décisions politiques forcées car elle n'a pas pris la décision politique courageuse qu'on attendait.

Si l'on avait eu le courage d'attendre de voir comment faire, il fallait ajuster le Pacte de stabilité, il ne fallait pas traîner les pays comme l'Allemagne ou la France devant la Cour. On n'a pas eu la force politique de poser le problème et de le résoudre à temps. C'est toute la différence entre une Commission forte et une Commission faible. En Europe, avec notre système parlementaire, la force proviendra d'une alliance parlementaire forte et non pas d'une élection populaire directe.

Quant à l'Europe et aux Etats-Unis, c'est comme ces couples où on s'aime bien mais où on se taquine tous les jours. Cela va durer. On a des intérêts de fond, ils coïncident, on a besoin de s'entendre en matière de sécurité, en matière d'ordre dans le monde, de préservation des valeurs occidentales et en même temps on va se quereller tous les jours. Un jour ce sera sur l'aviation, un autre sur le transgénique, un autre sur des problèmes commerciaux parce que nous sommes des rivaux commerciaux, mais pour tout le reste nous avons besoin les uns des autres, même commercialement.

La question est d'organiser une relation entre égaux et pas une relation de protectorat qui est celle établie depuis la Deuxième Guerre mondiale. Il faut sortir du protectorat et avoir une relation entre égaux. C'est nous qui en portons la principale responsabilité. Nous ne pouvons pas demander à être des égaux des Etats-Unis si nous sommes divisés sur la politique étrangère et sur la politique de sécurité, si nous n'avons pas des forces communes.

Là-dessus il faut bien dire que la France et l'Allemagne ont eu la lucidité de voir cela depuis longtemps et de décider de progresser de manière décisive

l'année dernière. C'est ce qui rend possible maintenant que l'on puisse avoir une coopération renforcée. Nous, les Européens, on sera capable de franchir le pas, d'avoir une politique de sécurité commune ou alors sincèrement on sera toujours dans une position subordonnée.

Celui qui vous défend vous fait toujours payer. Il ne faut pas se leurrer. Il faut apprendre à nous défendre nous-mêmes. Je suis tout à fait d'accord avec Jean-Louis sur cet aspect. Maintenant, le problème c'est comment le porter, comment le transformer en une réalité. La présidence italienne n'a pas été tout à fait mauvaise. Ce à quoi on est arrivés sur la défense à Naples a surpris même les Européens les plus engagés jusqu'à maintenant. Il faut bâtir là-dessus et ne pas revenir en arrière.

(Applaudissements...)

Henri MÉNUDIER. - Pour moi, ces deux débats sont très frustrants parce que je n'ai rien pu dire comme modérateur mais, d'un autre côté, j'ai trouvé cela extrêmement stimulant pour deux raisons : d'abord à cause de la diversité des points de vue et surtout pour nous Français, il était important d'entendre les interventions de nos amis étrangers, c'est-à-dire de sortir des débats franco-français quand on parle de l'Europe et d'avoir cette vision beaucoup plus large de nos amis européens.

Denis BADRÉ. - Je remercie José Maria Gil-Robles et Jean-Louis Boulanges car ils nous ont passionné, avec cette contribution à la vie de France-Forum et surtout à la construction européenne. Et je remercie M. Henri Menudier qui part d'ici un peu frustré, mais ne faut-il pas accepter de temps en temps de vivre l'ascèse quand on pratique la démocratie chrétienne ?

Le Président a souffert aussi parce que ceux qui le connaissent savent qu'il adore parler. Notre rôle était de mettre en valeur ceux qui nous font le bonheur de nous aider à réfléchir aujourd'hui. Et je les remercie.

Charles DELAMARE. - Une mauvaise nouvelle : le président Denis Badré va nous quitter parce qu'il commence sa journée de parlementaire et il a beaucoup de chose à faire encore. Je demande à **Jean Chélini** de le relayer dans sa présidence de séance. Nous le remercions très vivement d'être venu parmi nous.

(Applaudissements...)

Une bonne nouvelle : à 19 h 30 vous êtes tous invités à un petit cocktail en la présence de François Bayrou.

La démocratie chrétienne : une autre société, une autre vie

Jean CHÉLINI. - Nous allons maintenant entendre nos amis italiens. **Guido Bodrato**, député européen, qui va s'exprimer en italien. C'est mon ami **Hugues Portelli** qui va traduire son exposé, en le résumant. Ensuite nous transmettrons le message de **Franco Nobili**, vice-président de l'Association pour la Valorisation de la démocratie en Italie, vice-président de la Fondation Alcide de Gasperi. Celui-ci vient de nous faire part de l'impossibilité de participer à notre réunion en raison des chutes abondantes de neige à l'aéroport de Roissy, qui ont entraîné l'annulation de son vol depuis Rome.

Rapport de Guido BODRATO

(Interprétation de M. Hugues Portelli)

M. Guido Bodrato propose de déplacer un peu le thème qu'il avait à traiter en s'insérant davantage dans les questions débattues notamment cet après-midi.

Il tournera son intervention autour de deux questions : la première est-ce que l'avenir de la démocratie chrétienne c'est d'offrir un visage humain à une formation conservatrice ? La deuxième est de savoir si l'on peut donner encore à l'Europe un avenir communautaire à partir du moment où les forces politiques d'inspiration fédéraliste auraient disparu ?

La spécificité de la démocratie chrétienne

Il faut replacer la démocratie chrétienne dans l'histoire. Il n'y a pas une histoire sainte qui concernerait la démocratie chrétienne et qui la séparerait de l'histoire profane qui serait celle des autres formations politiques. Il faut aborder de façon profane également l'histoire de la démocratie chrétienne avec ses forces et ses faiblesses.

L'engagement de la génération des jeunes catholiques, à laquelle M. Bodrato appartenait dans la démocratie chrétienne, est étroitement lié à son

engagement dans la Résistance au cours et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et il est lié à l'interrogation qui a été celle des démocrates-chrétiens en 1945. Il fallait à la fois répondre à la crise du capitalisme des années 30, mais aussi à la crise générale qui avait été celle de la Seconde Guerre mondiale en mettant au premier plan, pas seulement le problème de la paix dans le monde et du nationalisme, mais aussi la dimension éthique de la politique. Comment répondre à la crise morale dont la Seconde Guerre mondiale avait été le témoignage ? Il s'agissait d'interrogations qui n'étaient pas propre au seul parti démocrate-chrétien, mais que l'on retrouvait aussi chez certains Britanniques (par ex. Stafford Crips leader des Travailleurs britanniques).

L'idée fondamentale des démocrates-chrétiens italiens était de transformer radicalement la société italienne. Elle s'appuyait sur trois racines : une racine italienne qui était le mouvement, le parti populaire de Don Luigi Sturzo qui s'était brisé devant le fascisme, l'humanisme chrétien de Maritain et le personnalisme de Mounier. La démocratie chrétienne italienne a présenté quatre visages concomitants.

Le premier pour beaucoup d'Italiens : un rempart face à la menace communiste, en second lieu elle était un parti de médiation et troisièmement c'était un parti qui se présentait comme interclassiste, en opposition à la tradition de lutte de classes qui était très forte, notamment en 1952, quand le Vatican craignait la conquête de Rome par les Bolcheviks, dans la gauche italienne et enfin c'était le parti défenseur du fédéralisme européen. Ce parti s'est avéré être pratiquement celui qui représentait l'unité politique des catholiques italiens, mais en même temps c'est un parti qui a toujours refusé l'opposition entre laïques et catholiques et ce par la volonté de De Gasperi. Ce n'était donc pas un parti confessionnel, mais un parti laïque.

Face à un parti communiste qui était le premier parti communiste d'Occident, la démocratie chrétienne n'a jamais pratiqué un anticommunisme conservateur. Elle l'a même refusé. Elle a résisté à la pression de la Curie romaine, à la tentative de s'allier avec l'extrême-droite, notamment en 1953.

Le parti démocrate-chrétien lors du référendum sur les institutions de 1946 entre la Monarchie et la République a fait le choix de la République, alors même qu'une grande partie de son électorat était de tradition monarchiste et a permis, grâce à cette prise de position, aux républicains de l'emporter.

On trouve plus ou moins ces orientations dans toutes les démocraties chrétiennes d'Europe, même si chacune a suivi le poids de ses traditions natio-

nales, mais avec un point commun entre elles, qui était la volonté de construire une Europe fédérale.

Quelles ont été les raisons du déclin progressif de la démocratie chrétienne ? L'une d'entre elles c'est le fait qu'après avoir atteint une partie des objectifs qu'elle s'était fixée lors de sa création, la démocratie chrétienne a été obligée de subir le changement de cadre politique.

Des changements fondamentaux

Lorsque l'Europe de départ était l'Europe des Six, il s'agissait d'une Europe où les démocrates-chrétiens étaient, soit au pouvoir, soit fortement inspirateurs des politiques nationales. Plus l'Europe s'est élargie, plus le poids des démocrates-chrétiens s'est affaibli dans la mesure où au sein des nouveaux Etats, les démocrates-chrétiens étaient, soit absents, soit dans une situation marginale. Si bien qu'ils se sont retrouvés immergés au sein d'un parti européen qui était toujours plus un parti modéré et où les choix fondamentaux, qui étaient ceux des démocrates-chrétiens à l'origine, étaient relativement respectés, mais où toute la dimension "révolutionnaire" de la démocratie chrétienne de l'après-guerre était gommée.

L'autre problème qui s'est posé était celui de la transformation profonde de la situation et du cadre social des Etats européens. Le problème qui est apparu dans l'après-guerre, lorsque la démocratie chrétienne a mis en avant le thème de la solidarité, elle le faisait dans une société très affaiblie et qui souhaitait aller vers une société de bien-être.

On a parlé, pour caractériser le XXème siècle, surtout dans sa seconde moitié, d'un siècle social-démocrate. On pourrait tout autant parler d'un siècle démocrate-chrétien dans la mesure où le vecteur de la transformation sociale de nombreux pays européens a été souvent la démocratie-chrétienne, notamment en Allemagne, en Italie et même en France.

L'analyse de Ralph Dahrendorf sur la social-démocratie s'applique également à la démocratie-chrétienne. A partir du moment où les deux-tiers des électeurs n'ont plus pour objectif de transformer la société, mais de maintenir les acquis dont ils bénéficient, eh bien le contexte change radicalement.

Le troisième facteur de crise a été la sécularisation de la société européenne. Les démocrates-chrétiens y ont contribué et ont anticipé les idées essentielles de Vatican II, notamment sur le chapitre qui les intéressait, à savoir l'idée d'être chrétien en politique et non pas de créer des partis confession-

nels. La sécularisation de la société, qui a favorisé l'indifférence et le désengagement, avait déjà commencé au moment où Vatican II en prenait conscience.

Le quatrième élément c'est bien sûr la fin de la guerre froide et donc la fin d'une vie politique marquée par la dichotomie entre le parti démocrate-chrétien et les ennemis de l'état démocratique. A partir du moment où il n'y avait plus d'ennemis clairement définis, il y a eu un affaiblissement électoral, notamment dans cette partie du peuple qui votait démocrate-chrétien par nécessité et non pas par adhésion, pour bâtir une "digue anticommuniste". Pour cette raison, la chute de l'Empire soviétique a influencé l'Alliance atlantique qui avait été considérée comme fondamentale pour la "paix dans la sécurité".

Un autre facteur important de crise a été le changement radical de la culture politique des pays occidentaux. Le fait que l'on a vu se développer des tendances post-politiques ou voire même anti-politiques avec la mise au premier plan de la culture de la décision plutôt que de celle de la représentation, avec l'idée pour les partis politiques que leur objectif était d'abord de conquérir le pouvoir plutôt que de transformer la société. La fin de la société industrielle, l'arrivée de ce que l'on a appelé la société post-industrielle a entraîné également une modification des modes de relation entre les partis et les citoyens, un développement d'un nouveau système de communications qui a pesé sur l'opinion publique au détriment des partis qui reposaient traditionnellement sur l'idée de médiation.

Dans ces éléments, notamment pour ce qui concerne l'Italie, les mutations qui ont concerné le système électoral ne sont pas neutres. Elles n'ont pas favorisé la démocratie-chrétienne, notamment dans la mesure où les nouveaux systèmes mis en place ont favorisé une bipolarisation gauche-droite au détriment évidemment des partis du centre. La question morale qui a explosé dans les années 90, a été la goutte qui a fait déborder le vase, parce qu'elle a miné la crédibilité du sommet du parti, à une époque qui se présentait comme la plus difficile de son histoire.

Il s'agit maintenant d'aborder les thèmes qui ont été traités cet après-midi en parlant de la réalité démocratie-chrétienne concrète, telle qu'elle est vécue aujourd'hui au niveau européen et en particulier au sein du Parti populaire européen. Le courant majoritaire au sein du Parti populaire européen estime qu'il n'y a plus, entre les démocrates-chrétiens et les conservateurs, de division fondamentale comme c'était le cas dans le passé, notamment face à l'ad-

versaïre socialiste. Ce tournant s'est matérialisé par l'alliance des démocrates-chrétiens, dès le départ, avec les conservateurs britanniques. Il a abouti avec l'alliance plus récente avec le parti de la nouvelle droite italienne, à savoir le parti de M. Berlusconi.

Cette évolution est présentée par certains comme un phénomène inéluctable sur lequel on ne peut discuter. Est-ce que l'on peut reprendre cette inéluclabilité au point où Max Weber l'avait entendue ? L'idée de départ de cette convergence était double, d'une part si l'on voulait créer un parti de cette taille aussi important que le Parti populaire européen, il fallait faire coexister les deux tendances : les conservateurs et les démocrates-chrétiens. La deuxième idée est qu'il fallait fixer une limite ferme sur la droite du côté des formations populistes et nationalistes.

Si l'on peut comprendre la première hypothèse, il est plus difficile d'accepter la deuxième parce que, dans la pratique, elle ne s'est pas réalisée. Chaque fois que le problème s'est posé, on n'a pas su respecter cette limite, comme cela s'est vu en Italie, mais aussi en Autriche.

Deux exemples se sont produits ce matin, 29 janvier 2004, au Parlement européen où deux résolutions politiques ont été votées, l'une sur les Nations unies, l'autre sur la Constitution européenne. Sur ces deux votes la composante démocrate-chrétienne du Parti populaire a voté avec la gauche modérée et avec les écologistes, ce qui n'a pas été le cas des conservateurs. On doit se poser la question de savoir s'il ne faut pas reconnaître les différences politiques plutôt que de les nier et s'il n'est pas plus utile de reconstruire un espace politique, non pas établi sur le concept de majorité, mais sur celui d'influence.

(Applaudissements...).

Jean CHÉLINI. - Je remercie beaucoup Guido Bodrato pour son exposé dans lequel j'ai reconnu tellement de choses pour les avoir vécues ailleurs et sur un mode différent et mon collègue Hugues Portelli qui, avec brio, a synthétisé et traduit la pensée de notre ami Guido.

(Applaudissements...).

Avant de lui laisser la parole en tant que modérateur, je donne la parole à la salle pour des questions relativement brèves avant d'entendre le message de Franco Nobili.

Jacques LAIK. - Pour la dernière conclusion de M. Guido Bodrato, selon lequel les modérés au Parlement ont voté avec la démocratie chrétienne, est-

ce un mouvement nouveau ?

Hugues PORTELLI. - Il a dit le contraire.

Sur les deux résolutions politiques débattues ce matin au Parlement européen, à propos de la Constitution et des Nations unies, la composante démocrate-chrétienne du PPE a voté les mêmes textes que la gauche modérée alors que les conservateurs n'ont pas voté avec elle.

Jacques LAIK. - Quelle conclusion tirer pour les politiques nationales, comme à l'UDF ?

Jean CHÉLINI. - Pour bien comprendre, il faut vous rappeler que le Parti populaire européen qui, à l'origine, était la somme des partis démocrates-chrétiens européens est devenu essentiellement une sorte de regroupement parlementaire dans lequel se sont inscrits, à côté des démocrates-chrétiens, des députés qui y sont rattachés, mais qui ne sont pas démocrates-chrétiens. Si mes souvenirs sont exacts, il y a les RPR français, l'UMP maintenant, (quoique dans l'UMP il y ait beaucoup de démocrates-chrétiens) et des conservateurs britanniques.

Hugues PORTELLI. - Les conservateurs espagnols, les grecs, les conservateurs d'Europe du nord, cela fait du monde, ils sont majoritaires.

Jean CHÉLINI. - Tous les conservateurs de la création, mais le parti populaire d'Aznar n'est-il pas conservateur ?

José Maria GIL-ROBLES. - Nous sommes l'extrême centre du centre, c'est notre définition. Nous sommes au centre.

Henri CATHERIN. - A côté de ceux que vous avez cités, Maritain, Mounier, Sturzo, j'ai milité à la suite de Marc Sangnier. Sangnier disait constamment, à propos des conservateurs catholiques : "ses disciples croient dans un Dieu incarné qu'ils ont sans cesse la tentation de désincarner".

Aujourd'hui est-ce qu'il n'y a pas ces deux tentations de désincarner, peut-être le modernisme dont on parle peu, mais surtout la tentation d'accaparer Dieu pour faire de la politique sur Terre et à ce moment-là c'est le courant fondamentaliste.

Je vois au Parlement européen deux courants : les fédéralistes et les socialistes. L'homme de la base le comprend facilement, mais nous qui militons

pour la solidarité avec les milieux populaires, eh bien nous pensons que les deux objectifs doivent être poursuivis : à la fois le fédéralisme et la solidarité.

Guido BODRATO. - La démocratie chrétienne a anticipé Vatican II, mais cela a accéléré une sécularisation de la société qui a sapé une grande partie de ses bases sociales et électorales. C'est l'un des aspects importants de l'après Vatican II.

L'échec de la conférence de Nice a été l'échec d'une conférence où la majorité des leaders présents étaient de tradition socialiste, alors que l'échec de Bruxelles est un échec où la majorité des chefs de gouvernement étaient de courant populaire. Dans les deux cas il y a eu échec avec des forces politiques différentes.

Ce qui manque le plus aujourd'hui, en Europe, c'est une force d'inspiration fédérale qui s'articule sur un parti politique. En fait, aujourd'hui, les grandes forces politiques porteuses de la construction européenne au début sont fatiguées. Elles sont devenues des cartels électoraux qui n'ont plus d'inspiration.

Jacques MALLET. - Dans *Le Monde*, il y a quelques jours un article disait qu'une des causes de la crise de l'Europe c'était l'affaiblissement des forces politiques qui étaient les plus européennes, à savoir la démocratie-chrétienne et la social-démocratie.

J'ai l'impression qu'aujourd'hui le PPE a accueilli dans ses rangs des gens qui sont beaucoup plus à droite que nous. J'étais au congrès de Berlin, j'ai très mal digéré l'entrée du parti de M. Berlusconi dans le PPE.

Henri MÉNUDIER. - Je voulais vous poser deux questions rapides.

La première, si on regarde sur le plan européen, on pourrait dire en résumant très vite : échec de la démocratie chrétienne en Italie, relatif succès en Allemagne. Comment expliquez-vous cette évolution complètement différente ? Tout à l'heure, on a parlé de l'avenir, on parlait de l'évolution dans une vingtaine d'années, quelles sont les chances que vous donnez à la démocratie-chrétienne dans une vingtaine d'années ?

Guido BODRATO. - La contradiction est que dans les congrès démocrates-chrétiens, dans les congrès du parti populaire, c'est la ligne de la démocratie-chrétienne qui est adoptée. En revanche dans l'action, au sein des institutions européennes, c'est celle des conservateurs.

Il faut se poser la question : est-ce qu'un groupe parlementaire peut avoir deux politiques en même temps ? Celle des démocrates chrétiens et celle des conservateurs qui a une fonction anti-socialiste. Elle reflète les polémiques entre les partis pour la conquête du gouvernement national.

Hugues PORTELLI. - Guido Bodrato est membre du Parti populaire italien qui est membre de la coalition de l'Olivier. Il se trouve au sein du Parti populaire européen flanqué maintenant de M. Berlusconi. Est-ce qu'il ne se sent pas parfois un peu schizophrène ? Est-ce qu'on peut avoir une politique italienne où on est allié avec les héritiers du parti communiste et est-ce qu'on peut avoir une politique européenne où l'on fait partie de la même formation que la nouvelle droite italienne ?

Guido BODRATO. - Aux prochaines élections européennes, la question sera posée. Au Parti populaire européen de choisir, ou les démocrates-chrétiens ou les conservateurs parce que, en tout cas, les "Populaires" italiens ne pourront pas rester dans le même groupe parlementaire européen avec la droite de Berlusconi.

Hugues PORTELLI. - Guido Bodrato a très bien expliqué les facteurs de ce qu'a été la croissance et en même temps le déclin de la démocratie chrétienne en Italie. Je crois qu'il faut essayer d'élargir le débat pour se poser la question de savoir si les raisons sont les mêmes en Belgique, aux Pays-Bas, en France, pour citer des pays où il existe des traditions de démocratie chrétienne, bien ancrées dans l'opinion.

Il y a quelque chose qui m'a beaucoup frappé dans le cas de la Belgique et des Pays-Bas où la démocratie chrétienne était au centre du dispositif politique, où le système électoral n'a pas changé et où elle s'alliait tantôt avec les uns, tantôt avec les autres. Les syndicats de tradition démocrate-chrétienne avaient l'habitude d'une alliance à gauche. Il s'est passé une chose extraordinaire qui n'est pas le fait des démocrates-chrétiens, mais le fait des sociaux-démocrates.

Ces derniers, à un certain moment, ont préféré s'allier avec les libéraux plutôt qu'avec les démocrates-chrétiens. Il y a eu une mutation idéologique au sein de la social-démocratie qui fait que celle-ci a préféré le libéralisme. Etant devenue elle-même "sociale libérale", elle a préféré s'allier avec des conservateurs libéraux sur une plate-forme libérale plutôt que de s'allier avec la démocratie-chrétienne sur une plate-forme solidariste.

Il y a une deuxième raison. On parlait tout à l'heure de Vatican II. Ce qui

me paraît important c'est qu'à partir de Vatican II et surtout à partir du pape actuel, l'Eglise a estimé qu'elle pouvait agir par elle-même, seule, qu'elle n'avait plus besoin de la démocratie chrétienne, qu'elle n'avait plus besoin du syndicalisme chrétien. Certes, la démocratie-chrétienne s'est construite sur la laïcité, sur l'idée qu'il fallait agir en chrétien et non pas en tant que chrétien, c'était l'idée fondamentale de la démocratie-chrétienne. Mais il subsistait un lien intellectuel, philosophique et spirituel très fort entre le monde intellectuel de tradition démocrate-chrétienne, le monde politique de la démocratie-chrétienne et le monde chrétien tout court. Mesurons que l'apogée du monde démocrate-chrétien s'est produite au moment où ce lien a été le plus fort.

A partir du moment où les Eglises estiment qu'elles n'ont plus besoin "des laïcs politiques, des intellectuels démocrates-chrétiens" pour réfléchir par elle-même et où ce lien est coupé, quelle est la question qui se pose aux démocrates-chrétiens ? C'est de produire des projets de société, des projets politiques, d'analyser la société par eux-mêmes. Bien sûr, ils vont s'inspirer de la pensée des Eglises, mais ils sont condamnés en quelque sorte à agir par eux-mêmes. Quel est le problème qui se pose à ce moment-là ?

On a parlé du conservatisme tout à l'heure, je préfère poser la question du libéralisme. La philosophie libérale, la pensée politique libérale est devenue dominante au sein de la démocratie-chrétienne et a imprimé non seulement ses valeurs mais sa production intellectuelle, sa production politique. C'est une question sur laquelle les démocrates-chrétiens doivent s'interroger. A partir de quel moment la pensée politique démocrate-chrétienne s'est-elle tarie ? A partir de quel moment la pensée libérale s'est substituée progressivement à cette pensée politique, la pensée libérale conservatrice ? Je ne porte pas de jugement de valeur, je constate un phénomène historique.

Il est évident que le problème qui se pose est qu'il y ait ou pas un parti démocrate-chrétien même si l'on peut garder bien sûr des finalités spirituelles d'appartenance, des liens très forts avec le monde spirituel chrétien, je dirais qu'en termes intellectuels, en termes doctrinaux, ce lien est coupé. Le problème se pose aussi à l'envers. Il serait intéressant pour des démocrates-chrétiens de voir la façon dont l'Eglise produit aujourd'hui sa réflexion doctrinale. Le temps des grandes encycliques sociales est fini. Aujourd'hui, on trouve des textes plus courts, où elle s'interroge sur "qu'est-ce qu'une éthique chrétienne de la décision" ?

Comment peut-on avoir une éthique chrétienne quand on est banquier, quand on est syndicaliste, etc... ? La réflexion globale pour penser la société

chrétiennement a disparu, peut-être parce que c'est difficile, peut-être parce que la société ne s'y prête plus. Il faut avoir la lucidité de se poser ce genre de question. Il y a des phénomènes externes qui ont pesé : l'évolution de la société, l'évolution des rapports de force internationaux, l'arrivée de pays qui n'ont pas de tradition démocrate-chrétienne, la fin de l'opposition avec le communisme, mais il y a des phénomènes internes endogènes qui sont propres au monde chrétien en général et à la démocratie-chrétienne en particulier.

Bien sûr, une autre question s'est posée. Quand on a un parti politique où la dimension éthique est centrale, il est évident que toute défaillance sur ce terrain se paye très cher. Pour les Italiens, cela a été mortel.

Pour d'autres partis aussi. Une des raisons de la crise de la démocratie-chrétienne belge, c'est aussi cela, ce n'est pas simplement la laïcisation de la société, le poids du nationalisme, etc.. Dans le cas belge, le phénomène de la crise éthique a joué sur un certain plan, le phénomène, tous les phénomènes que Guido a décrit ont joué aussi, mais il y en a eu d'autres. Les démocrates-chrétiens belges étaient surtout flamands. Ils ont joué la carte, ils ont eu raison d'ailleurs, de l'originalité culturelle flamande mais un moment donné le même phénomène s'est produit comme dans l'Action catholique. Vous faites une action catholique par milieu "une vers les ouvriers, l'une vers les cadres, l'une vers les patrons, etc... Quand vous fractionnez le message par milieu, l'idéologie dominante du milieu finit par vous gagner, ce n'est pas vous qui avez évangélisé le milieu, c'est l'idéologie de ce milieu qui vous a évangélisé, donc le patronat-chrétien devient libéral, l'action ouvrière devient marxiste, etc.. Le processus fonctionne à l'envers au lieu que vous agissiez sur le milieu, c'est le milieu qui va vous transformer. La même chose s'est produite pour les démocrates-chrétiens belges qui ont commencé dans un premier temps par être obligés de se couper en deux pour répondre à la demande nationale des uns et des autres. Ensuite ils ont été doublés sur leur droite, d'abord par la Volksunie, ensuite sur la gauche par le Parti socialiste wallon, etc... Quand on veut être nationaliste on trouve toujours plus nationaliste que soi. Quand on veut être libéral on trouve toujours plus libéral que soi, etc.....C'est cela, à mon avis, le problème central.

Bien sûr il y a des phénomènes sociologiques institutionnels, politiques, etc.. mais il y a aussi des phénomènes d'ordre interne qui relèvent finalement de l'éthique, de la philosophie, de la doctrine. On ne peut pas faire l'impasse sur ces problèmes, sinon on ne va pas au cœur de la question.

(Applaudissements...)

Franco NOBILI. - Chers amis, notre Histoire, qui est étroitement liée à celle des partis Démocrates chrétiens dans lesquels nous avons milité, est vraiment singulière : ce sont des histoires parallèles et des histoires qui s'entrecroisent et qui gardent de manière extraordinaire et actuelle leur force vitale. Cependant, elles ont toutes à leur principe un fondement et des idéaux communs ; elles alimentent, dans nos esprits, beaucoup d'orgueil et d'enthousiasme. Voici la force vitale et actuelle de cette rencontre. Elle n'est pas isolée.

En Italie, des initiatives tout aussi vitales ont été organisées par dix-neuf Fondations et Institutions qui se réfèrent à la vie et aux œuvres des Pères fondateurs de la démocratie chrétienne et, donc, à la pensée et à la culture Sociale des catholiques militants - à cette époque-là et aujourd'hui encore - dans la vie politique.

Nous Italiens, nous regardons avec beaucoup d'intérêt notre rencontre d'aujourd'hui. Le fait de nous retrouver ensemble, sur un chemin commun, poursuivant un parcours que nous devons faire possiblement et nécessairement encore ensemble, revêt une grande valeur à nos yeux.

En ma qualité de vice-président suppléant de l'Association pour la mise en valeur de la démocratie en Italie - qui réunit toutes les Institutions culturelles susmentionnées - je désire avant tout vous saluer et assurer la participation des Fondations italiennes à cette rencontre. Nous sommes conscients de l'importance et des valeurs qu'elles représentent encore, ainsi que de la volonté bien déterminée de vivre la réalité actuelle et de réclamer un juste rôle sur le chemin vers le futur de l'Italie et de l'Europe.

Une large partie des événements qui ont eu lieu en Europe à partir de l'après-guerre jusqu'à nos jours, surtout dans des pays particulièrement sensibles et culturellement influents, tels que la France, l'Allemagne et l'Italie, ont été possibles grâce à la présence des partis démocrates chrétiens sur la scène de la nouvelle Histoire de l'Europe.

La "leçon" de liberté et de démocratie a son origine, sans aucun doute, dans la présence et l'action de ces partis. Elle a rendu nos peuples forts et a "converti" un monde qui considérait son idéologie comme immortelle.

Beaucoup de pays et de peuples, presque tous je dirais, doivent être reconnaissants à la Démocratie chrétienne. Et la Démocratie chrétienne et nous, les démocrates chrétiens, pour notre histoire, notre culture, notre Foi, nous devons en être fiers.

Il en découle que ni dans cette occasion, ni dans d'autres occasions qui nous sont offertes, en Italie et ailleurs, de retrouver le sentiment et l'esprit de notre action politique commune, nous ne devons céder à l'esprit commémoratif et à la résignation.

Nous ne devons pas faire une commémoration, et nous ne sommes pas en train de la faire ; nous ne devons non plus laisser notre Histoire dans les archives poudreuses, au contraire, nous devons l'alimenter sans cesse.

Surtout, nous devons bien garder en nous - et nous devons continuer à le faire, soutenus par une confiance sans fin - ces motifs historiques qui nourrissent notre fierté. Nous avons imprégné de l'esprit social chrétien la renaissance de nos pays vers une nouvelle liberté et une nouvelle démocratie.

Les différents partis démocrates chrétiens ont déterminé, de manière inéfaçable et indéniable, les destins démocratiques, sociaux et culturels de nos pays et de l'Europe dans son ensemble. Surtout les mouvements qui ont opéré en France, en Allemagne et en Italie : peut-être ont-ils parcouru des chemins différents quant à la durée et à la force de leur action, mais ce qu'ils ont construit et nous ont laissé est l'Europe d'aujourd'hui. Cette Europe et ce présent nous appartiennent de plein droit.

Cela signifie que les conquêtes qui font partie de la renaissance du Continent se fondent sur des piliers solides créés par l'esprit de ces personnes magnifiques qui sont à l'origine de notre Histoire : des conquêtes et des personnes qui sont inséparables de la réalité présente et des perspectives pour l'avenir.

A la première place, la conquête de la Paix ; l'Europe enfin pacifiée est un bien universel. Ensuite, la chute des "Murs", tant physiques qu'idéologiques, ce qui a permis au Continent européen de devenir un Continent de peuples libres. Et encore, la Communauté économique européenne, sur laquelle la nouvelle Europe politique s'appuie. Et la liste de nos conquêtes méritoires pourrait continuer.

Par ces mots, je veux dire que "le désir" de démocratie chrétienne qui est en train de se réveiller et de s'accroître actuellement dans beaucoup de pays européens (en Italie c'est devenu plus qu'un simple mouvement nostalgique) et ailleurs, par exemple en Amérique du Sud, n'est pas un phénomène accidentel ou occasionnel. Au contraire, ce réveil nous offre l'occasion de repartir pour une seconde action commune, tout aussi "missionnaire", pour construire l'avenir de nos peuples.

Dans ce contexte de Foi, d'orgueil, d'enthousiasme et de grande confiance, se situe une proposition que, au nom de l'Association des Fondations italiennes, je désire soumettre à l'évaluation conclusive de cette rencontre.

La proposition est de créer un "Conseil", un organisme de liaison entre toutes les Fondations européennes et de l'Amérique du Sud - c'est-à-dire les "Vieux" et "Nouveaux" pays - pour mettre encore une fois en commun le grand patrimoine d'énergie et de valeurs que les démocrates chrétiens détiennent et représentent.

Les Fondations italiennes donnent d'ores et déjà leur adhésion inconditionnée à cette initiative : le "quand" c'est aujourd'hui, le "comment" est confié à notre imagination.

Nous, Italiens, nous regardons favorablement cette initiative, qui est accueillie et suivie dans notre pays avec enthousiasme. Elle est pour nous une raison d'orgueil et de confiance pour le futur.

Jean CHÉLINI. - Je remercie Hugues Portelli et Franco Nobili de ces précisions qui apportent un jour nouveau, un éclairage mieux ciblé sur ce qu'est la crise et l'espérance de la démocratie chrétienne.

Dans la mesure où notre ami François n'est pas là encore pour conclure, et que nos amis vont nous offrir si gentiment un apéritif fraternel, il lui sera possible dans cette atmosphère de prendre la parole. Je vais essayer modestement de conclure sinon à sa place du moins *in loco tenentis*.

La première constatation : pourquoi la démocratie chrétienne est-elle entrée en crise ? C'est parce qu'elle a trop bien réussi. Dans la mesure où elle a rempli son programme notamment sur le plan social, sur le plan familial, on l'a vu en France, en Italie, etc.. elle s'est trouvée à court de projets originaux, mais comme en même temps les sources de réflexion qui étaient celles de l'Action Catholique se sont taries, eh bien ce sont d'autres qui sont allés au-delà sur des chemins où nous ne pouvions pas les suivre.

La révolution qui est arrivée, la révolution des mœurs, des idées des années 60-70, cette révolution d'une société du plaisir, a surpris les démocrates-chrétiens et les a laissés un peu démunis. Ils ont réussi dans les gouvernements auxquels ils participaient, mais ils n'ont pas su, faute d'une réflexion nouvelle, alimenter leur pensée créatrice.

Ensuite, et là je rejoins tout à fait ce que disait Hugues Portelli, l'Eglise a décidé de s'assumer toute seule. Chaque fois que l'Eglise a eu besoin des laïcs catholiques, elle les a rassemblés pour les lancer dans la bataille politique. Cela a été le cas des partis de défense confessionnelle, comme le Zentrum, cela a été le cas de formations nationales comme le Parti Populaire de Luigi Sturzo. Mais quand il s'est agi ensuite de négocier le concordat avec l'Allemagne, le concordat de 1929 avec l'Italie, eh bien elle a lâché le Zentrum pour le Parti Populaire. Je ne veux pas dire que le Concile s'est conduit de façon aussi désinvolte que Pie XI en la circonstance, mais les Pères ont pris conscience qu'au fond, ils n'avaient pas tellement besoin des partis démocrates-chrétiens pour une rénovation spirituelle. Alors que ces partis manquaient déjà d'idées nouvelles, sauf peut-être dans des pays comme l'Amérique latine où ils phosphaient, l'Eglise s'est assumée à son compte.

J'irai plus loin. Tout cela à mon avis est dépourvu de duplicité, car dans le même temps l'Eglise a invité les chrétiens à s'engager dans la cité. Oui, mais sans plus les soutenir en tant que responsables de mouvements institutionnels. Au fond les chrétiens ont été lâchés dans la nature : "Faites de la politique à votre compte, engagez-vous, rengagez-vous, mais on ne vous soutient plus, on ne vous aide plus, parce que ce n'est pas notre rôle, c'est fini". Les laïcs ne se mêlent plus de la vie de l'Eglise, les gouvernements ne nomment plus les évêques, eh bien... "l'Eglise ne se mêle plus de la vie politique"... à sa manière, car chaque fois que ses intérêts sont en cause, elle intervient directement sur les gouvernements.

On a été souvent sacrifiés. Je l'ai tellement ressentie cette impression d'abandon ! On était des témoins et puis on n'a plus témoigné de grand-chose ! La concurrence socialiste, la poussée de l'économie ambiante, tout cela a fait qu'au fond, on a perdu peu à peu notre identité et notre efficacité et nos troupes. En plus, dans la mesure où les dangers disparaissaient, quand nous avons perdu notre ennemi dans ces pays où la démocratie chrétienne était la barrière face au communisme, on a perdu notre signification aux yeux du public, on a beaucoup joué ce rôle. Je pense par exemple à Marseille. Gaston Defferre et les socialistes alliés avec nous se présentaient comme la barrière contre le communisme. Après que les communistes se soient fortement affaiblis, les socialistes se sont alliés avec eux et s'en sont servis pour compléter leur majorité et nous éliminer.

Quand on a perdu cet ennemi, la justification publique électorale des formations démocrates-chrétiennes, peu à peu, s'est dissipée. La corruption

menace toujours toutes les formations, toutes les structures parce que c'est un phénomène humain, quand on reste longtemps au pouvoir. Quand on atteint 40 % des voix et qu'on contrôle comme c'était le cas en Italie tous les échelons de la vie publique, (comme le parti communiste en Russie), la corruption s'installe et finalement comme l'éthique était notre barrière, l'éthique s'est perdue, les alliances se sont faites à droite ou à gauche, des combinaisons douteuses ont été réalisées sans grand discernement !

Nous en sommes arrivés-là où nous en sommes. Donc il est certain que le constat des causes du déclin peut nous inspirer des solutions fondées sur la réflexion, sur une analyse, sur l'esprit créateur. Où sont les ouvrages des hommes politiques, des penseurs, d'inspiration chrétienne, qui offrent des solutions nouvelles pour refaire une société ? En Occident, malgré des avantages sociaux incontestables, une certaine aisance, une certaine sécurité sociale comme disait quelqu'un ce matin, les sociétés restent injustes, elles manquent d'équilibre et laissent beaucoup d'hommes sur le bord du chemin. Lorsqu'on sort de ces zones protégées de l'Europe occidentale, les injustices, les déséquilibres sont encore plus grands.

On ne peut pas trouver de solution, ailleurs que par la réflexion, la pensée, par l'écriture. C'est dans cette direction qu'il faut multiplier les recherches et peut-être que dans cette espèce de brainstorming nouveau on trouvera des solutions. C'est la grâce que je vous souhaite avec une bonne soirée et je salue chaleureusement l'arrivée de **François Bayrou**, ancien ministre, président de l'UDF.

(Applaudissements...)

François BAYROU. - Je m'excuse de rejoindre si tard une journée à laquelle je regrette vivement de n'avoir pu assister. C'était pour la bonne cause parce que je me bats heure par heure pour l'avenir, le destin du projet que cette famille politique a formé depuis le XIX^e siècle et quand je dis que je me bats pour son destin, je veux que l'on entende bien que je me bats pour son destin autonome. S'il advenait que le projet de cette famille politique ne soit qu'un avatar d'une droite informe, alors ceux qui ont conçu ce projet auraient perdu le combat.

Si cet objet de réflexion mérite que l'on s'y arrête, c'est qu'il s'agit bien d'un projet original qui ne ressemble pas aux projets des autres familles politiques. Et ceci, vous le savez, me tient tellement à cœur que j'ai pris les plus grands risques et que j'ai l'intention d'en prendre encore d'autres. Je regarde tout particulièrement mes amis européens, pour que cela apparaisse clairement

dans la conscience de tous. Cette question est vitale pour beaucoup d'entre nous.

Pour ma part, si j'estimais que la théorie de ceux qui nous ont dit : en réalité, ce ne sont que des variantes, il n'y a plus désormais de confrontation qu'entre le socialisme d'un côté et une vaste droite européenne de l'autre, si cela était vrai, je me retirerais à l'instant de la politique. Si c'était prouvé, garanti, nous n'aurions plus rien à y faire.

J'ai donné à cette salle le nom de Jean Lecanuet, pas tout à fait pour rien. Si j'ai choisi de conserver à cette famille politique le nom fédérateur d'Union pour la Démocratie Française, c'est parce que le mot démocratie est au centre de ce sigle. C'est d'ailleurs Jean Lecanuet qui l'avait suggéré à Giscard d'Estaing qui voulait l'appeler tout à fait autrement et il savait ce qu'il faisait, car lui connaissait ce que les mots veulent dire. La démocratie est un projet neuf et un projet original. Je vais essayer de le souligner, en tout cas j'imagine que vous l'avez fait tout au long de la journée. C'est exactement dans cette perspective que je situe notre action.

Il y a un projet démocrate qui demande à naître en France et en Europe. Il y a une vaste entreprise démocrate qui peut seule changer la face des choses et cette entreprise démocrate n'est pas soluble dans autre chose.

Voilà ma vision et c'est la vision de notre famille politique depuis plus d'un siècle. Même si elle a été abandonnée, lâchée, considérée comme n'étant plus d'actualité. C'est parce que ceux qui l'ont abandonnée et lâchée n'avaient jamais réfléchi à son projet. Alors si vous permettez, je voudrais reprendre cette réflexion en disant seulement que pour le siècle qui vient, je ne mets pas d'adjectif à ce projet démocrate.

Je suis un démocrate-chrétien et pleinement conscient de ce que donne la liaison de ces deux mots, même si en engagement politique il peut y avoir d'autres démocrates que chrétiens. Sinon, ce projet serait limité à une part pour nous très importante, mais une part seulement du monde.

J'entends bien que jamais les démocrates-chrétiens n'ont voulu que la démocratie-chrétienne soit réservée aux chrétiens, grâce à Dieu ! Mais il y a tout de même, ceux, agnostiques, athées, juifs, musulmans, etc.. devant qui on pose cet objectif étrange, la démocratie-chrétienne, il y a pour eux une prise de distance obligatoire, un réflexe d'éloignement préjudiciable à l'action.

Pour ma part, je défends le projet démocrate. Je m'empresse de dire que ce projet démocrate est fils de la grande histoire judéo-chrétienne. C'est un fruit de cet arbre, et d'une certaine manière, si l'on est chrétien, on ne peut être que démocrate, mais tous les démocrates ne sont pas forcément chrétiens. On ne peut être que démocrate parce que l'idée démocrate elle-même postule ce que Marc Sangnier a dit mieux que quiconque, c'est que la démocratie consiste à porter à son plus haut niveau la conscience et la responsabilité du citoyen, je dis bien conscience et responsabilité. Dans le seul mot démocratie, il y a l'idée qu'un peuple peut gouverner, idée que beaucoup de nos concitoyens, que l'immense majorité de nos concitoyens qui prononcent le mot démocratie n'envisagent pas de façon naturelle. Ils croient que le gouvernement du peuple, cela consiste seulement à choisir ses dirigeants. Nous, nous nourrissons une ambition beaucoup plus haute qui est que le peuple participe en conscience au choix que l'on fait en son nom et, nous l'espérons, avec lui. C'est un changement de perspective absolue.

Jean Lecanuet a été pour beaucoup d'entre-nous le passeur, même s'il avait sans doute des défauts comme tout le monde, mais il définissait ainsi, de manière imagée la différence entre République et Démocratie. Il disait : "La République, c'est très simple. On choisit un type, on le hisse sur le pavois, on l'applaudit et on se tourne vers lui en disant : t'as voulu y être et bien maintenant occupe toi de nous". Formule que je lui ai entendue mille fois répéter. Ce n'est pas notre vision.

Notre vision consiste à considérer que le citoyen doit s'occuper de tout. Pour prendre un sujet d'actualité, cela exclut, pour un démocrate conséquent, que l'on puisse faire la réforme de la sécurité sociale par ordonnance. Un démocrate conséquent dit : "excusez-moi, je veux savoir pourquoi et je veux savoir comment et je prends ce risque" qui est un risque beaucoup plus grand que de décider seul à la place des gens. C'est la clef des grandes mutations de la société que nous avons à vivre.

Je reviens un peu en arrière pour dire quelle est ma vision de cette démocratie. Ceci est la première borne et elle n'est pas mince. Elle est lourde de conséquence. Croire au projet démocrate, cela signifie que l'on postule, que l'on peut obtenir de la part des citoyens un degré de conscience et d'adhésion qui les transforme en décideurs. Non pas en sujets.

Deuxièmement, si l'on postule que tout citoyen peut décider, c'est que l'on adhère à une vision de l'homme, à une anthropologie qui considère que tout homme est unique. Raison pour laquelle cette famille politique peut s'avan-

cer le front haut sur la scène de l'histoire et affirmer qu'elle a été la première de toutes les familles résistantes à toutes les idéologies totalitaires et singulièrement au nazisme et au communisme.

Le jour où je ferai dans cette maison une galerie de ceux qui ont marqué cette histoire, en dépit des dérives qui furent les siennes, il y aura Bidault parce que l'homme qui a écrit, lorsqu'il s'est agi de dire non - le jour de Munich - "lorsqu'il s'agit de dire non, le bon moment c'est le premier", cet homme, quelles que soient les sottises que par la suite il a vécues, a dit qu'il y a de l'irréductible dans ce que nous croyons et que notamment nous ne considérons pas que les droits de l'homme et la démocratie soient une contingence, ce qui par exemple devrait interdire à des démocrates-chrétiens ou en tout cas des démocrates conséquents devant la visite du président chinois aujourd'hui, de dire ce qui a été dit sur Taïwan.

On peut dire beaucoup de choses, beaucoup, on peut respecter les Puissances, mais ce qui vient d'être dit sur Taïwan ne devrait pas être formulé par quelqu'un qui croit à l'irréductible des valeurs des droits de l'homme.

Ensuite, cette conviction irréductible comporte un projet de société. Un projet de société qui vise à créer entre citoyens une chaîne de solidarité telle que chacun doit être garanti de deux choses : la première c'est qu'il ne sera pas abandonné s'il tombe, s'il a un accident de la vie ; la deuxième, c'est qu'il se verra offrir le maximum de chances d'épanouissement. Dans épanouissement il y a tout dedans, il y a l'éducation, la culture, le fait de pouvoir dignement élever ses enfants, un projet social et d'épanouissement culturel, sans doute, et si je dois aller au bout de ce que je pense, spirituel. Ce sont ces deux garanties que la société devrait apporter : "Tu ne seras pas tout seul si tu tombes", raison pour laquelle je me suis battu contre la suppression de l'allocation de solidarité aux chômeurs en fin de droit.

Et en même temps, éducation, culture, par les grands moyens de communication, élévation culturelle et spirituelle, artistique. C'est cet impalpable qui fait que la sagesse se glisse dans le cœur de l'homme. A ce titre, ce qu'a dit un homme comme Vaclav Havel mérite que, lui aussi, on le mette dans la galerie. Je ne pense pas qu'il accepterait que l'on prétende qu'il est démocrate-chrétien, mais je me sens en communion de pensée avec lui.

Le quatrième élément de cette pensée qui n'est pas une pensée désincarnée, c'est que cette idée de la responsabilité partagée des citoyens et exercée par les citoyens, cette idée de l'irréductible dans les droits de l'homme, cette idée du projet social,

culturel et spirituel, d'épanouissement de la personne, s'accompagne nécessairement d'une réflexion sur la forme politique qui peut porter un tel projet.

C'est pourquoi nous sommes européens. Je ne suis pas européen simplement parce que j'aime bien mes amis italiens, espagnols, et quelques autres. Je suis européen parce que, quand je vois monter à la surface de la planète les Puissances qui, elles, portent comme l'Empire romain un projet de société, un projet culturel, une langue, une vision artistique, des rapports marchands. Il est vain de vouloir défendre un projet de société si l'on est incapable de bâtir la forme politique qui puisse le défendre et le promouvoir. Telle est notre responsabilité historique. Là, il n'y aura pas de faux-fuyants, il n'y aura pas de faux-semblants. On est en train de fossoyer l'Europe : on peut finasser, discuter, couper les cheveux en quatre, mais celui qui ne conviendrait pas avec nous aujourd'hui que l'Europe est mal partie, alors celui-là ne voit pas les mêmes choses que nous.

On est en train de vouloir faire de l'Europe une organisation de nations engagées dans une confrontation de leurs intérêts à l'intérieur de l'ensemble européen, pas de vouloir faire ce que nous voulons faire, c'est-à-dire un ensemble chargé de porter un projet de société. Cette tentative prend beaucoup de formes, mais il y en a deux ou trois qui sont incontournables à analyser. Ce sont les dirigeants français qui ont voulu l'adhésion de la Turquie ; c'est Jacques Chirac et Lionel Jospin qui ont voulu l'adhésion de la Turquie sans aucun débat. Sans eux cette adhésion n'aurait jamais été acquise et naturellement vouloir accepter ce qui est un fait acquis, quoi que l'on raconte, l'adhésion de la Turquie cela signifie que l'on considère que l'ensemble ne porte pas de projet de société, cela veut dire qu'il s'agit de la définition d'une zone en perpétuelle expansion, pas de la constitution d'une entité politique chargée de porter un projet, mais de la définition d'une zone.

Alors votre camarade Berlusconi veut y adjoindre la Russie, le Maghreb et Israël, entre autres.... Je comprends très bien ce plan. Je suis seulement désespéré que ce soit à l'intérieur de ce que nous avons défini comme une famille politique que ce plan s'exprime. Il s'exprimerait très bien avec les eurosceptiques britanniques parce que c'est leur plan. Il y a deux visions, ceux qui considèrent que l'acteur politique doit rester l'Etat nation et ceux qui considèrent que l'Union doit devenir un acteur politique en lui-même, une entité politique et alors vous voyez tout de suite la conséquence par rapport à ma première définition du mot démocratie : si l'Union doit devenir une entité politique, alors il faut qu'elle ait la transparence et les moyens de décider pour que le citoyen soit lui-même engagé dans cette décision.

Est-ce révéler un secret de dire que José-Maria Aznar ne croit absolument pas à cette idée-là ? Je me suis disputé, sous les yeux de José Maria Gil-Robles, dix fois avec lui. Il pense que l'Europe ne doit pas prendre le chemin fédéral en quoi que ce soit. Il a un argument tout simple dont je vais essayer de démontrer le caractère vicié, il dit : "comment voulez-vous qu'on fasse une Fédération avec 1 % du PIB comme budget ?" Et naturellement par ailleurs il agit, avec d'autres, avec le président de la République française et d'autres, pour que le budget de l'Union ne dépasse en aucun cas 1 %.

Formuler cette affirmation, c'est dire ce que l'on ne veut pas. Nous souhaitons le contraire. Parce que nous pensons que cette entité doit porter un projet politique de société. Comment voulez-vous porter un projet de société si vous n'avez pas une politique coordonnée de recherche ? Regardez ce que les Etats-Unis sont en train de réaliser avec leur recherche ? Deux fois plus que les plus avancées des pays européens !

On ne peut pas avoir un projet politique si l'on n'a pas de Défense commune. Comment voulez-vous faire une Défense en vous limitant à 1 % du budget ?

C'est extraordinaire, c'est comme sur la scène de ces opéras où les troupes font semblant de marcher et en réalité restent sur place, quand elles ne reculent pas subrepticement. A grands accents martiaux... Il est indiscutable de ce point de vue que la crise irakienne a joué un rôle de révélateur, de bombe à fragmentation, dans ce qui n'était naturellement qu'une apparence, mais qui jusqu'alors était l'apparence d'une entente. Je ne fais pas grief au président de la République française d'avoir soutenu sur l'Irak la position qu'il a soutenue, que j'ai approuvée, je lui ai fait grief de ne pas en avoir fait un sujet européen. Il y a eu un moment, les observateurs le savent, dans ce mois de décembre 2002, où on pouvait trouver là une fenêtre de tir pour que l'Europe s'exprime sur des principes sains et aille à peu près dans le bon sens dans cette affaire.

Tout ceci doit nous amener, nous aussi, à nous poser des questions pratiques. Je ne cache pas que je suis en interrogation profonde sur le PPE que nous avons fondé. J'étais au Congrès fondateur du PPE. Excusez-moi, le jour où on a "viré" Romano Prodi pour mettre Berlusconi à sa place, le jour où les conservateurs britanniques sont entrés dans ce groupe, il s'est condamné lui-même. Il y en a d'autres qui ont été fascinés par le nombre des députés. Pour moi, le nombre à une grande importance s'il porte un projet commun. Si c'est pour détruire le projet commun alors le nombre est une impuissance, et peu à peu une trahison de l'esprit initial.

Oui, je suis en interrogation profonde et un peu plus qu'en interrogation profonde. J'ai commencé à dessiner autre chose et à rencontrer des gens qui voudraient le dessiner avec nous, des gens qui pourraient partager ce projet sur ces quatre piliers que je viens d'exprimer devant vous. Les récentes déclarations de Sylvio Berlusconi sur l'euro ont peut-être leur fondement, je ne les discute pas en économie, mais je sais que ce n'est pas notre projet ; ou bien nous considérons qu'il y a là un projet original et il faut le défendre et le porter devant les citoyens, ou bien nous considérons que nous n'avons été qu'un avatar, qu'une parenthèse dans l'histoire, et qu'après tout comme on dit "nos idées ont gagné". Cette formulation française m'a toujours fait tomber de ma chaise, de rire.

Oui, grosso modo, il y a une vulgate vaguement ou assez à droite... cela se discute d'ailleurs plus ou moins, vaguement institution démocratique et vaguement européiste ; c'est vrai. Mais dans ce cas il faut faire un parti unique, des socialistes jusqu'à de Villiers, à peu près. Il y a tout cela, oui, grosso modo nous vivons dans le même pays en respectant des règles du jeu qui sont à peu près de courtoisie et il n'y a pas eu récemment d'assassinats politiques. Tout cela, c'est vrai.

Quant au projet, on est très loin du compte, à mes yeux. Et pourtant je crois à ce projet et je terminerai sur cette idée. Je pense que ce projet, est-ce un miracle, prescience de ceux qui l'ont construit, répond aux questions majeures de notre temps. Par exemple, ce que j'ai dit du projet social, je suis persuadé que c'est le point efficace de fusion, de synthèse entre les deux pratiques qui ne correspondent pas à l'attente des Français.

D'un côté ceux qui veulent le tout assistance, qui ont montré que le libéralisme n'allait pas et de l'autre ceux qui, grosso modo plaident ou pensent que la réforme ne peut se payer que de l'augmentation de la précarité et qui arrivent à faire de la France le pays où il y a le prélèvement obligatoire le plus élevé et le plus grand nombre d'exclus.

Ce ping-pong-là fait de nous le pays, avec des gens qui dorment dans la rue et des gens avec des enfants à qui l'on n'arrive plus à apprendre à lire, un sur six d'entre eux environ.

Que porte ce projet en germe ? Premièrement, l'efficacité économique ; deuxièmement, la lutte contre la précarité.

Telle est la synthèse qui est probablement la possibilité la plus efficace de faire accepter par notre société les réformes nécessaires. C'est à nous de la promouvoir.

Sur bien des interrogations, comme la lutte efficace contre les extrémismes, je pense qu'il y a, dans l'idée de démocratie, dans tout ce qu'elle comporte de confrontation, de débat, de surgissement, de colère, de rire (au lieu d'avoir la tunique grise que l'on nous inflige depuis des lustres), il y a une réponse. Je ne peux pas me résoudre à accepter l'idée qu'il y aurait en France 20% et quelques fascistes.

Il y a en France 20 % de gens qui considèrent qu'ils sont exclus du débat, ne serait-ce que par la langue utilisée par les dirigeants et que personne ne comprend. Et ces dirigeants le plus souvent n'ont pas écrit les discours qu'ils lisent. Ils ont, auprès d'eux des plumitifs dont la fonction est d'écrire et donc de penser. Il aurait fait beau voir que quelqu'un eût en la prétention d'écrire les discours du général de Gaulle ! Il aurait pris le coup de pied nécessaire à l'endroit fixé !

Plus personne ne parle comme un homme doit parler à un autre homme, un citoyen à un autre citoyen. Plus personne ne s'engage, ne prend le risque. Or une démocratie sans la langue de la démocratie, ce n'est plus une démocratie, comme M. Le Pen l'a parfaitement compris depuis longtemps. Il en a même fait une de ses armes. Ou bien on continue à se renfermer dans notre citadelle, ou bien on sort de la citadelle pour redire quelque chose aux gens.

Ceux qui sont contre l'Europe diront : on est contre l'Europe, ceux qui sont pour diront : on est pour. Puis il y aura des confrontations dans lesquelles le citoyen trouvera le sel de sa vie et de son engagement. Autrement dit c'est à une refondation qu'invite, à mon avis, l'idée de la rencontre que vous avez eu aujourd'hui.

Je crois qu'il y a une jeunesse absolue et une dynamique sans limite dans l'idée que porte notre nom, à condition d'y croire. Il y a bien longtemps qu'un grand nombre d'entre ceux qui s'en étaient faits les défenseurs patentés avaient cessé d'y croire.

Refondez ce lien, refaites naître cette adhésion, cet engagement, cette foi du laboureur, je ne dis pas la foi du charbonnier, je dis la foi du laboureur, nécessaire pour que ce grand idéal tout d'un coup apparaisse dans sa lumière, pas comme un objet d'études appartenant au passé, mais comme la seule idée sur laquelle on puisse bâtir l'avenir.

Il y a un projet démocrate pour le XXIème siècle. C'est le seul qui pourra rendre le XXIème siècle vivable.

(Applaudissements...)

UNE INTERVENANTE. - Je crois qu'il vous faut beaucoup de disciples sur le terrain pour porter votre jeune parole parce que vous êtes un excellent "émetteur". Les propos sont tout à fait clairs, même en enlevant l'adjectif chrétien, tous les démocrates ne peuvent qu'adhérer. Je crois qu'il vous faut beaucoup de porte-parole, notamment au niveau des jeunes dans le milieu étudiantin, il faut provoquer l'intérêt... un relais.

François BAYROU. - C'est en train de venir. Il y a un frémissement.

CETTE INTERVENANTE. - Il faut mobiliser beaucoup auprès des jeunes, s'engager.

François BAYROU. - Pour mobiliser, il faut combattre. Tout accommodement est une euthanasie, au stade où nous sommes.

UN INTERVENANT. - Etant enseignant j'ai remarqué qu'il y a beaucoup de sensibilité dans la jeunesse pour des questions des droits de l'homme. Si on laisse passer sans réagir des discours comme celui de Jacques Chirac aujourd'hui qui semble vendre les droits de l'homme contre des armes, avec l'exemple de la Chine et de Taïwan, on décourage la jeunesse. En quoi pouvons-nous contribuer à enrayer cette déception que tout est devenu marchandise, y compris les droits de l'homme ?

François BAYROU. - Je l'ai exprimé à peu près dans ces termes avant que vous n'arriviez. La première contribution et je reprends ainsi le mot de Bidault, c'est de dire "non". C'est désagréable, je suis payé pour le savoir parce que c'est plus facile d'être dans le courant. On a échangé la dignité contre des contrats. Je ne sais même pas s'il y a vraiment eu des contrats et je ne sais même pas si ces contrats n'auraient pas eu lieu autrement. Tout cela peut se discuter, mais on a échangé quelque chose qui est extraordinaire, c'est-à-dire l'abandon d'une communauté nationale et politique qui est en face de la Chine communiste, la seule qui porte les valeurs de la démocratie, et on l'a condamnée sur sa démocratie, sur une procédure démocratique.

Personne n'a réfléchi à cela, c'est extraordinaire. On a condamné Taïwan parce que son gouvernement organise un référendum parmi ses citoyens !

C'est à pleurer. Je ne sais pas si les journalistes qui sont là peuvent relayer ce sentiment parce que l'actualité ne m'a pas permis de le dire, mais c'est à pleurer et c'est la France qui fait cela...!!

J'entends bien que le général de Gaulle, avec un réalisme que je comprends, avait décidé de reconnaître la Chine, mais pour autant, ce n'était pas le geste de l'abandon qui condamne les démocrates sur leur démocratie.

Ceci donne toute la limite du pragmatisme, mot que l'on utilise en France de manière laudative, pour dire qu'on est prêt à sacrifier l'essentiel pour l'accessoire, parce que je considère que même dans le commerce, il arrive qu'il soit accessoire devant des choses de ce prix.

Henri MÉNUDIER. - On est à cinq mois des élections européennes, quels vont être vos thèmes ? Dans quelles mesures vont-ils se distinguer de ceux de l'UMP ?

François BAYROU. - Ils vont se distinguer complètement parce que je suis décidé à défendre le projet d'union politique de l'Europe avec tout ce que cela comporte, y compris de confrontation avec ceux qui n'y croient pas ou n'y croient plus. Si nous avons un peu de chance, je suis décidé à reconstruire un parti politique européen.

(Applaudissements...)

Je suis décidé à reconstruire un parti politique européen en Europe et je le dis avec tristesse. J'étais tout jeune, j'avais 25 ans, au congrès fondateur du PPE. Et à l'époque, le PPE, c'était le grand centre européen en train de se constituer. Il y a eu une colonisation de l'intérieur par des gens qui ont en effet le nombre, mais qui croient le contraire de ce que nous croyons.

Pour moi, étant donné le tour que ma vie politique a pris, je ne peux pas laisser faire. Et la confrontation que je vis en France, j'ai l'intention de la faire vivre en Europe. Je sais combien c'est dur, mais ce n'est plus possible qu'il n'y ait plus "d'émetteurs" comme vous dites, Madame.

UN INTERVENANT. - Il faut clamer ses convictions !

François BAYROU. - Il n'y a plus personne pour défendre le projet et c'est pire que cela. On combat le projet en utilisant les mots de ceux qui le défendaient. Je ne sais plus quel grand philosophe du IV^{ème} siècle a écrit un livre contre l'hérésie agnostique. Ce n'est pas Augustin, c'est Saint Irénée je crois ; son livre, il l'a appelé "la Gnose au nom menteur". Parce que la gnose, cela

veut dire la connaissance, alors que pour lui cette hérésie conduisait au contraire à l'obscurité.

"Contre la Gnose au nom menteur".

UN INTERVENANT. - Ce n'était pas le IV^{ème} siècle, c'était le II^{ème} !

François BAYROU. - Au point où nous en sommes ! J'ai retenu le titre : "contre la Gnose au nom menteur". Eh bien, je veux me battre contre ceux qui utilisent les mots menteurs. Ils dénaturent le mot ou plus exactement ils utilisent le mot pour ne pas faire la chose.

Jacques LAIK. - Pour ne pas dire la chose.

François BAYROU. - Pour qu'elle ne se fasse pas.

Francis GONZALES. - J'ai une question. Quels sont vos principaux arguments que vous allez présenter pour défendre votre projet de ce parti européen ?

François BAYROU. - Je m'avancerai auprès de ceux qui veulent bien, pour dire : "il est minuit docteur Schweitzer"... Cela va être fichu dans quelques minutes, peut-être c'est déjà fichu, les pessimistes diront que c'est déjà fichu. Mais cela va l'être parce qu'on est allé de reculs en accommodements.

UN INTERVENANT. - De calculs en calculs.

François BAYROU. - De reculs en calculs, de calculs en accommodements et, au bout du compte, la maison qui devait porter ce projet s'est vidée totalement de la foi en ce projet.

UN INTERVENANT. - Il y aura peut-être l'étoile du matin.

François BAYROU. - Espérons, mais c'est cela la question. Il ne faut pas parler de nuances institutionnelles. Il faut parler de la scène du monde comme elle est en train de se construire.

UN INTERVENANT. - Les hommes dans le monde !

François BAYROU. - Ce qui s'est passé hier avec le Président chinois en France, c'est simplement acte pris qu'il faut plier devant la puissance. On vient de mener soi-disant un combat formidable pour les valeurs, le Droit à la surface de la planète dans l'affaire irakienne et encore une fois je n'ai pas contes-

té ce point parce que, pour ma part je n'ai jamais cru qu'il y avait d'armes de destruction massive, qu'en tout cas si on comparait les armes de destruction massive irakiennes aux armes de destruction massive américaines, sans doute la balance n'était-elle pas dans le sens qu'on voulait bien nous dire, mais je trouvais que les Etats-Unis étaient en train de manquer au Droit avec une grande imprudence. Le jour où ils l'ont fait, peut-être quelqu'un était-il au colloque franco-américain où j'ai dit cela, j'ai dit "et qu'est-ce que vous allez faire demain si la Chine considère que sa sécurité est mise en jeu par Taïwan, comme vous considérez que votre sécurité est mise en jeu par l'Irak ?"

S'il y a cette option, alors elle vaut pour tout le monde. Je trouvais que c'était une grave imprudence. Je prie pour que l'histoire ne nous donne pas l'occasion de le vérifier. Il faut parler aux gens de grandes choses. Il ne faut pas parler de petites choses. Naturellement, cela doit s'accompagner pour nous, démocrates, d'une volonté réformatrice absolue en Europe.

Les chercheurs aquitains avec qui j'ai passé ma soirée d'hier me racontaient que, pour chaque projet, il faut remplir 600 pages de paperasses. Mais cela n'est pas l'Europe que nous avons voulue, c'est l'Europe que nous subissons. Parce que nous n'avons plus l'âme des fondateurs.

Si vous n'avez plus l'âme des fondateurs, alors vous subissez l'administration, mais je ne peux pas accepter que ce grand projet soit dévoyé en 600 pages de formulaires à remplir pour un projet de recherche. Je ne peux pas accepter le caractère tatillon des choses de l'administration européenne ou nationale. Pour faire entendre cela, il faut prendre le risque et pour prendre le risque il faut se moquer du résultat. On l'espère bon. Mais au point où nous en sommes il faut prendre les risques les plus grands.

La modération dans le risque conduit à cet aplatissement dans lequel nous vivons. Alors, on sera une poignée ? Ce n'est pas grave. On vient de montrer depuis deux ans dans la politique française qu'une poignée pouvait assez bien se faire entendre, ce que l'on ne croyait pas dans nos rangs au début. Mais une poignée cohérente, conséquente, forte, rassemblée arrive très bien à se faire entendre.

Et donc je suis tout à fait décidé à porter ce projet devant les Européens et devant les Français. Il faudra trouver des audacieux à qui la fortune ne demande qu'à sourire.

(Applaudissements...)

Vendredi 30 janvier 2004 (matin)

La séance est ouverte à 9 h 30 sous la présidence de Maurice BLIN, Sénateur des Ardennes.

Charles DELAMARE. - Il est difficile de résumer les débats d'hier à partir des exposés de très grande qualité et des interventions qui ont précisé beaucoup de points importants. **Jean-Dominique Durand** nous a tracé un panorama de la démocratie chrétienne dans son histoire, son présent et aussi, un peu, son avenir. Il a fait apparaître l'impressionnante ramification de la démocratie chrétienne. Elle couvre toute l'Europe et l'Amérique latine, ce qui nous donne l'espoir de voir ces racines faire surgir de nouveaux rameaux.

Le fait religieux dans l'exposé de **Jean Chélini** a montré l'articulation entre les hommes de Foi des différentes religions, mais surtout les différents aspects de la religion chrétienne, protestante, orthodoxe, catholique et son engagement dans la politique des années d'avant et d'après guerre, sa participation à la constitution de l'Europe, son rôle dans la libération des peuples de l'Est. Un point très frappant est apparu particulièrement dans sa conclusion : le fait religieux, dans l'Europe d'aujourd'hui c'est surtout l'islam. C'est un problème nouveau qui se pose avec une tension croissante. Il change complètement la façon dont on a apprécié jusqu'à maintenant le fait religieux. Il était axé surtout sur la laïcité, sur ses rapports avec la politique, sur les convictions religieuses, sur la morale sexuelle, sur le rapport à l'argent, etc... Il apparaît aujourd'hui comme un lieu de confrontation. C'est un problème considérable, un problème à considérer sérieusement mais avec bienveillance..

L'esprit de ce colloque est de montrer que l'acquis de la démocratie-chrétienne ancienne se trouve en révolution parce que le monde est en révolution. C'est une base de départ, le point d'appui pour de nouvelles réponses à donner aux défis du siècle. Cette impression a été tout à fait confirmée par **Christian Saint-Etienne** au début de l'après-midi. A partir de données démographiques qui ne sont pas discutables, il a tracé un panorama de l'Europe en 2020, panorama très impressionnant. On y voit que toutes les données à partir desquels nous réfléchissons seront modifiées considérablement d'ici vingt ans par l'évolution démographique et par la passivité des hommes politiques d'aujourd'hui, incapables non seulement de préparer l'avenir mais même de le concevoir. L'opinion publique européenne n'a pas saisi l'importance de la transformation qui commencera à faire sentir ces effets dès 2004. Nous avançons dans une sorte de désert intellectuel.

Cette réflexion a été prolongée par la discussion entre **José Maria Gil-Robles**, député européen, ancien président du Parlement européen et **Jean-Louis Bourlanges**, député européen. Ils nous ont fait part des problèmes de la gouvernance de l'Europe. José Maria Gil-Robles, pratique, montrant qu'il y avait des portes ouvertes, mais qu'aussi elles pouvaient se fermer très brutalement et que beaucoup se fermaient actuellement. Jean-Louis Bourlanges s'est montré plus pessimiste encore sur l'évolution des institutions européennes et sur le destin de l'Europe ; ce qui rejoint, d'un point de vue institutionnel, l'analyse très percutante de Christian Saint-Etienne sur l'évolution démographique, économique et culturelle.

Ensuite nous avons entendu, dans un bel italien, un très brillant exposé de **Guido Bodrato**, traduit et résumé par **Hugues Portelli**, sur l'évolution de la démocratie chrétienne en Italie et du Parti populaire européen. Celui-ci est très profondément affecté par les bouleversements de la démocratie-chrétienne italienne, mais aussi par les changements dans les pays avoisinants. Pas dans le bon sens ! Le P.P.E. s'affadit pour grossir ; les convictions et la doctrine des démocrates chrétiens se diluent dans un libéralisme tiède, mais tenace.

Enfin, **François Bayrou** est venu à 19 heures pour exprimer sa conception très rigoureuse de la démocratie. François Bayrou n'aime pas trop que l'on parle de "démocratie-chrétienne". Pour lui, il faut parler de la démocratie en allant au fond, en prenant la démocratie comme inspirée par les valeurs de notre civilisation judéo-chrétienne. A son sens il n'existe pas d'esprit démocratique s'il n'y a pas assimilation par lui de ces valeurs de la culture judéo-chrétienne. Celle-ci est aujourd'hui fortement mise en question. Elle est en danger de mort.

J'espère que nous allons, dans l'esprit de ce qui a été dit hier, poursuivre nos recherches, aller plus avant, pour opposer à des constatations aussi claires que pessimistes, des motifs d'espoir et un appel au redressement. Il faut marcher vers un ordre international, même si nous cheminons lentement. Il faut réviser notre conception du déroulement de la vie pour redonner couleur, vigueur, sens à la nouvelle vieillesse. Cette matinée apportera ainsi une première réflexion sur la façon de prendre en charge ces problèmes considérables qui ont été soulevés hier et sur lesquels il est nécessaire de continuer à travailler.

Jean-Claude Casanova, directeur de la revue *Commentaire*, reprendra le texte de son exposé "Souveraineté et ordre international" dans le prochain numéro de **France-Forum**.

Le nouveau troisième âge : un défi social à relever

Maurice BLIN. - Merci cher ami. Je cède la parole à Claude Vimont, Conseil Emploi Formation, qui va nous parler d'un sujet très actuel : "Le nouveau troisième âge, un défi social à relever". C'est éminemment un problème européen.

Rapport de Claude VIMONT

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, plutôt que de traiter le seul thème du nouveau troisième âge qui est pour moi le thème d'un livre que j'ai publié il y a trois ans¹, je vais parler du vieillissement en général. Je m'aperçois, en suivant ce colloque depuis deux jours, que ce thème majeur apparaît déjà dans nos débats, notamment Christian Saint-Etienne qui a parlé du vieillissement de nos sociétés.

Je voudrais donc commencer par des constatations sur la façon dont la société française ressent actuellement le problème du vieillissement, ainsi que quelques statistiques sur l'avenir, avant d'exposer une conception du "nouveau troisième âge".

Cachez ces vieillards que je ne saurais voir !

Nous sommes dans une situation schizophrène. Deux discours sont tenus sur le vieillissement, parfois par les mêmes personnes. Ils créent une situation sur laquelle il faut s'interroger pour notre avenir propre et celui de l'Europe.

Je vais prendre à titre d'exemple des phrases prononcées dans les trois mois précédents. M. Francis Mer à l'Assemblée générale de l'Institut de l'entreprise de 2004 : "Le vieillissement va être le problème fondamental de notre société dans les 20 à 30 années qui viennent". Elle est tombée complètement à plat. Elle n'a été reprise par personne.

¹ Claude Vimont, *Le nouveau troisième âge, une société active en devenir*, Economica, 2001.

J'ai entendu Ernest-Antoine Seillière avec moins de violence dans le propos, dire en débutant une réunion interne au MEDEF : "La jeunesse a dominé toute la deuxième partie du XXème siècle, le vieillissement va dominer toute la première partie du XXIème siècle". Dans une autre enceinte Denis Kessler, à l'époque vice-président du MEDEF, excédé par les résistances qu'il rencontrait à l'idée qu'il faudrait allonger la durée de la vie active, est parti brutalement en disant : "Et pourtant, il faudra bien que vous viviez avec vos vieux !" C'est dire que nous sommes dans une situation où le vieillissement va devenir, comme ces trois annonces que je viens de rappeler, fondamentalement, un problème essentiel de nos sociétés.

Mais la société française n'arrive pas à intégrer cette situation nouvelle de notre société et à en tirer les conséquences. Nous avons fait des progrès importants avec la loi Fillon-Delevoeye du 21 août dernier qu'il faut saluer, car elle représente une étape qui a été difficile à négocier. Il reste tout de même, dans la société française, actuellement, une attitude double qui conduit à n'admettre que superficiellement le problème du vieillissement. Ceux qui réfléchissent le plus à ce sujet sont certains grands dirigeants de notre pays, mais lorsque dans les entreprises on arrive au niveau des Directions des Ressources Humaines, c'est toujours... "encore un petit peu de préretraites en plus... ce sont les dernières ! Mais encore un petit peu plus, nous ne pouvons pas faire autrement....".

En réalité, nous n'avons pas de politique du vieillissement

Lorsque l'on regarde les sociétés développées en général, on s'aperçoit que les pays dans lesquels on travaille le plus actuellement sur le phénomène du vieillissement sont les Etats-Unis, qui ne sont concernés que dix ans après nous. "The Conference board", organisme de recherche purement économique, qui réunit une partie du patronat américain, a mis à son programme en priorité le problème du vieillissement de la population en général et du vieillissement de la population active en particulier. C'est la première fois que cet organisme choisit un sujet social et le met au premier rang de ses priorités.

Dans les pays européens, le seul pays qui traite du problème du vieillissement de sa population active, de façon déterminée, est la Grande-Bretagne. La politique définie il y a trois ans par le Premier ministre s'était heurtée à une attitude très peu coopérative, même de son propre parti. Tony Blair a eu beaucoup de mal à mettre en place sa nouvelle organisation des services de l'emploi, mais il a maintenant un taux de chômage qui n'est pas de 3,5 %, (car quand l'on dit que le chômage en Grande-Bretagne c'est 3,5 % c'est parce

qu'on le calcule d'une certaine façon qui est propre à ce pays), mais si on prend la norme appliquée ailleurs, ce taux est d'environ 5 %, pratiquement la moitié du nôtre pour une situation démographique à peu près similaire. Les Anglais connaissent une évolution de l'emploi des travailleurs vieillissants qui est tout à fait positive, avec une remontée des taux d'activité et de l'emploi des personnes ayant passé l'âge officiel de la retraite.

"Les jobs center plus" créés par Tony Blair pour les jeunes et pour les demandeurs d'emploi les plus âgés sont une réussite incontestable. Le mouvement qui soutient cette politique, le plus important, s'appelle "Age positive". C'est une façon de traiter le sujet de façon dynamique.

Or la perspective de vieillissement de l'Europe est certaine et dangereuse. Un déséquilibre profond s'établit entre les Etats-Unis et les pays européens, notamment l'Europe à 15, comme le montre l'étude faite par l'Institut Montaigne ². La base de nos travaux avait été fournie par EUROSTAT. L'augmentation de croissance potentielle pour les Etats-Unis d'ici 2025 serait de 19 %. Pour l'Union européenne 1,4%. Le décalage de perspective d'avenir est particulièrement fort. Quand on regarde comment est calculé ce potentiel productif dans les deux ensembles, on s'aperçoit d'abord d'une situation par ailleurs bien connue, mais dont on n'a peut-être pas pris conscience suffisamment : les Etats-Unis gardent un taux de renouvellement de leur population qui est supérieur à 2,1, donc ils renouvellent leur population normalement. L'Europe à Quinze est à 1,5 de renouvellement. Nous, Français, sommes dans une situation qui n'est pas si défavorable puisque nous sommes à un peu plus de 1,9 derrière les Irlandais. Alors que les pays du Sud méditerranéen qui ont brutalement changé de comportement démographique, que ce soit l'Espagne, l'Italie, le Portugal, sont tombés à 1,4 - 1,3. Quant aux Russes, on pense qu'ils sont autour de 1,1 et 1,2.

La deuxième raison qui explique la différence des calculs sur le potentiel productif est que le rythme de l'immigration aux Etats-Unis, tel qu'il peut être évalué actuellement, est triple de celui que l'on envisageait pour l'Europe dans les calculs d'Eurostat. C'est une population, de plus, en général qualifiée. Cela augmente d'autant la perspective de potentiel productif des Etats-Unis.

De plus le taux de productivité est plus fort aux Etats-Unis. Je ne parle pas du taux de productivité actuel, celui de 9 % du 3ème trimestre 2003 qui peut être considéré comme un taux provisoire. On ne peut pas faire des prévisions

² "Compétitivité et vieillissement". Institut Montaigne, septembre 2003.

sur le maintien d'un taux de ce genre, mais le rythme de productivité aux Etats-Unis est incontestablement plus important en général que le rythme européen. Cette situation suffit à justifier la prévision élevée tirée des travaux d'Eurostat, c'est-à-dire près de 20 % sur vingt-cinq ans.

Toutefois, du côté européen, je voudrais un peu atténuer la violence des propos qui résultent des calculs d'Eurostat. Les prévisions ainsi faites par Eurostat, qui sont à la base des chiffres que j'ai donnés (et que Christian Saint-Etienne avait donnés hier), reposent sur des hypothèses d'évolution des taux d'activité en Europe qui sont extrêmement réduites quant à leurs possibilités d'augmentation.

L'évolution du taux d'activité en Europe va stagner

A l'Institut Montaigne, au lieu de cette petite tendance à l'augmentation des taux d'activité dans les pays européens pendant 25 ans, qu'Eurostat avait pris, nous avons admis à titre d'hypothèse de travail extrême que les taux d'activité des moins de 35 ans seraient les taux actuels d'activité aux Pays-Bas de cette population en catégorie d'âge et pour les plus de 35 ans seraient les taux d'activité actuelle de la Suède.

Ce sont des modèles socio-économiques de pays démocratiques où existe une grande cohésion sociale. Cela nous a amené à voir des perspectives plus favorables et d'ailleurs assez inattendues pour 2025 pour les pays européens. Cela nous donne les résultats suivants : les pays qui ont déjà des taux très élevés, comme la Suède ou les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne elle-même, ne peuvent guère envisager d'augmentation de leur taux d'activité puisqu'ils sont déjà à des taux très élevés. Ils subiront le vieillissement à plein parce qu'on ne les voit pas faisant travailler leurs personnes âgées beaucoup plus que ce qu'ils font actuellement. Encore que les taux d'emploi de celles-ci augmentent sensiblement en Grande-Bretagne, à l'heure actuelle.

En revanche, les pays du Sud, l'Italie, l'Espagne, ont encore des réserves de main-d'œuvre féminine et de travailleurs vieillissants, très importantes, notamment dans le sud du pays qu'ils pourraient très bien mobiliser d'ici 25 ans. Ils ont un potentiel productif beaucoup plus important que ce que l'on dit traditionnellement, en se fondant sur le faible renouvellement de leur population jeune qui ne produira d'effets que dans une vingtaine d'années.

Et la France ? Nous sommes dans une situation qui me ramène à notre schizophrénie actuelle. On s'aperçoit que nous avons des taux d'activité des hommes adultes de 25 à 35 ans et maintenant des femmes, des mêmes âges,

qui sont très élevés³. Ce sont des taux proches du modèle international des pays développés. Il n'y a pas de perspective d'augmentation des taux d'activité des femmes adultes, comme nous avons connu au cours des trente dernières années, qui puisse se répéter. Le mouvement est terminé. Les jeunes adultes cherchent à travailler et sont ainsi compris dans la population active. Il n'y a pas de réserve.

En revanche, notre réserve est du côté des jeunes, mais cela ne porte que sur quelques générations. C'est la "génération oisive". Personne ne commence à travailler avant 18 ans, pratiquement 20 ans. Mais la jeunesse s'arrête à 24 ans, tout au moins dans les statistiques. Cela ne fait pas de gros effectifs. En revanche, on s'aperçoit que pour la France notre grosse réserve de main-d'oeuvre tient à la faiblesse de nos taux d'activité à partir de la cinquantaine et surtout à partir de 55 ans. Nous avons l'inverse de la situation de la Suède, par exemple, où le taux d'activité des personnes de ces âges-là est déjà très élevé.

La France a donc une réserve de main-d'oeuvre, à terme, à condition que nous la mobilisions. Nous avons un discours officiel : le vieillissement va être un très grand problème, nous avons fait un progrès (et je tiens à le souligner) avec la perspective d'application de la loi Fillon-Delevoye. Mais cette perspective de prolongation de la vie active n'est pas prise en compte dans la réalité des entreprises françaises et dans la réalité de la société française.

Nous restons sur le schéma sur lequel nous avons vécu depuis maintenant une quinzaine d'années, c'est-à-dire un certain repli. Les 35 heures, la RTT, la retraite à 60 ans, la préretraite à 55 ans. Nous avons l'idée de réduire notre population active plutôt que de l'augmenter.

Le nouveau troisième âge

C'est parce que nous n'avons pas pris conscience qu'il est en train de s'établir un nouvel âge de la vie dans tous les pays développés, un âge que j'appelle personnellement "le nouveau troisième âge" entre la fin de la cinquantaine et les premières années des septuagénaires.

C'est un groupe d'âge qui n'existait pas autrefois. On passait de l'âge adulte, d'activité, au "troisième âge" qui était le début de l'âge de la fin de la vie. Ce n'est plus du tout le cas. L'âge de la fin de la vie commence après 70 ans et largement après, entre 73 et 75 ans. C'est un quatrième âge.

³ Quand on dit taux d'activité, les chômeurs sont compris dedans : c'est la population active qui désire travailler.

Ce nouveau groupe d'âge qui est en train de se former, qui a une autonomie, une cohésion interne, ces personnes qui ont devant eux, à partir de la fin de la cinquantaine, une bonne dizaine d'années de vie active dans tous les domaines. vont passer cette vie active, sauf évidemment en cas de maladies, majoritairement en bonne santé, majoritairement en couple. C'est la norme, avec beaucoup d'appétit de vivre, beaucoup de moyens pour réaliser cet appétit. Ce sont actuellement les jeunes retraités actifs.

On vous dit dans une entreprise qu'un homme de 50 à 55 ans est un "demi-vieux". Quand il passe à la préretraite, cela devient un jeune actif retraité ! Subitement. Mais quelle activité exercera-t-il ? Comment va-t-il donner sa valeur, sa sève à cette plage nouvelle d'existence ? Il a changé de statut, mais c'est exactement la même personne.

Il y a là une source d'emploi que nous pouvons mobiliser. Je reviens à mes calculs de l'Institut Montaigne. La population active ainsi mobilisable représente un chiffre important, à peu près *trois millions de personnes*. Elle pourrait devenir, pour nous, une possibilité de développement économique et social avec une autre organisation de l'emploi dans nos entreprises et une autre conception de nos directions des ressources humaines. Qu'est-ce que cela signifie ?

Je reviens à des discussions que nous avons en 1969 sur des plans sociaux dans l'industrie textile. Joseph Fontanet, un de vos anciens, avait eu cette phrase : "Il faut répartir les départs sur l'ensemble des générations, ne pas faire partir que les gens vieillissants". C'est l'inverse de ce que l'on a fait.

Il faut avoir une autre attitude, une attitude de formation, une attitude de deuxième rendez-vous de carrière. Vous la voyez naître dans des exemples qui ne font que débiter, mais qui doivent s'étendre, c'est le deuxième rendez-vous de carrière du Crédit Lyonnais, c'est tout le travail qui est fait sur les métiers transversaux chez Renault, que fait le nouveau groupe des Caisses d'Epargne, qu'Air France met en place actuellement, non pas pour son personnel navigant, mais pour son personnel technique et commercial. C'est une autre vision du vieillissement, une autre vision des carrières, avec l'idée de deux carrières qui permettent de supporter, si je puis dire, une mobilisation plus grande des personnes vieillissantes, à la fois parce que c'est leur intérêt, parce que nous ne financerions pas à terme les retraites au niveau voulu si nous ne le faisons pas. Cette évolution est sous-jacente à la loi votée cet été à condition de l'expérimenter par des mesures concrètes. C'est une tâche que

nous devons entreprendre et que les Anglais ont commencée et qu'ils réussissent comme je vous l'ai montré.

Cette nouvelle carrière, ce ne doit pas seulement fournir un surcroît de richesse matérielle mais ce doit être surtout un surcroît d'enrichissement personnel et social.

(Applaudissements...)

Maurice BLIN. - Merci d'avoir traité un problème qui nous concerne tous. Je voudrais simplement ajouter un mot. J'appartiens à ces retraités qui n'en sont pas et qui n'arrivent pas à se résigner à une fin de vie qui serait de loisirs.

Tout ce que vous avez dit est éminemment vrai. Nous avons trois millions d'hommes et de femmes qui seraient encore disponibles, mobilisables, pour tirer la France de l'ornière où elle a glissé, où elle va glisser encore beaucoup plus bas, si nous ne réagissons pas, si nous ne mobilisons pas ces classes d'âge pour défendre et illustrer notre civilisation judéo-chrétienne.

Je crois comme vous que c'est une des cibles que nous devons choisir, à une rectification près, et à mon avis elle pèse très lourd, les statistiques c'est bien, mais ce n'est pas là que se fait l'histoire. Elle se fait au niveau des convictions ou de ce que j'appellerais d'un mot un peu pompeux : la Foi. Mon souvenir est qu'il y a 50 ans, c'est très ancien et c'est toujours présent, l'Europe s'est faite par la Foi. Une génération éprouvée par la guerre, qui avait souffert, qui avait connu la prison et la mort quelquefois, est partie le front haut, la Foi au cœur à la rencontre de l'histoire.

Cette Europe, qui aujourd'hui hésite, se cherche, sans se trouver vraiment, c'est la même. La première c'était la Foi avec ce qu'elle a de naïf, de spontané, un peu risible quelquefois, c'est vrai, j'en fus. Aujourd'hui l'Europe qui débouche sous nos yeux, c'est l'Europe disons-le brutalement, mais Christian Saint-Etienne, hier, nous a appris à parler avec beaucoup de rigueur, c'est l'Europe de l'intérêt. Nous la voyions tout doucement se dégrader et passer de l'idéal à la réalité du marchandage. Je suis inquiet, non pas qu'il ne faille pas accueillir nos amis de l'Europe de l'Est qui vont nous rejoindre en mai, mais pour les fréquenter un peu, j'ai le sentiment très vif qu'ils viennent à l'Europe pour une raison éminente, recevoir d'elle l'appui qu'ils jugent mérité, et on peut le comprendre, et deuxièmement, accéder le plus vite possible au niveau de vie des anciens Européens. C'est une opération d'intérêt parfaitement légitime, mais ne demandez pas à Malte ou à la Slovénie, d'avoir une vision de puissance pour l'Europe, de rôle international, ces peuples ne l'ont jamais eu et ne l'aurons jamais.

En clair, l'Europe, qui s'élargit, s'alourdit et c'est là où je crois que l'on peut, sur ce bref moment de l'histoire, tirer un vrai trait rouge. Nous avons dit, nous Français et quelques autres, d'abord l'approfondissement et ensuite seulement l'élargissement. Nous avons d'abord fait l'élargissement et l'Allemagne n'y est pas pour rien, quoi qu'aujourd'hui elle se pose beaucoup de questions. Nous avons tenté de rattraper ensuite l'approfondissement. C'est la tentative de Constitution européenne qui, pour l'instant, n'a pas abouti. Ce qui est sûr, c'est que dans l'état actuel des esprits, dans les conférences qui se font partout, l'Europe de la Foi est une Europe qui vacille, qui s'efface et qui, je le crains, si nous n'y veillons pas, risque de s'effacer définitivement. C'est la force du propos qu'a tenu hier Christian Saint-Etienne, lié à un phénomène démographique écrasant dont personne ne parle, à savoir que l'Europe est en chute vertigineuse d'hommes, de femmes et d'enfants.

Une des missions qui pourrait être celle des seniors, comme l'on dit aujourd'hui, c'est-à-dire ces trois millions d'hommes et de femmes qui vont quitter la scène. Je les vois ravagés par une idéologie mortelle qui s'appelle : "enfin ! La retraite...". Ce mot "retraite" vue comme une ère de loisirs, c'est *la dégradation séculière du paradis*. On va enfin jouir ! Les peuples qui disent cela se condamnent à mort.

C'est aussi simple que cela quand nous voyons monter à l'horizon lointain, mais en même temps tout proche, la Chine ; hier c'était le Japon, demain ce sera l'Inde. On nous dit la Chine fait du 7, du 8, du 10 % de croissance ; a-t-on oublié que c'était le taux de croissance de la France des années soixante ? Que nous avons, après le Japon, le premier taux de croissance du monde ? Comment voulez-vous que les jeunes de 25 ans au chômage, au moins 1 sur 4, comprennent ce langage-là ? C'était pourtant la France. Elle était portée par une natalité puissante, j'en fus, vous en fûtes sans doute pour beaucoup aussi, elle était portée par une Foi, un projet qu'on appelait dès la fin de la guerre et nous allions construire une Europe unie.

Alors vous retrouvez tout cela aujourd'hui, mais comment dirai-je, je ne voudrais pas forcer les mots, tout ce langage est affaibli, sécularisé, bref dégradé, l'Europe c'est la paix, ce n'est que la paix... la guerre est finie pour elle et c'est ce que disait fort bien, hier encore, Christian Saint-Etienne quand il disait ce langage de la paix à tout prix.

J'ai connu la France de 1939, elle avait tout juste 40 millions d'habitants, c'est elle qui a fait Munich et M. Daladier a été applaudi à pleines mains

quand il est revenu de là-bas, qui était le début de la fin. Cela a coûté très cher à l'Allemagne, cela a coûté cher à la France.

Dans ce désarroi, dans cet affaiblissement général de ce qu'était notre Europe, deux points qui concernent la France : le premier : nous ne couvrons pas les générations, non, nous sommes en-dessous de 2,1, nous sommes à 1,9, mais nous sommes quand même beaucoup mieux placés que nos frères de langue et de culture, les Espagnols, les Italiens, les Allemands ; nous avons donc une perspective de natalité française qui est moins mauvaise, tout cela grâce aux femmes françaises et grâce aux crèches françaises. S'il y a beaucoup d'enfants ou plus d'enfants ici que là-bas, c'est parce que nous avons, en son temps, mis en place un système d'accueil de l'enfant bien supérieur, par exemple à celui qu'à l'Italie.

Le deuxième point, mais c'est une affaire de mœurs, ce n'est pas une affaire de loi. On nous parle toujours de Montesquieu, l'homme des lois, non Montesquieu dit fort clairement dans son ouvrage célèbre "De l'esprit des lois", les lois viennent après les mœurs et jamais elles ne les remplacent. Eh bien, nous légiférons à tour de bras dans ce pays, nous n'avons jamais autant légiféré, nous n'avons jamais autant triché avec nos lois.

Nous avons si peu appliqué nos lois, tout simplement parce que les mœurs sont défailtantes. On nous parle de l'euthanasie, du divorce, de la contraception, du clonage, le Parlement en est obsédé. Ce sont des problèmes qui ne devraient pas regarder la loi. On va parler du foulard. Ce sont des problèmes de mœurs et je termine, ce n'est pas un prêche que je fais c'est une constatation.

Ces matières doivent être gérées non pas par la politique mais bien au-delà d'elle, disons les choses, par la Foi, appelons-la la religion pour faire simple, d'où question : est-ce que les peuples peuvent exister sans religion ? C'est le cas de l'Europe aujourd'hui ou presque. Ne sont-ils pas condamnés à mourir de froid ? Qui va leur rendre la chaleur de la vie ?

Je pense que vos trois millions de seniors, encore jeunes, qui n'ont pas je l'espère, perdu tout à fait ce qu'est la Foi, réussiront à s'arracher à cette déferlante publicitaire qui nous dit : "Vous avez 55 ans, vous avez des droits". Des revues vivent de cela, les devoirs on ne connaît pas, or ils ont des devoirs à l'égard d'une société qui leur permet de s'arrêter de travailler entre 55 et 60 ans, la France bat un record mondial, contradiction étonnante. La France est le pays du monde développé ou l'on travaille maintenant le moins. Ceci est grave.

Alors redressons cela, disons ce que nous pensons, osons briser les tabous car les tabous ne sont plus à droite, ils sont à gauche. Nous retrouvons ainsi je crois, la voie de nos grands ancêtres qui ont fait l'Europe de 1950. Je souhaitais vous dire cela parce que je crois que nous avons entendu des choses qui s'inscrivent assez bien dans cette voie de redressement, mais nous sommes à minuit moins deux. Encore quelque temps, il sera trop tard. Merci.

(*Applaudissements...*).

Jean-Pierre PRÉVOST. - Il m'appartient de donner la parole à la salle.

Patrice de LA TOUR DU PIN - Vous n'avez pas dit la première partie de la citation "ce sont les peuples sans mémoire qui risquent de mourir de froid".

Paul CAMOUS. - Je voudrais reprendre également le propos de notre ami Claude Vimont en ce qui concerne la non insertion, dans les statistiques, de réalités qui sont des réalités économiques, humaines et sociales. Nous pouvons en prendre quelques exemples pittoresques.

Le premier, il est ici. Ce que nous faisons ici est un acte productif, je crois. Est-ce dans les statistiques ? *Deuxième point* : un deuxième tabou. Qu'est-ce que la population active ? C'est celle qui est dans les statistiques, on ajoute "en âge de travailler", mais je dis également en ce qui concerne cet allongement de la vie humaine, que l'on appelle vieillissement, il y a eu un transfert du moment réel du vieillissement. Il représente deux choses : premièrement un capital de production réelle, mais qui n'entre pas dans les statistiques, parce qu'à peu près tous sont retraités à 60 ans. Il s'agit de ceux qui sont dans une législation qui a existé, parce que la sortie de la vie était à 55 ans. Aujourd'hui, elle est passée à 80 ans, mais vous ne trouvez pas cette constatation dans les statistiques des services des régimes spéciaux, vous ne la trouvez pas parce que pratiquement jamais personne n'a voulu la calculer et quand on a demandé ce renseignement au ministère du Travail et à différentes entreprises il n'a jamais été possible de l'obtenir.

On s'apercevrait que, dans ce domaine, dix ans de plus de vie réelle active cela représente en charges, pour la population réputée active en tant que salariée des sommes extraordinairement importantes.

Si nous ne cassons pas les fausses représentations, nous ne découvririons pas que les Américains ont une émigration clandestine considérable. Un acte de politique électorale a conduit à donner satisfaction, par des ratifications

importantes de la situation de fait, à une population qui votait. Ceci représente plusieurs millions de personnes qui sont dans cette situation. Il suffit d'aller visiter les usines du Canada ou des États-Unis pour constater qu'une partie de l'industrie automobile américaine est portée par une émigration clandestine, qui est de même nature que celle que nous avons ici en France, à Paris par exemple, et qui fait que véritablement, s'il y a encore une industrie de l'habillement et de la maroquinerie en France, c'est parce qu'il y a des zones franches, non pas dans la loi, mais qui existent au Sentier.

Tant que l'on n'attaque pas le problème des vieux mots qui couvrent les intérêts, les retraités qui ont un deuxième emploi sont dans la situation d'être dans les statistiques, mais en revanche ceux qui vivent à la manière d'autrefois, c'est-à-dire avec une production qu'ils auto-consomment sont nombreux.

Dans ce domaine nous fuyons la réalité, comme vous l'avez vous-même constaté. Le problème de la natalité de notre pays par rapport à d'autres pays d'Europe, repose purement et simplement sur l'immigration.

Nous avons fait du regroupement familial plus tôt que dans d'autres pays. On s'aperçoit que ce que nous allons vivre dans le troisième millénaire, c'est de très, très grandes migrations. Ces grandes migrations, il faut les appréhender, en les regardant de face, parce que je crois que c'est ainsi que se fait aujourd'hui le renouvellement de l'histoire d'un pays.

Marc VARANGOT. - En ce qui concerne vos comparaisons avec les États-Unis, je vous recommande, et vous le savez probablement aussi bien que moi, la plus grande prudence. Les chiffres américains n'ont d'égal qu'à peu près ceux du Bangladesh. Vous parliez de la productivité américaine ou de l'emploi. Est-ce que vous savez que si on rectifie les statistiques de l'emploi américain, les États-Unis ont autant de chômage que nous ? Ils ont la notion de "chômeurs découragés" où on raye des listes des masses entières de gens qui sont dans une sorte de RMI.

Quand on dit qu'en Amérique il n'y a pas d'assistance, c'est inexact. Il y a un chèque fédéral de quelques centaines de dollars par mois, moyennant quoi beaucoup ne cherchent plus de travail. Donc il y a deux poids, deux mesures dans les statistiques américaines et les statistiques européennes.

La productivité : il y a des gens sérieux qui considèrent que c'est "M. Glandu" au Département du travail qui calcule la valeur ajoutée d'un ordi-nateur à l'autre et qui applique des coefficients de progrès. Rien n'est plus

mensonger que les chiffres américains. Pourquoi est-ce qu'il y aurait tant de productivité ? Alors qu'il n'y a pas d'épargne et que leur balance du commerce extérieur est en déficit structurel depuis trente ans ? Tout cela ne se recoupe pas. On se flagelle toute la journée, mais n'oubliez jamais que les chiffres américains sont mensongers, et sur l'emploi et sur la productivité.

Laura BERNARDI. - *Je suis la spécialiste de tout ce qui est social à l'IFRAP, (l'Institut de recherche sur l'administration publique).* Il y a dans les informations que M. Claude Vimont vient de donner, des statistiques assez réelles. En revanche, j'aimerais bien apporter quelques éclaircissements par rapport à cette classe vieillissante, qui a beaucoup à donner à la France.

Il y a trois millions de personnes qui sont éjectées du marché du travail. Malheureusement aujourd'hui, les entreprises voient jeune, le MEDEF ne voit pas au-delà de 55 ans. C'est une réalité de l'entreprise française.

La deuxième réalité, c'est que parmi ces trois millions, il y a quand même un pourcentage qui travaille, déclaré ou pas.

La troisième réalité c'est qu'il y a des personnes qui sont complètement brisées, elles vivent dans une situation lamentable, de 55 ans jusqu'à 65 ans. J'ai fait des reportages, j'en ai rencontré pas mal, elles vivent avec des minima sociaux incroyables et la plupart n'ont pas droit à la retraite. Il y a des personnes âgées qui n'ont pas du tout droit à la retraite et qui cherchent vraiment à travailler pour arrondir leur fin de mois.

Pour le chômage aux Etats-Unis : c'est vrai qu'il y a un chômage énorme, mais il n'y a pas de chômage de longue durée.

Malheureusement il n'est pas rare de trouver en France un chômeur qui reste deux à trois ans sans emploi. C'est une réalité que l'on ne trouve pas aux Etats-Unis. J'ai fait des reportages aux Etats-Unis. Je suis allée dans le Bronx, il y a du chômage, de la pauvreté, mais on ne voit pas ce chômage de masse de longue durée. Le chômeur aux Etats-Unis trouve un travail au bout de deux ou trois mois. Il y a quand même des minima sociaux aux Etats-Unis. Il ne faut pas dire que les Etats-Unis sont un pays qui laisse ses pauvres crever de faim. Il y a quand même une politique sociale aux Etats-Unis. Malheureusement là-bas chaque Etat distribue ses revenus selon les richesses de l'Etat.

Par rapport à l'immigration en France, il y a une immigration clandestine, c'est elle qui bâtit la France aujourd'hui. Il y a des secteurs qui sont carrément

hors légalité, comme le bâtiment. Il y a des étrangers qui travaillent à trente euros par jour et qui ne sont pas déclarés. Ils sont recrutés par des PME essentiellement. Il y a des personnes qualifiées qui travaillent dans le bâtiment, dans le textile, dans tous ces secteurs où il y a vraiment pénurie de main-d'œuvre.

Maurice BLIN. - D'un mot très court : quel que soit le travail industriel, tertiaire ou quaternaire, il doit rester sacré et le loisir est une récompense, non pas un droit.

(Applaudissements...)

Jean-Pierre PRÉVOST. - Nous restons dans le sujet de l'exposé de Claude Vimont qui est le vieillissement, une question très importante. Je donne la parole à Claude Vimont pour qu'il fasse quelques observations sur les propos tenus.

Claude VIMONT. - Je suis bien conscient que la statistique est une forme du mensonge. Elle le reste malgré les progrès que nous avons faits. Ceci dit, je voudrais que nous en restions à des raisonnements fondés sur l'observation du fonctionnement des sociétés sans descendre dans des cas extrêmes qui existent dans tous les pays, y compris aux Etats-Unis. Je vois monter l'idée sous-jacente à ce raisonnement, c'est de dire qu'aux Etats-Unis il y a en réalité un chômage caché, des workings poors, travailleurs salariés, qui sont en réalité des pauvres, que l'on veut faire travailler des femmes de 80 ans. On a vu des articles sortir sur le sujet. Mais ce sont des cas exceptionnels.

En réalité, par le moyen de ces exemples, nous cherchons à nous "autojustifier". C'est extrêmement dangereux d'aller dans cette voie, cela consiste à dire : "Ce que nous faisons en France, c'est très bien, nous on se débat pour maintenir une société en situation d'équilibre", c'est une excuse pour ne pas traiter le problème du "vieillessement actif". Or qui va être le sujet dominant dans les prochaines années ?

Certains pays ont mis en place des moyens et surtout ont un état d'esprit qui leur permettent de traiter ce problème. C'est peut-être le seul point qu'il suffirait que l'on garde en tête après cette discussion, c'est *l'état d'esprit sur le vieillissement actif*, la nécessité de mobilisation sur ce sujet. Or, en France, nous avons la culture inverse, que nous avons implantée maintenant depuis près de quinze ans. Il faut changer de culture.

En France, on considère comme indispensable de prendre des textes, mais

c'est surtout une mentalité qui est en cause. C'est cela que je voudrais souligner, au-delà des cas que vous citez aux Etats-Unis, les "Chicanos" qui existent ou les "working poors" dont vous parliez, mais il y a une autre mentalité sur le travail. C'est la mentalité de l'avenir. Elle nous permettra de répondre aux conséquences du grand déficit de potentiel de croissance que nous avons par rapport à un pays comme les Etats-Unis, nous tous Européens.

Marc VARANGOT. - Il y a deux millions de chômeurs de plus, en Amérique, en trois ans. Ensuite le chiffre de productivité est bon parce que le dénominateur est très mauvais. Il faut comparer ce qui est comparable.

Paul CAMOUS. Je voudrais insister auprès de Claude Vimont. Il faut absolument casser ce que représente le mot actif, population active, premier point. Deuxième point, c'est le même problème en ce qui concerne la notion de travail dans laquelle véritablement le mot "sacré" a été prononcé, le mot d'intérêt existe. C'est un problème de concept. Nous employons des mots qui ne constituent plus la réalité. Tant que l'on continuera ainsi, on pourra faire n'importe quelle loi, les lois ne changeront rien parce que, conceptuellement, nous sommes avec des mots qui portent l'inverse de la réalité vécue.

Il y a un autre problème. Quand on dit aujourd'hui que les femmes veulent travailler, c'est une insulte à des milliards de femmes dans le passé mais c'est une insulte aussi à des milliards de femmes aujourd'hui. Elles ne sont pas dans les statistiques alors qu'elles sont dans la réalité d'une forme de travail, dans des cellules de production familiale qui sont extrêmement importantes et fondamentales.

Claude VIMONT. - C'est en effet un problème sociétal qui est en cause.

Jean-Pierre PRÉVOST. - Maurice Blin a fait une très belle conclusion tout à l'heure, je me garderais d'en proposer une autre. Il y a un fil conducteur qui a animé tout ce colloque. Je voudrais à ce propos rendre hommage à Charles Delamare qui en a été la cheville ouvrière et l'organisateur. Sans lui ce premier colloque n'aurait pas eu lieu.

(Applaudissements...)

Charles DELAMARE. - Il faut rendre surtout hommage à Thérèse Desplanques et à Catherine Bruno, qui ont fait tout le travail de préparation et remercier les participants à notre colloque qui ont fait preuve de lucidité, mais aussi de fougue.

Jean-Pierre PRÉVOST. - Je pense que ce colloque a un fil conducteur qui est celui précisément que l'on retrouve dans ce qu'a dit François Bayrou hier : la Foi que nous devons avoir dans ce que nous avons à faire.

D'une certaine manière les analyses sont souvent pessimistes, qu'il s'agisse de l'Europe, de l'ordre international, du vieillissement, mais cela n'est pas définitif. Ce qui nous caractérise et c'est en cela que ce colloque est un peu *un colloque de refondation*, c'est que nous ne baissons pas les bras. Nous croyons que quelque chose est encore possible, qu'il y a encore un avenir pour notre société et pour nos idées. C'est à cela qu'il faut travailler. Nous sommes sommés, avec tout ce que nous avons appris pendant ces deux jours, de continuer et d'aller de l'avant pour convaincre les uns et les autres.

LES LIVRES DE NOS COLLABORATEURS ET AMIS

Claude VIMONT

Le nouveau troisième âge, une société active en devenir

Ed. Economica

Roberto PAPINI, préface d'Emile Poulat

Le courage de la démocratie

Ed. Desclée de Brouwer

José Maria GIL-ROBLES

Passion d'Europe

Ed. Racine/Groupe PPE-DE
Parlement européen Bruxelles

Les participants au colloque

Michel ALBERT, *président de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*

Gerhard ALMER, *conseiller pour les affaires politiques à l'Ambassade d'Allemagne*

Denis BADRÉ, *sénateur des Hauts-de-Seine*

François BAYROU, *ancien ministre, président de l'UDF*

Maurice BLIN, *sénateur des Ardennes*

Guido BODRATO, *député européen, membre du Parti populaire italien*

Jean-Louis BOURLANGES, *député européen*

Jean-Claude CASANOVA, *directeur de la revue Commentaire*

Jean CHÉLINI, *professeur des Universités, président du Conseil scientifique de l'Institut de Droit et d'Histoire religieux d'Aix-en-Provence*

Charles DELAMARE, *rédacteur principal de France-Forum*

Jean-Dominique DURAND, *professeur à l'Université Jean Moulin-Lyon 3*

José Maria GIL-ROBLES, *député européen, ancien président du Parlement européen,*

Jacques MALLET, *ancien député européen*

Henri MÉNUDIER, *professeur à Paris III-Sorbonne nouvelle, président du BILD, directeur de la revue Documents*

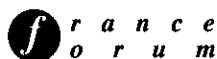
Franco NOBILI, *vice-président de l'Association pour la Valorisation de la démocratie en Italie, vice-président de la Fondation Alcide de Gasperi.*

Hugues PORTELLI, *professeur de sciences politiques à l'Université Paris II Panthéon-Assas*

Jean-Pierre PRÉVOST, *ancien avocat.*

Christian SAINT-ETIENNE, *professeur aux Universités de Tours et de Paris-Dauphine*

Claude VIMONT, *Conseil Emploi Formation*



Directeur de la publication : **Charles Delamare** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Charles Delamare, Nicolas Krausz, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost** — Secrétariat-abonnement : **Thérèse Desplanques** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 133 bis, rue de l'Université, 75007 Paris - Téléphone : 01.53.59.20.60 - Fax : 01.53.59.20.59 - e-mail : france-forum@udf.org — Commission paritaire : 0905 k 83488 — Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan.

La démocratie chrétienne, une révolution

ESSOR ET DÉCLIN DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

LE FAIT RELIGIEUX DANS L'UNION : UNE RÉVOLUTION PERMANENTE

L'EUROPE EN 2004 AU CARREFOUR DE SON HISTOIRE : PUISSANCE OU SERVITUDE ?

LA CRISE DE L'EUROPE

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE : UNE AUTRE SOCIÉTÉ, UNE AUTRE VIE

LE NOUVEAU TROISIÈME ÂGE : UN DÉFI SOCIAL À RELEVER

Sommaire détaillé page 3